



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP
Office fédéral des migrations ODM



Encouragement de l'intégration de la
Confédération et ses effets dans les cantons
Rapport annuel 2011

Impressum

Editeur: Office fédéral des migrations (ODM)
Quellenweg 6, 3003 Bern-Wabern

Conception et rédaction: Division Intégration, ODM

Graphisme: typisch.ch

Distribution: OFCL, Vente des publications fédérales, CH-3003 Berne,
www.bundespublikationen.admin.ch/fr/
Art.-Nr. 420.100.11.f

© ODM/DFJP septembre 2012

Photos

Stephan Hermann, Philipp Eyer (coupdoeil): page de couverture, page 8, 15,
16, 22, 24, 31, 32, 35, 37, 40, 42, 43, 44, 46
Beat Schweizer: page 17, 28, 36
Christoph Chammartin: page 18
BFM: page 26, 27
Daniel Guy Halmer: page 39
Laurent Burst: page 48

Les graphiques se réfèrent aux rapports 2011 adressés à l'ODM.

Résumé

S'appuyant sur les rapports établis par les instances cantonales, le présent rapport annuel renseigne sur l'utilisation des subventions fédérales octroyées au titre de l'encouragement de l'intégration et sur l'état d'avancement des travaux concernant la poursuite de l'encouragement spécifique de l'intégration. Le présent rapport se propose en outre de donner un aperçu des activités en cours et de la collaboration mise en place à l'échelon fédéral pour promouvoir l'intégration.

Les offices fédéraux ont optimisé la coordination de leurs travaux et institutionnalisé leur collaboration dans le domaine de l'encouragement de l'intégration.

Au cours de l'année sous revue, l'Office fédéral des migrations (ODM) a soutenu des mesures d'intégration destinées à des réfugiés reconnus ainsi qu'à des personnes admises à titre provisoire à hauteur de 36 millions de francs environ. Il a également alloué quelque 16 millions de francs aux mesures relevant de l'encouragement spécifique de l'intégration de la population étrangère, lesquelles s'articulent autour de trois points forts. Dans le cadre du point fort 1, les cantons ont poursuivi les mesures, mises en place sur la base des contrats de prestations conclus avec la Confédération, visant à encourager le développement des compétences linguistiques; la Confédération a participé au financement de ces travaux à raison d'environ 8 millions de francs. En 2011, parallèlement à une meilleure connaissance des offres, l'accès au groupe-cible et l'adéquation aux besoins de ce dernier ont été améliorés. Par ailleurs, la Confédération a soutenu en 2011, tout comme l'année précédente, trente centres de compétence de l'intégration (point fort 2A) et les travaux des quinze centres d'interprétariat communautaire (point fort 2B) respectivement à hauteur d'environ 3 millions de francs et 1,4 million de francs. Les centres de compétence ont poursuivi leurs travaux dans les domaines «information et conseil», «travail de fond et relations publiques» ainsi que «projets et collaboration». Les centres d'interprétariat communautaire ont réalisé près de 150 000 heures d'interprétariat, soit 17 % de plus qu'en 2010. Dans le cadre du point fort 3, l'ODM et la Commission fédérale pour les questions de migration (CFM) ont apporté leur soutien à des projets axés sur le développement de l'encouragement de l'intégration (projets pilotes). Le présent rapport expose quelques-uns des 103 projets financés par l'ODM pour un montant d'environ 3,4 millions de francs dans les domaines de l'information, de la promotion linguistique et de l'encouragement préscolaire, ainsi que de l'intégration sociale et professionnelle. En vue d'encourager l'intégration des réfugiés reconnus et admis provisoirement ainsi que des personnes admises à titre provisoire, les cantons ont étendu l'offre des mesures de promotion linguistique et d'intégration professionnelle et proposé davantage de plans d'intégration individuels.

Au cours de l'année sous revue, onze cantons alémaniques ont conclu des conventions d'intégration avec des migrants; les cantons latins n'ont pas fait usage de cet instrument. Le dialogue sur l'intégration s'est poursuivi en 2011 entre la Confédération, les cantons, les communes, les villes et des acteurs non étatiques, notamment dans le cadre de la deuxième Conférence nationale sur l'intégration. A partir de 2014, les mesures d'encouragement de l'intégration poursuivront pour la première fois les mêmes objectifs dans tous les cantons. En 2011, la Confédération et les cantons ont défini les bases requises à cette fin.

Table des matières

Résumé	3
Table des matières	5
Avant-propos	7
Introduction	8
Encouragement de l'intégration de la Confédération et des cantons à partir de 2014	10
L'encouragement de l'intégration comme tâche des structures ordinaires: Activités en cours et collaboration à l'échelon fédéral	14
Point fort 1: Langue et formation	19
Point fort 2A: Centres de compétence de l'intégration	25
Point fort 2B: Centres d'interprétariat communautaire	29
Point fort 3: Projets pilotes favorisant le développement de l'encouragement de l'intégration	33
Forfaits d'intégration: Encouragement de l'intégration des réfugiés reconnus et des personnes admises à titre provisoire	41
Conventions d'intégration	47
Dialogue sur l'intégration	50
Conclusion	51
Annexe	53
Abréviations	98

Avant-propos



Chères lectrices, chers lecteurs,

Le rapport 2011 sur l'encouragement de l'intégration présente les mesures concrètes qui ont été mises en œuvre par la Confédération, les cantons, les communes et les organisations de la société civile.

L'intégration est une tâche interdisciplinaire qui relève de l'Etat. L'encouragement de l'intégration s'adresse aussi bien à la population indigène qu'aux migrants et aux autorités. Il fait appel tant à l'engagement des immigrés à s'intégrer dans la société d'accueil qu'à l'ouverture de la population locale.

En 2011, la Confédération et les cantons ont décidé d'œuvrer ensemble au renforcement de l'encouragement spécifique de l'intégration à partir de 2014 et d'harmoniser les objectifs poursuivis. En 2011, nombre de cantons ont déjà entamé les vastes travaux de préparation des programmes d'intégration cantonaux qui seront introduits en 2014.

L'Office fédéral des migrations remercie tous ses partenaires pour leur engagement et leur collaboration constructive.

A handwritten signature in black ink that reads "M. Gattiker". The signature is written in a cursive, slightly slanted style.

Mario Gattiker

Directeur de l'Office fédéral des migrations

Introduction

Le plan d'intégration du Conseil fédéral

L'année 2011 a été marquée par un débat accru dans l'opinion publique et les cercles politiques sur des questions d'intégration des étrangers. L'immigration, notamment dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes, a été évoquée dans les débats publics et la question des mesures à prendre en matière de politique d'intégration a été souvent abordée. Globalement, l'appel à une politique d'intégration active a été plus fort, traduisant une volonté d'empêcher d'éventuelles évolutions négatives dans la société.

Le Rapport du Conseil fédéral sur l'évolution de la politique d'intégration de la Confédération du 5 mars 2010, établi selon les recommandations de la Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA) de juillet 2009 élaborées par les cantons, les communes et d'autres milieux, a présenté les conditions nécessaires «pour développer une politique d'intégration porteuse d'avenir sous le régime du système d'admission binaire». En 2011, le Conseil fédéral a concrétisé l'orientation retenue dans le cadre d'un plan d'intégration, qui se compose des éléments suivants:

1. Concrétisation des dispositions légales relatives à l'intégration des étrangers

Révision des dispositions sur la gestion et la coordination de la politique d'intégration, sur les objectifs de l'encouragement spécifique de l'intégration et sur le financement. Par ailleurs, l'adoption des dispositions légales sur les exigences en matière d'intégration de manière plus concrète et contraignante.

2. Inscription plus contraignante du mandat d'intégration dans des lois spécifiques régissant les structures ordinaires (formation professionnelle, emploi, etc.)

Adaptation de lois spécifiques en modifiant notamment le mandat de base, en complétant les dispositions relatives à l'encouragement de l'intégration, en développant les instruments ou en élargissant les compétences des instances responsables.

3. Renforcement de l'encouragement spécifique de l'intégration

Conclusion de conventions pluriannuelles avec les cantons et poursuite d'objectifs d'encouragement de l'intégration



identiques sur l'ensemble du territoire suisse. Orientation plus ciblée vers les besoins de la population migrante, des autorités et de la population indigène. Augmentation des moyens financiers et cofinancement à parts égales de la Confédération et des cantons.

4. Intensification du dialogue sur l'intégration avec les acteurs étatiques et non étatiques

Poursuite et intensification du dialogue entamé le 12 mai 2011 à l'occasion de la deuxième Conférence nationale sur l'intégration sous l'égide de la CTA.

L'objectif général est de régler de manière plus contraignante le principe «encourager et exiger», qui reflète la réciprocité du processus d'intégration. L'introduction de la primo-information obligatoire – qui compte au nombre des nouvelles mesures relevant de l'encouragement spécifique de l'intégration – est prévue dans tous les cantons. Cette mesure sera intégrée en outre dans les futurs programmes d'intégration cantonaux. Elle doit permettre de garantir que toute personne immigrée est accueillie, informée de manière pertinente et, au besoin, orientée vers des mesures d'intégration adaptées. En plus d'être une condition aux adaptations prévues dans le domaine régi par le principe «encourager et exiger», la primo-information fait partie intégrante de la «culture de bienvenue» et offre aussi la possibilité d'identifier de manière précoce les éventuels déficits d'intégration.

Revue de l'année 2011

Comme par le passé, l'exercice sous revue a donné lieu à la mise en œuvre, dans toute la Suisse, d'un grand nombre de projets et de mesures relevant de l'encouragement de l'intégration. La Confédération, les cantons, les villes, les communes et les responsables du secteur privé ont encore consolidé leur collaboration dans ce domaine. Le présent rapport annuel sur l'encouragement de l'intégration, qui s'appuie sur les rapports que les cantons ont établis à l'intention de l'Office fédéral des migrations (ODM), entend donner un aperçu des mesures et des activités cofinancées par la Confédération. Les principales instances responsables de la mise en œuvre sont les services cantonaux pour les questions d'intégration, les centres de compétence de l'intégration et les centres d'interprétariat communautaire. Le rapport passe en revue les domaines de l'encouragement spécifique de l'intégration conduits dans les cantons. Ces mesures s'inscrivent en complément du travail de promotion de l'intégration réalisé dans les structures ordinaires (école, formation professionnelle,

marché du travail, secteur de la santé, etc.). L'encouragement spécifique de l'intégration vise également à combler les lacunes du système, notamment lorsque les personnes concernées n'ont pas accès aux structures ordinaires (mesures visant à favoriser l'intégration des réfugiés sur le marché du travail, par exemple).

Le catalogue des mesures d'intégration élaboré par quinze instances fédérales en collaboration avec les cantons a considérablement contribué à ancrer l'encouragement de l'intégration dans les structures fédérales existantes – p. ex. dans les domaines de la formation professionnelle, de l'assurance-chômage et de la santé – et à sensibiliser les différents partenaires. Le présent rapport renseigne sur les activités conduites en 2011. L'ODM soutient l'encouragement spécifique de l'intégration des étrangers dans le cadre du programme des points forts 2008–2011. En 2011, quelque 4240 cours et/ou mesures ont eu lieu, auxquels plus de 100 000 personnes ont participé. Trente centres régionaux de compétence de l'intégration ont consolidé leur fonction d'instance de contact et de coordination. Les quinze centres d'interprétariat communautaire ont réalisé environ 150 000 heures d'interprétariat, ce qui a grandement favorisé la compréhension mutuelle dans des discussions importantes à l'hôpital, à l'école ou auprès des autorités. Des projets d'intérêt national ont été lancés et poursuivis, à l'instar des projets pilotes axés sur l'encouragement de l'intégration dans le domaine préscolaire et des projets de développement de quartier. L'encouragement spécifique de l'intégration de réfugiés reconnus et de personnes admises à titre provisoire a été développé notamment dans les domaines de la promotion linguistique et de l'intégration professionnelle.

Encouragement de l'intégration de la Confédération et des cantons à partir de 2014

Pour la première fois, à partir de 2014, des mesures d'encouragement de l'intégration poursuivant des objectifs identiques seront mises en œuvre dans tous les cantons et la promotion sera orientée de manière encore plus ciblée vers les besoins. La Confédération et les cantons ont adopté les bases politiques nécessaires à cette fin en 2011.

Etapes clés

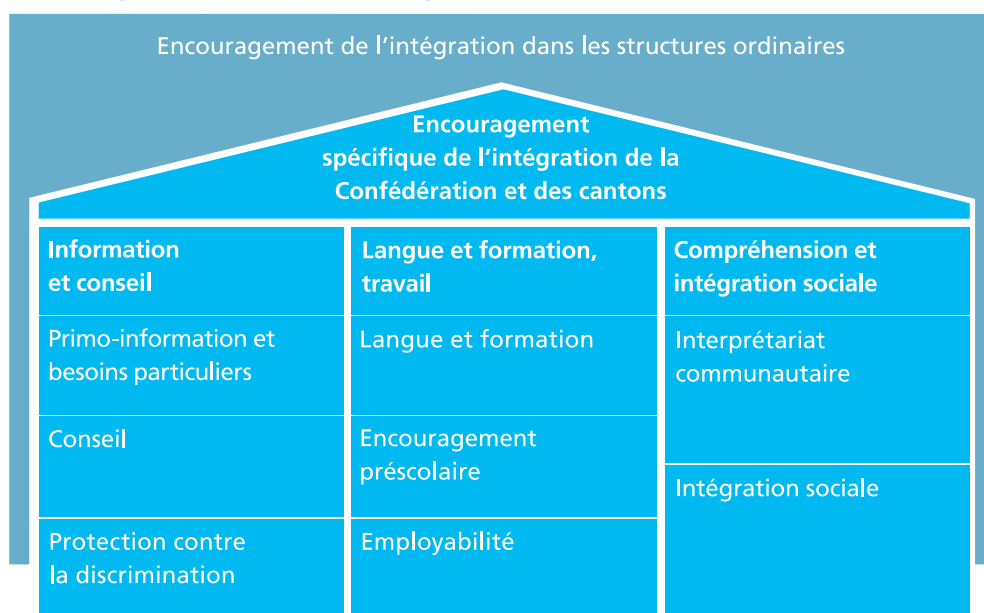
A compter du 1^{er} janvier 2014, la Confédération et les cantons régleront l'encouragement spécifique de l'intégration dans le cadre de conventions de programmes d'intégration cantonaux (PIC) conclues pour une durée de quatre ans. Le 23 novembre 2011, l'assemblée plénière de la Conférence des gouvernements cantonaux et le Conseil fédéral ont adopté les documents de base nécessaires à cette fin. Dans le même temps, la Confédération et les cantons sont convenus de points forts pour l'encouragement spécifique de l'intégration (voir

graphique). Pour la première fois, les objectifs stratégiques définis pour chacun de ces domaines doivent être les mêmes sur l'ensemble du territoire suisse entre 2014 et 2017.¹

Planification dans les cantons

L'année 2011 a été marquée par un intense échange d'informations et d'expériences sur la future mise en œuvre de l'encouragement de l'intégration entre l'ODM et les partenaires cantonaux et communaux. La Conférence des délégués cantonaux et communaux à l'intégration (CDI), dont

L'encouragement spécifique de l'intégration de la Confédération et des cantons à l'avenir



- Objectifs de promotion de l'intégration identiques à l'échelle nationale
- Promotion de l'intégration tenant compte des besoins des migrants, des autorités et de la population indigène
- Mise en œuvre claire au moyen de programmes cantonaux d'intégration
- Coordination optimale avec les structures ordinaires

les membres ont également discuté de travaux de planification au sein de groupes spécialisés intercantonaux et de projets intercantonaux, est la principale plateforme en la matière.²

Soucieuse de l'élaboration minutieuse des programmes cantonaux d'intégration (PIC), l'ODM a décidé fin 2010 de poursuivre en 2012 et en 2013 l'essentiel des activités conduites dans le cadre du programme des points forts 2008–2011. Jusqu'à l'introduction des programmes cantonaux en 2014, la majorité des partenaires de l'ODM prévoit de mettre en œuvre des mesures identiques ou comparables à celles des années précédentes. Sur la base des modalités définies dans une circulaire pour la phase dite de garantie (2012–2013), l'ODM a conclu des contrats de prestations avec les instances cantonales compétentes et/ou a rendu des décisions correspondantes.³

Compte tenu des mesures d'intégration cantonales mises en œuvre dans les structures ordinaires, chaque canton définit dans son PIC les mesures complémentaires dont il a besoin au titre de l'encouragement spécifique de l'intégration, après quoi il planifie la promotion de l'intégration dans les différents domaines et règle les interfaces avec les structures ordinaires. Les structures de formation, d'intégration sur le marché du travail et du domaine social sont prioritaires.

A travers l'appel d'offres «Développement des programmes d'intégration cantonaux et des mesures d'accompagnement (DPIM)» du 20 mai 2010, l'ODM a encouragé le développement des PIC dans les cantons entre 2010 et 2011 en allouant des fonds de l'ordre de 3,3 millions de francs (montant global pour les deux années)⁴. Les projets DPIM ont permis d'aider les services cantonaux pour les questions d'intégration à entamer des travaux conceptuels et des projets pilotes en collaboration avec les acteurs de l'intégration. Les domaines d'encouragement et, partant, les acteurs et les formes de la collaboration, varient d'un canton à l'autre.

¹ Voir annexe à la p. 53

² Vous trouverez une liste des sites des délégués communaux et cantonaux à l'intégration sur le site www.bfm.admin.ch/content/bfm/fr/home/themen/integration/foerderung/integration_in_kantonen.html

³ www.bfm.admin.ch/content/bfm/fr/home/themen/integration/foerderung/spezifischgewaehrleistung-ab-2012.html

⁴ www.bfm.admin.ch/content/bfm/fr/home/themen/integration/politik/weiterentwicklung.html

La mise en place des PIC et les projets DPIM ont donné l'occasion aux cantons de reconsidérer et de réorganiser leurs structures dans le domaine de l'intégration. Pour les services cantonaux pour les questions d'intégration en particulier, les PIC engendrent un surcroît de travail et impliquent générale-

Principes éprouvés dans l'encouragement de l'intégration

Tâche transversale

L'intégration est une tâche transversale dont les objectifs doivent être pris en considération dans tous les domaines et qui relève d'une collaboration entre les autorités fédérales, cantonales et communales, les partenaires sociaux, les organisations non gouvernementales ainsi que les organisations d'étrangers. L'ODM et les services cantonaux pour les questions d'intégration ont pour mission de coordonner les différentes mesures à l'échelon fédéral et/ou cantonal.

Structure ordinaire

En tant que tâche transversale, l'encouragement de l'intégration est réalisé au niveau local, en priorité par les structures ordinaires concernées par l'intégration (p. ex. l'école, les établissements de formation professionnelle, le marché du travail). Il est financé par le budget ordinaire des instances compétentes.

Encouragement spécifique de l'intégration

La promotion de l'intégration menée dans les structures ordinaires est complétée par l'encouragement spécifique de l'intégration, dont l'objectif est double: d'une part, contribuer à compléter l'offre des structures ordinaires et/ou à combler ses lacunes (p. ex. promotion linguistique des jeunes arrivés tardivement en Suisse, intégration professionnelle des réfugiés, offres destinées aux personnes traumatisées, etc.); d'autre part, aider les structures ordinaires à accomplir leur mission d'intégration. Le bon fonctionnement des institutions et la qualité des prestations fournies (p. ex. compétences interculturelles des conseillers, mesures préventives destinées à offrir une protection contre la discrimination, etc.) sont des éléments clés à cet égard.

Adéquation avec les besoins

L'encouragement de l'intégration est réussi lorsque les pouvoirs publics prennent des mesures tant à l'intention des étrangers et des Suisses que des mesures destinées à aider et à délester les autorités et les institutions, de sorte que la capacité d'intégration de la société s'en trouve globalement améliorée. Les programmes d'intégration cantonaux tiennent compte de ces groupes-cibles en fonction de leurs besoins respectifs (p. ex. répartition régionale des offres de promotion linguistique, primo-information ciblée, etc.).

ment la nécessité d'accroître les ressources en personnel pour la planification et la mise en œuvre de mesures d'intégration. Ainsi, dans la perspective de l'introduction des PIC, le canton de Vaud a réorganisé son service cantonal pour les questions d'intégration et opté pour une répartition des compétences entre les collaborateurs conforme à la structure en piliers de l'encouragement de l'intégration retenue dans le PIC (v. graphique p. 10). Dans nombre de cantons, l'élaboration des PIC implique en premier lieu une intensification de la coopération interdépartementale au sein de l'administration cantonale. Lors de la rencontre de la CDI en mars 2012, les délégués cantonaux et communaux à l'intégration ont souligné, en se référant à l'année sous revue, que les comités interdépartementaux, qui se composent de décideurs et s'acquittent d'un mandat gouvernemental contraignant, pouvaient être des instruments clés.

La mise sur pied des PIC varie d'un canton à l'autre, certains recourant à une organisation de projet qui leur est propre, d'autres préférant confier le mandat à un comité existant. Dans le canton de Zurich, le Conseil d'Etat a créé un comité de projet et l'a investi de la mission de développer le PIC – sur la base d'une stratégie d'intégration à élaborer – avec l'ensemble des directions. Le Conseil d'Etat thurgovien a également institué une organisation de projet, dans laquelle sont représentés des offices cantonaux, l'association des communes thurgoviennes ainsi que les centres de compétences régionaux. Le canton du Valais a créé un comité issu de la commission consultative des étrangers introduite en 2000, au sein duquel sont représentés l'administration cantonale, les écoles, les communes et les délégués à l'intégration régionaux.

Plusieurs directions cantonales ont développé à l'échelon interdépartemental des concepts pour certains points forts. Dans le canton de Bâle-Ville, par exemple, l'élaboration du concept d'information a donné lieu à de nombreux entretiens dans les départements concernés, l'objectif étant d'obtenir une vue d'ensemble des activités d'information au sein de l'administration.

Dans un grand nombre de cantons, l'élaboration des PIC suppose également en partie, parallèlement à la coopération interdépartementale, une intensification de la collaboration avec les communes. Le canton du Valais, conjointement avec les

communes et/ou les délégués communaux à l'intégration et les commissions d'intégration, a lancé un processus d'aménagement de la politique locale en matière d'encouragement de l'intégration. Le canton de Bâle-Campagne a encouragé les communes à instituer des services communaux: les responsables cantonaux se sont rendus dans un grand nombre de communes afin d'y recenser les activités de promotion de l'intégration et d'y conduire un atelier de réflexion en vue de l'introduction du PIC. Pour encourager l'intégration dans le domaine préscolaire, le canton de Neuchâtel a coopéré intensivement avec les villes de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds, ainsi qu'avec d'autres partenaires. Avec l'aide de plusieurs communes, le canton de Soleure a introduit des tables rondes sur le travail d'intégration à l'échelon communal, qui réunissent des acteurs communaux impliqués dans la politique et la pratique. Le canton des Grisons a créé des services communaux pour des thèmes liés à l'intégration. Les premières expériences montrent que l'ancrage régional permet de prendre en compte les préoccupations de la population migrante au niveau local. A travers la loi sur l'intégration (voir encadré), le canton de Berne s'est donné pour objectif d'instituer des centres de contact et de conseil décentralisés sur l'ensemble du territoire cantonal.

Les projets pilotes jouent également un rôle clé dans la collaboration avec les communes, en particulier dans les domaines à développer comme la primo-information. Dans le canton de Berne, l'introduction des premiers entretiens réalisés dans la ville de Berne et dans la commune de Lyss a été testée et toutes les communes ont été impliquées dans la conception du travail d'information à l'échelon cantonal (offre Internet et brochure d'information). Dans le canton de Neuchâtel, les communes de La Chaux-de-Fonds, de Boudry et du Val-de-Travers coopèrent dans le cadre d'un projet pilote intitulé «primo-information». Le canton des Grisons œuvre au projet relatif à

La loi sur l'intégration du canton de Berne approuvée par le Conseil-exécutif

A la suite de longs travaux préparatoires au cours de l'exercice sous revue, le Conseil-exécutif du canton de Berne a adopté le 24 mai 2012 le projet de loi cantonale sur l'intégration à l'intention du Grand Conseil.⁵ La loi vise à fournir une base orientée vers l'avenir pour la politique d'intégration ainsi que pour un encouragement précoce, ciblé et préventif de l'intégration des étrangers. Elle règle entre autres l'intégration des nouveaux arrivants dans un modèle à trois niveaux (premier entretien dans la commune, au besoin conseil approfondi auprès de l'instance cantonale compétente, au besoin convention d'intégration). La loi se fonde sur les orientations de l'encouragement spécifique de l'intégration qui entreront en vigueur en 2014 et crée les conditions nécessaires à la conclusion de conventions de programmes entre la Confédération et le canton de Berne.

⁵ Communiqué de presse: www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen/suche.meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2012/05/20120524_0834_der_kanton_bern_erhaelsterstmalseinintegrationsgesetz

la primo-information avec trois grandes communes et avec le regroupement de communes Pro Engiadina Bassa. Il a aidé les communes à diffuser aux nouveaux arrivants des informations pertinentes à travers des canaux appropriés. Le canton de Zurich met un kit de bienvenue à disposition de toutes les com-

munes, lequel comprend une nouvelle brochure, des informations du service de la promotion économique du canton et la brochure sur la primo-information réalisée par l'ODM. A noter enfin la conduite de projets pilotes sur le thème de la primo-information dans les communes de Schlieren et de Dietikon.

Coordination des travaux de mise en œuvre

L'ODM et le secrétariat général de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) ont institué un groupe d'accompagnement paritaire (Confédération – cantons) qui a pour mission de suivre la mise en application des documents de base et la préparation des conventions de programmes entre 2011 et 2013. Ce groupe d'accompagnement doit contribuer à la conclusion de conventions de programmes de bonne qualité. Les travaux du groupe sont coordonnés par Eric Kaser, chef de la Section Encouragement de l'intégration de l'ODM, et Nicole Gysin, cheffe adjointe du Service des affaires intérieures du secrétariat de la CdC. Dans les réponses qui suivent, ils évoquent des points fondamentaux visés par la poursuite du développement (enregistrement réalisé le 20 juin 2012).

Quelles sont les principales nouveautés du projet de renforcement de l'encouragement spécifique de l'intégration?

Eric Kaser: Pour la première fois à partir de 2014, des mesures d'encouragement de l'intégration poursuivant des objectifs identiques seront mises en œuvre dans tous les cantons et la promotion sera orientée de manière encore plus ciblée vers les besoins. A cet égard, il me semble particulièrement important de souligner que la Confédération et les cantons vont orienter les mesures vers les trois groupes-cibles, à savoir les migrants, les autorités et la population indigène. La Confédération et l'ensemble des cantons devraient par ailleurs augmenter chacun de 20 millions de francs le montant de leurs investissements dans l'encouragement spécifique de l'intégration.

Quels sont les éléments clés des futurs programmes d'intégration cantonaux?

Nicole Gysin: Ces programmes reposent sur un modèle à trois piliers dont les points forts sont les suivants: 1. Information et conseil: primo-information et besoins particuliers d'encouragement de l'intégration, protection contre la discrimination; 2. Formation et travail: langue et formation, encouragement dans le domaine préscolaire, employabilité; 3. Compréhension et intégration sociale: interprétariat communautaire, intégration sociale. Les points forts primo-information et besoins particuliers d'encouragement de l'intégration sont nouveaux et doivent être intégrés dans les programmes cantonaux.

Quels sont les objectifs de la primo-information destinée aux nouveaux arrivants?

Nicole Gysin: La primo-information doit permettre aux nouveaux arrivants de se sentir bienvenus et d'entamer leur vie dans leur société d'accueil de manière optimale. Il y a donc lieu de les renseigner sur les conditions de vie locales et sur les offres en matière d'intégration.

Quelles sont les exigences d'intégration posées aux migrants qui arrivent en Suisse?

Eric Kaser: L'intégration précoce se révèle indispensable pour les personnes présentant des besoins particuliers d'encouragement de l'intégration. Les cantons sont tenus de leur faire suivre des mesures appropriées une année au plus tard après leur arrivée.

Quel rôle le groupe d'accompagnement joue-t-il dans la mise en œuvre?

Eric Kaser: L'encouragement de l'intégration est une tâche commune de la Confédération et des cantons, raison pour laquelle il importe que les programmes soient préparés par un groupe composé d'un nombre égal de représentants des deux niveaux. Les travaux, qui concernent tous les cantons, sont coordonnés et – au besoin – élaborés conjointement afin de garantir la qualité des conventions de programmes.

Pourquoi les nouveaux programmes ne seront-ils mis en œuvre qu'en 2014?

Eric Kaser: La pratique a montré que pour une efficacité optimale, les mesures d'intégration doivent être planifiées minutieusement et adaptées aux besoins de leurs destinataires. Dans certains domaines comme le conseil, la promotion linguistique, l'intégration sur le marché du travail ou encore l'interprétariat communautaire dans la santé et la formation, nombre de mesures sont déjà proposées. D'autres domaines tels que la primo-information et la protection contre la discrimination sont encore en phase d'élaboration.

Quel est le calendrier jusqu'en 2014?

Nicole Gysin: D'ici à fin 2012, les cantons établissent un avant-projet pour le programme d'intégration cantonal, dont l'objectif est d'identifier rapidement les problèmes, les lacunes et les risques. Cet avant-projet est un instrument de planification pour les cantons et l'ODM et renseigne sur l'aménagement définitif du programme et la conclusion de conventions de programmes d'ici à fin septembre 2013. Le programme d'intégration cantonal sera lancé le 1^{er} janvier 2014.

L'encouragement de l'intégration comme tâche des structures ordinaires: **Activités et collaboration à l'échelon fédéral**

Dans le domaine de l'encouragement de l'intégration, la collaboration entre les offices fédéraux s'est poursuivie et intensifiée en 2011. Les offices coordonnent de plus en plus leurs travaux.

Fin 2011, le Conseil fédéral a proposé une révision de la loi sur les étrangers concernant le domaine de l'intégration. Ce projet de loi prévoit d'inscrire les dispositions relatives à l'intégration dans les bases juridiques des structures ordinaires. Il s'agit de poursuivre la stratégie – initiée par le catalogue des mesures d'intégration élaboré en 2007 par des instances fédérales – consistant à faire de la politique d'intégration une tâche clé et transversale, et de lui donner une base plus contraignante. Le monitoring annuel du catalogue des mesures d'intégration s'est arrêté fin 2010 et a été remplacé, en 2011, par un bilan annuel global des activités d'intégration en cours à l'échelon fédéral, dans le rapport annuel sur l'encouragement de l'intégration de l'ODM.

Collaboration interinstitutionnelle (CII): collaboration accrue dans la formation, le travail et la sécurité sociale

La coordination des différents efforts et mesures d'intégration entre les offices et instances fédéraux, les services et les partenaires au niveau cantonal est décisive pour garantir une politique d'intégration cohérente. Les 45 mesures d'intégration qui composent le catalogue élaboré en 2007 par quinze offices et instances fédérales ont contribué à renforcer la sensibilisation et la collaboration entre les différents domaines. Il importe au Conseil fédéral que la réorientation de la politique d'intégration de la Confédération permette à l'avenir d'intensifier la collaboration et de renforcer le suivi de l'information et de la mise en réseau et, partant, d'accroître l'efficacité des mesures. Il est prévu d'examiner et d'adapter le dispositif de mise en œuvre adopté par le Conseil fédéral dans le cadre de l'élaboration du catalogue de mesures. Pour encourager la collaboration et la prise en compte du travail et de

la formation nécessaires à une bonne intégration de la population migrante, l'ODM et la Conférence suisse des délégués cantonaux et communaux à l'intégration des étrangers (CDI) sont représentés dans les comités nationaux de collaboration interinstitutionnelle depuis début 2011.

Collaboration interinstitutionnelle (CII)

Un Comité national de pilotage CII, un Comité national de développement et de coordination CII et un Bureau national CII ont été institués le 11 novembre 2010. Leur mise en place repose sur une décision commune du Département fédéral de l'intérieur (DFI) et du Département fédéral de l'économie (DFE), et répond à la recommandation formulée par les auteurs du rapport «Stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté» de poursuivre le développement de la collaboration interinstitutionnelle. La CII est une stratégie commune visant à améliorer et à cibler la collaboration entre les organisations partenaires des domaines de l'assurance-chômage, de l'assurance-invalidité, de l'aide sociale, de la migration/intégration et d'autres institutions. A travers une harmonisation optimale des différents systèmes de sécurité et d'intégration utilisés dans la formation, l'emploi et la sécurité sociale, elle doit permettre de garantir un recours plus efficace et efficient aux offres existantes, dans l'intérêt de leurs bénéficiaires.

Dans le rapport «Avenir de la politique suisse d'intégration des étrangers» qu'elle a publié en juin 2009, la Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA) a évoqué l'importance de la CII pour l'intégration.

Certains projets conçus en 2011 dans le cadre de la CII tiennent compte entre autres de l'orientation stratégique du développement de la politique d'intégration, notamment de l'intégration dans la formation et sur le marché du travail de demandeurs d'emploi ou de bénéficiaires d'aide sociale d'origine étrangère. Ils devraient être mis en œuvre en 2012.

Activités en cours et collaboration à l'échelon fédéral en 2011

Dans les domaines de la formation, de l'emploi et de la sécurité sociale, l'année 2011 a été marquée par la mise en œuvre de divers instruments et projets de loi importants pour l'encouragement de l'intégration de la population migrante.

Parmi les projets d'intégration relevant de la formation professionnelle, l'on peut citer la gestion de cas (case management), l'information et le conseil en matière d'orientation professionnelle, les offres transitoires, les programmes de coaching et de mentoring ainsi que les formations professionnelles initiales d'une durée de deux ans, sanctionnées par une attestation fédérale de formation professionnelle. Au titre de l'encouragement de projets prévu par les articles 54 et 55 de la loi fédérale sur la formation professionnelle⁶, l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) a soutenu en 2011 divers projets destinés spécifiquement aux jeunes issus de la migration. Le magazine

⁶ Loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle, LFPr; RS 412.10





«OBJECTIF EMPLOI» est distribué dans le cadre de la campagne «Formationprofessionnelleplus.ch». Disponible en français, en allemand, en italien, en anglais, en serbo-croate et en albanais, il informe les parents sur la formation professionnelle.⁷

Dans le domaine de l'assurance-chômage, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et les institutions cantonales compétentes tiennent compte de la situation individuelle de l'assuré au moment de son placement et des mesures relatives au marché du travail. Les besoins des migrants sont également pris en considération, comme en attestent entre autres l'introduction d'aspects interculturels dans la formation de base des conseillers ORP ou le guide relatif à l'encouragement de l'acquisition de la langue axé sur le marché du travail, dont le contenu est appliqué dans les cantons depuis sa publication en français et en allemand en 2010. Dans le domaine de l'assurance-invalidité, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et/ou les institutions cantonales compétentes saisissent rapidement les assurés étrangers dans le système d'identification des personnes présentant une incapacité de

travail et les encadrent par des mesures appropriées. Dans divers autres domaines de l'intégration, le développement de stratégies et d'instruments a été poursuivi. Ainsi, dans le cadre de la stratégie Migration et santé de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), nombre de mesures visant à garantir l'égalité des chances d'accès des migrants aux prestations de santé ont été mises en œuvre. Publié dans dix-huit langues, le «Guide de santé pour la Suisse» renseigne sur la prise en charge médicale ainsi que sur les principales lois et réglementations suisses relatives à la santé. De son côté, le Centre de compétences Intégration par le sport mis en place par l'Office fédéral du sport (OFSP) a élaboré des mesures visant à favoriser l'exercice et le sport au sein de la population migrante, à l'exemple de la brochure et du DVD «Le mouvement, c'est la vie». Les connaissances développées ont été diffusées dans des modules de formation initiale et conti-

⁷ [www.berufsbildungplus.ch/Shop.150.0.html?&no_cache=1&id=150&tx_ttproducts_pi1\[cat\]=6&L=1](http://www.berufsbildungplus.ch/Shop.150.0.html?&no_cache=1&id=150&tx_ttproducts_pi1[cat]=6&L=1)



nue et les acteurs concernés ont été mis en réseau. A noter également la poursuite du développement et l'importance du système d'indicateurs de l'Office fédéral de la statistique. Dans le domaine de l'immobilier, il convient de signaler que la brochure «Le logement en Suisse» est désormais disponible dans treize langues.

En 2011, dans le cadre du programme «Projets urbains», le groupe de pilotage interdépartemental placé sous la direction de l'Office fédéral du développement territorial (ARE) a continué d'apporter son soutien aux onze projets de la phase I en cours tout en préparant les appels d'offres pour la phase II. Dix nouveaux projets ont ainsi pu être lancés en 2012. Au cours de la deuxième phase, l'objectif reste d'améliorer durablement la qualité de vie dans des zones d'habitation soumises à des exigences particulières, de favoriser l'intégration sociale et de renforcer la collaboration intersectorielle aux échelons fédéral, cantonal et communal. Il s'agira par ailleurs d'intensifier la coopération locale entre les partenaires et les institutions dans les domaines de l'aménagement urbain et du territoire, du logement, de la mobilité, des affaires sociales,

de l'école et de la culture, par exemple, ainsi que l'implication d'acteurs et de groupements locaux. Il importe à cet égard de veiller à ce que la population puisse prendre part à la mise en œuvre et de garantir la mise en place de structures durables. Les enseignements tirés de l'évaluation de la première phase du projet seront pris en compte lors de la réalisation du projet entre 2012 et 2015. En 2011, l'échange, l'information et la coordination de ces mesures et stratégies ont été assurés pour l'essentiel dans le cadre du Comité interdépartemental Intégration dirigé par l'ODM.

A travers le lancement, le 23 novembre 2011, d'une procédure de consultation sur l'application du plan d'intégration, le Conseil fédéral a chargé l'ODM, de concert avec l'ensemble des offices fédéraux concernés, de procéder à un examen global des structures et des comités fédéraux de coordination en relation avec la politique sociale. D'ici à fin 2012, l'ODM et les offices correspondants proposeront au Conseil fédéral des structures de coordination appropriées, efficaces et impliquant des représentants cantonaux et/ou communaux.



Point fort 1:

Langue et formation

L'année 2011 a été marquée par une consolidation des offres, alors que les années précédentes ont été caractérisées par une croissance exponentielle des cours dans les cantons.

Les efforts pour adapter les cours aux besoins vont bon train, de même que la mise en réseau, afin de mieux diffuser l'information et promouvoir l'apprentissage de la langue.

La contribution versée par la Confédération aux cantons s'est élevée à environ 8 millions de francs.

L'apprentissage de la langue est un élément clé pour que les migrants puissent s'intégrer dans le monde du travail et la société suisse. Dans le cadre du point fort 1 «Langue et formation» de sa promotion de l'intégration, l'ODM finance une partie des mesures prises dans tout le pays. Depuis 2009, ces mesures sont partie intégrante des programmes cantonaux, basés sur des contrats de prestations conclus entre la Confédération et les cantons. Malgré les besoins récurrents en matière d'apprentissage des langues et la diversité de mesures proposées à travers la Suisse, certaines tendances communes se dégagent dans les rapports des 26 cantons pour la période 2011.

Ajuster l'offre

De façon générale, les cantons constatent que les objectifs qu'ils s'étaient posés ont été atteints et que les mesures prévues correspondaient à la demande. Dans certaines régions, les offres ont été adaptées. Dans le canton des Grisons par exemple, il s'est avéré nécessaire de proposer des cours d'italien dans la zone frontalière avec le Tessin. A Genève, une réflexion a été menée et certaines des propositions de modules d'information formulées pour la santé, le travail et le logement seront intégrées aux futurs cours de français.

Coopérer et informer

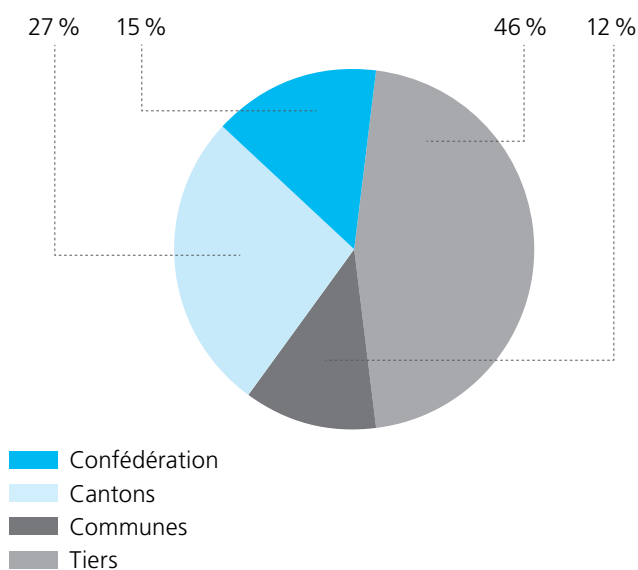
La professionnalisation croissante dans le secteur entraîne une coordination de plus en plus marquée entre les prestataires de cours de langue. Dans la quasi-totalité des cantons, la mise en réseau s'est intensifiée. Dans certains cas, des groupes de travail ou des plateformes de réflexion développent de bonnes approches opérationnelles. Ailleurs, des postes de coordinateurs ont été créés pour recenser, coordonner et promouvoir toute la gamme de cours.

La coordination entre les prestataires de cours de langue est essentielle pour adapter l'offre aux besoins d'une population migrante de plus en plus hétérogène et pour bien cibler les objectifs prioritaires des différents types de cours. Cependant, la meilleure offre ne sert qu'à peu de chose si les potentiels bénéficiaires ne la connaissent pas. C'est pourquoi tous les cantons intensifient la collaboration avec les communes afin de transmettre les informations utiles de façon systématique. Des démarches ont été entreprises pour que les bureaux de contrôle des habitants diffusent des informations aux nouveaux arrivants qui ne maîtrisent pas ou mal la langue locale. A Bâle-Ville, le service de formation des adultes vise à réunir les services de différents départements cantonaux, les offices

Faits et chiffres

Nombre de projets/mesures	4 240
Promotion linguistique	3 130
Alphabétisation	494
Intégration sociale	150
Encouragement préscolaire	297
Autres (information/sensibilisation)	370
Coûts totaux des projets	50 999 736
Coûts moyens par projet	12 028
Contribution fédérale totale	7 788 582
Contribution fédérale moyenne	1 837

Répartition du financement des projets



communaux, les institutions sociales et les centres de consultation concernés et à y associer le canton de Bâle-Campagne, afin de réfléchir ensemble à la manière la plus efficace de diffuser les informations.

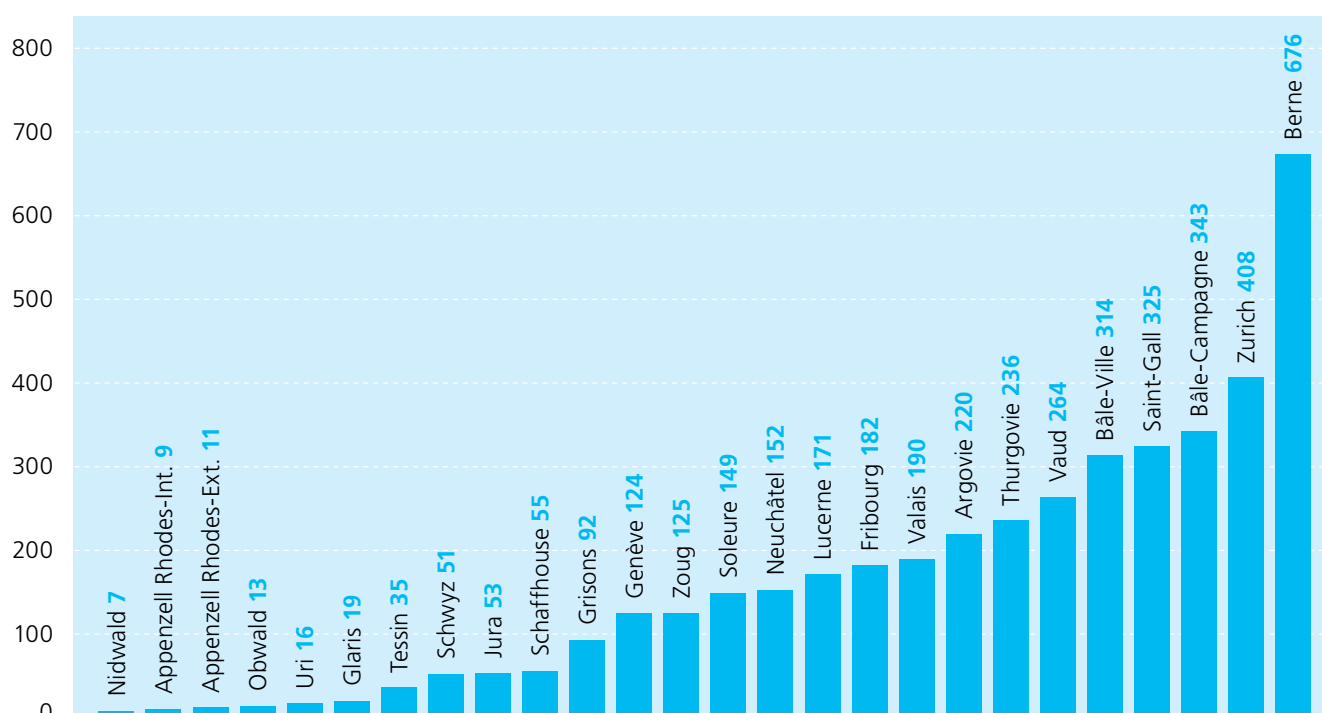
Faciliter l'accès aux groupes-cibles

La plupart de cantons ont formulé dans leurs programmes des objectifs clairs afin de mieux atteindre les différents groupes-cibles. Il s'agit notamment des objectifs par type de cours (cours intensif, cours d'initiation, alphabétisation, etc.), des objectifs concernant la collaboration entre différents

Conférence nationale fide

L'ODM a élaboré et présenté à Berne le 15 mai 2012 l'instrument fide (français, italien, allemand en Suisse – apprendre, enseigner et évaluer, voir pages 34/35). Dans les cantons, sa mise en œuvre aidera à harmoniser et à garantir la qualité des cours.

Nombre de cours/mesures par canton



partenaires et les communes ainsi que des objectifs qualitatifs liés aux critères de certification des apprenants. Les cantons relèvent que les associations avec lesquelles ils travaillent sont présentes sur le terrain depuis de nombreuses années, connaissent leur public, savent organiser et adapter leurs offres de formation aux besoins. Dans certaines régions où l'offre était encore limitée alors que la population étrangère est importante, les cantons ont ajusté les objectifs des cours au public-cible. C'est notamment le cas de Glaris, qui a proposé aux femmes qui avaient suivi un cours de niveau A1 un nouveau cours de langue avec certification («Deutsch Start 1») pour répondre au besoin des participantes. De par l'intérêt nouveau qu'ils suscitent, les cours de prononciation en ville de Zurich ont passé de quatre à six semaines et les cours de langue proposant une garderie d'enfants à Zoug ont été élargis.

Aujourd'hui, le grand défi des cantons consiste à atteindre les migrants peu scolarisés ou peu accessibles, notamment en raison de leur travail, de leur situation familiale (monoparentalité) ou encore de leur déficit scolaire et des appréhensions qui y sont liées. C'est pourquoi le canton de Berne plaide pour un renforcement de la collaboration avec les employeurs

Tirer parti de la banque de données sur la migration

Le système d'information central sur la migration (SYMIC) contient un certain nombre de données susceptibles de faciliter les tâches d'analyse des délégués cantonaux à l'intégration. L'ODM a chargé l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP), en collaboration avec le bureau d'évaluation INFRAS, de préparer ces données. L'objectif est de mettre à disposition des cantons des informations concernant le nombre de migrants aux compétences linguistiques limitées et à bas niveau de formation, afin de cerner leurs besoins. Comme les informations disponibles dans SYMIC ne portent ni sur la langue ni sur la formation, il a fallu développer des modèles de calcul pour effectuer des estimations. Les cantons ont reçu les résultats de ce projet sous la forme d'un fichier Excel qui présente le mode de calcul appliqué et permet d'actualiser les estimations des compétences linguistiques des groupes d'étrangers établis en Suisse.

JUKIBU à Bâle: bien plus que le plaisir de lire

Il y a une vingtaine d'années, des immigrés entrepreneurs ont posé la première pierre de la bibliothèque interculturelle JUKIBU. L'institution, qui proposait initialement des livres pour enfants et adolescents dans quelques langues, dispose aujourd'hui d'une offre attrayante, diversifiée et professionnelle. Outre le prêt de livres dans plus de 60 langues, elle propose des lectures à haute voix et des animations autour de la lecture. A tout âge, le lien avec la langue et la culture d'origine est un élément fondamental de l'intégration, tant il est vrai que l'identité culturelle favorise l'adaptation à un nouvel environnement. Qui plus est, l'acquisition d'autres langues est plus rapide dès lors que la première langue est maîtrisée. En plus de veiller à la préservation de l'identité, les nombreux collaborateurs engagés de JUKIBU – d'origines linguistiques, culturelles et sociales diverses – contribuent de manière significative à la compréhension mutuelle et à l'abolition des préjugés entre les immigrés et la population indigène.

pour élaborer une stratégie contre l'abandon des cours, qui s'explique souvent par une incompatibilité entre les horaires de travail et ceux des cours.

Pour faciliter l'intégration de ces groupes-cibles et renforcer leur autonomie, il est nécessaire de les attirer vers les offres à bas seuil (apprendre à parler, écouter, lire et écrire en lien direct avec la vie quotidienne). Les cantons le font notamment en formant des partenariats au niveau local. D'un côté, ils encouragent les associations migrantes à mettre sur pied des projets spécifiques à leur communauté, à l'image du projet de cours de langue «Wir bauen Brücken» initié par le centre culturel tamoul Glaris (Tamilkulturzentrum). De l'autre côté, ils incitent les communes à mettre sur pied une collaboration intercommunale pour atteindre les groupes-cibles. En Valais, grâce à l'excellente collaboration entre le canton et les communes, le réseau des commissions d'intégration des communes de Bagnes, Collombey, Fully, Riddes, St-Maurice et Vouvry a réuni ses efforts pour l'organisation concertée des cours afin de mieux répondre aux besoins individuels.



Améliorer la qualité des cours

Tous les cantons se réfèrent aux normes de qualité existantes pour les cours de langue. A cet effet, la certification par eduQua⁸ a connu une nette augmentation. Selon l'appréciation des cantons, entre 50 % et 100 % des prestataires de cours sont reconnus par ce label. A titre indicatif, en 2009 entre 23 % et 100 % des prestataires étaient reconnus. En plus de cet élément qualitatif, les enseignants sont censés être en possession d'un diplôme délivré par la Fédération suisse pour la formation continue (FSEA) et d'une formation en allemand ou en français comme deuxième langue.

Dans tout le pays, le passage des apprenants d'un niveau à l'autre est soumis à des évaluations ou tests réguliers. Les compétences visées par les cours de langue se fondent sur le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR).

L'on constate dans les rapports que la plupart des cantons, en collaboration avec les prestataires, ont élaboré des

instruments visant à évaluer leurs propres programmes d'apprentissage de la langue et de formation afin de les rendre encore plus efficaces. De l'avis des cantons, ces éléments sont supposés garantir une bonne qualité non seulement des enseignants mais aussi du contenu des cours. A titre d'exemple, l'instrument de contrôle de qualité conçu par la ville de Zurich et repris par certains cantons alémaniques a été traduit en français; son utilisation en Suisse romande ne saurait tarder.

⁸ eduQua est un label conçu pour les institutions de formation continue. Cet instrument de certification a été développé jusqu'à maturité sous la direction conjointe de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) et du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

Association Albanaise de Gruyère: «En français, comment on dit?»

Le projet «En français, comment on dit?» a été conçu par les jeunes de la communauté albanaise de Gruyère qui se sont basés sur les besoins de leurs compatriotes pour en définir les priorités et les contenus. Il a été lancé au départ pour des femmes albanophones de première génération qui n'avaient jamais appris à s'exprimer en français, connaissaient des difficultés d'orientation et d'intégration, vivaient une existence relativement isolée et avaient difficilement accès à l'offre courante en matière d'apprentissage linguistique. L'écho positif recueilli a incité les prestataires à étendre l'offre aux hommes de la communauté.

Les cours sont axés sur l'apprentissage oral et la diffusion d'informations utiles sur le contexte local, favorisant la mise en réseau des participants et leur intégration dans la société suisse.



Arbeit

- Gesundheitsförderung im Unternehmen
- Erhaltung der Gesundheit

15

Michael
Schnyder

Point fort 2A: Centres de compétence de l'intégration

Dans le cadre du programme des points forts destiné à encourager l'intégration, la Confédération verse chaque année quelque 3 millions de francs à trente centres de compétence de l'intégration. Ces instances cantonales, régionales ou communales spécialisées dans l'encouragement de l'intégration sont actives dans les domaines du conseil et de l'information, du travail de fond et des relations publiques ainsi que de la gestion de projets et de la collaboration.

L'évaluation des centres de compétence de l'intégration (CCI) menée à bien en juin 2010⁹ fait apparaître entre autres que la qualité, l'engagement et la compétence des centres sont jugés bons, que les CCI sont perçus comme des points de contact et des plateformes d'information et de coordination disposant de l'accès à la population migrante, et remplissent ainsi leur fonction d'interface entre les différents acteurs.

Les rapports annuels 2011 remis à l'ODM confirment ce bilan. Les CCI travaillent de manière engagée, professionnelle et ciblée. Leur notoriété s'est accrue et ils sont considérés comme des plateformes spécialisées compétentes. Toutefois, dans les centres de petite taille en particulier, les ressources disponibles ne suffisent pas toujours pour effectuer les activités nécessaires.

Les conseils sont sollicités tant par les particuliers que par les institutions ou les autorités. Plusieurs rapports font état d'un accroissement du nombre de prestations de conseil, en comparaison à 2010. Ils relèvent par ailleurs une augmentation des heures de consultation offertes et du nombre de langues dans lesquelles les prestations sont proposées. Les demandes de renseignements émanant des structures ordinaires et des professionnels ont conduit à la planification et à l'organisation de manifestations et de séances d'information conjointes. Les sites Internet et les bases de données relatives à l'intégration ont été mis à jour et développés. A noter en particulier l'afflux

de demandes d'informations sur Internet et la poursuite de la diversification des outils d'information utilisés. Cela s'est traduit, par exemple, par la distribution de dépliants, de brochures de bienvenue, d'enveloppes ou de coffrets destinés aux nouveaux arrivants par les communes, les autorités chargées des questions migratoires, le contrôle des habitants ou les institutions sociales.

Dans le domaine Travail de fond et relations publiques, plusieurs CCI ont remanié leur plateforme Internet ou en ont développé une. Au moyen de lettres d'information ou de circulaires, les communes et les employeurs, entre autres, ont été informés des services proposés et sensibilisés aux questions d'intégration. En couvrant des thèmes ou des événements en lien direct avec l'intégration, les médias contribuent tout particulièrement à la sensibilisation. En effet, qu'il s'agisse de projets d'intégration ou de questions spécifiques, ils donnent une vision positive de divers aspects du travail d'intégration. A noter par ailleurs la recherche ciblée d'une collaboration avec les milieux économiques et les employeurs par une information directe sur les offres et les activités, concrétisée par l'envoi de documentations ou la présence sur des stands.

⁹ www.bfm.admin.ch/content/bfm/fr/home/themen/integration/foerderung/spezifisch/schwerpunkteprogramm.html

Le grand nombre de modules de perfectionnement, ateliers et rencontres organisés sur différents thèmes constituent des mesures fondamentales pour favoriser la compréhension mutuelle.

En 2011 également, l'offre de conseil destinée aux organismes responsables de projets a été fortement sollicitée. Des projets mis sur pied en collaboration avec des structures ordinaires ou des institutions privées ont été lancés dans des écoles, des bibliothèques interculturelles, des groupes de jeux, des formations pour adultes ou encore dans le domaine préscolaire. Souvent, ils ont permis de faire appel à de nouveaux



organismes responsables. Le développement qualitatif a été encouragé par des visites et des offres de qualification. La compréhension interculturelle a été favorisée par des contacts actifs avec des communautés religieuses et des événements interconfessionnels, qui ont suscité un grand intérêt.

Nombre de cantons ont accordé une grande importance à la collaboration avec des communes, différents offices, des écoles et des services spécialisés, ce qui leur a permis de nouer des contacts clés. Dans plusieurs cas, la collaboration et la coordination avec des structures ordinaires a débouché sur l'organisation conjointe d'ateliers et de séances d'information

et de formation continue, qui ont rencontré un écho positif. A signaler enfin la poursuite de l'encouragement de la collaboration avec les personnes clés ainsi qu'avec les interlocuteurs ou les points de contact à l'échelon communal ou régional.

Les institutions les plus diverses recourent aux prestations des CCI et les apprécient. Les multiples activités et offres ont contribué à l'encouragement de la compréhension et au respect mutuel entre la population locale et les migrants.



Quelques exemples de manifestations consacrées à l'intégration, organisées en 2011

- En guise de remerciement pour le travail et les prestations fournis, la ville de Zurich a convié quelque 700 septuagénaires d'origine italienne et espagnole appartenant à la première génération de migrants à la manifestation «siamo zurighesi». C'est la première fois en Suisse qu'une manifestation publique de cette importance a été organisée en signe de reconnaissance à la population migrante.
- Colloque organisé par le CCI de Suisse centrale (SZ, ZG, LU) sous la direction de la Conférence suisse des Services spécialisés dans l'intégration (CoSI) sur le thème des identités dans l'espace transculturel («Identitäten im transkulturellen Raum. Second@as und Second@s: welche Wege führen zum Erfolg?»).
- Journée cantonale de l'intégration sur le thème «Migrations, appartenances religieuses et intégration» (FR).
- Exposition de photos «Sguardi incrociati: il rapporto d'immagine tra svizzeri e migranti attraverso la fotografia» (TI).
- Au cours de la semaine de septembre précédant le Jeûne fédéral, plus de trente manifestations interconfessionnelles ont été organisées dans le canton de Saint-Gall, auxquelles plus de 10 000 personnes ont pris part.
- Les statistiques démographiques ont été discutées avec des jeunes, ce qui a donné naissance au projet «Wir sind 100 % Kreuzlingen», dans le cadre duquel des affiches représentant 100 jeunes – 50 étrangers et 50 de nationalité suisse – ont été réalisées.



Point fort 2B:

Centres d'interprétariat communautaire

L'interprétariat communautaire revêt une importance croissante. En 2011 également, la demande a augmenté, tout particulièrement dans le domaine de la santé, où les malentendus d'ordre culturel peuvent être lourds de conséquences. Avec l'introduction des premiers entretiens et des conventions d'intégration, les centres d'interprétariat communautaire se voient investis d'un nouveau mandat.

L'interprétariat communautaire va au-delà de la traduction littérale, en ce sens qu'il est tenu compte d'éléments culturels et sociaux susceptibles de conduire à des mauvaises interprétations, voire à des conflits, par exemple à l'hôpital ou lors d'entretiens avec les parents. Le recours à un interprète communautaire améliore la compréhension et la confiance entre des locuteurs étrangers et le personnel des hôpitaux, des jardins d'enfants, des écoles, des services sociaux et des services administratifs. Les centres d'interprétariat communautaire contribuent également à l'intégration par un travail de sensibilisation auprès des collaborateurs dans les structures ordinaires (p. ex. écoles, établissements de formation professionnelle, autorités du marché du travail), l'idée étant que plus le personnel est familiarisé avec la diversité culturelle de son public et avec les questions qui y sont liées, plus les chances d'une intégration réussie des immigrants sont élevées.

En 2011 également, la Confédération a soutenu les quinze centres d'interprétariat communautaire à hauteur de 1,4 million de francs environ. Les centres ont intensifié leurs contacts avec les structures ordinaires et ont fourni des prestations à 5216 personnes (2010: 3634), dont un tiers dans le domaine de la santé. La plupart des feedbacks recueillis sur la collaboration, les interventions et l'exécution du mandat étaient positifs.

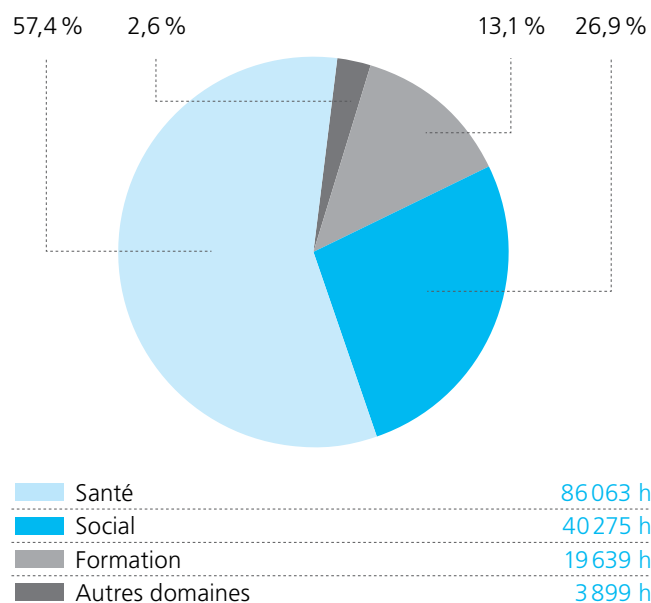
Poursuite du processus de coordination

Au cours de l'année sous revue, les centres d'interprétariat communautaire des cantons de Neuchâtel, de Fribourg et du Jura ainsi que celui de la partie francophone du canton de Berne ont fusionné pour former le centre «Romandie nord-est». A la suite d'un appel d'offres public, les cantons de Saint-Gall, de Thurgovie, des Grisons et d'Appenzell Rhodes-Extérieures ont attribué la mise en place et la gestion du futur centre d'interprétariat communautaire intercantonal de Suisse orientale au centre d'interprétariat communautaire «verdi» de Saint-Gall. Enfin, les cantons de Lucerne, de Nidwald, d'Obwald, de Schwyz, d'Uri et de Zoug ont décidé de poursuivre le financement du service d'interprétariat de Suisse centrale (Dolmetschdienst Zentralschweiz), qui est sollicité par les instances administratives, écoles et hôpitaux dans les différents cantons participants.

Au cours de l'année sous revue, le nombre d'heures d'interprétariat s'est élevé à 149 877, ce qui correspond à une hausse de 17 % par rapport à l'année précédente. C'est dans le domaine de la santé que la demande reste la plus forte et les principales langues de travail étaient l'albanais, le bosniaque/croate/serbe, le turc et le tamoul (voir graphique). Les prestations ont été fournies dans plus de 100 langues.

En 2011, les centres ont employé 1953 interprètes communautaires, parmi lesquels 717 sont certifiés INTERPRET et quelques-uns sont titulaires en outre du brevet fédéral d'interprète communautaire. Actuellement, plus de la moitié des heures est réalisée par du personnel au bénéfice d'une certification, une proportion qui va continuer de croître, les centres souhaitant garantir ou améliorer la qualité de leurs prestations.

Nombre d'heures d'intervention par domaine



Interpret

Pour l'Association suisse pour l'interprétariat communautaire et la médiation interculturelle, 2011 fut une année intense et couronnée de succès, puisque les efforts de réorganisation ont abouti, les processus internes fonctionnent et que la collaboration avec les centres d'interprétariat communautaire, les organisations de formation, les comités spécialisés et les autorités est bonne. En 2011, 73 certificats INTERPRET et dix-sept brevets fédéraux d'interprète communautaire ont été délivrés.

L'ODM a financé deux études réalisées par INTERPRET. Intitulée «L'interprétariat communautaire dans le domaine social», la première examine la situation actuelle (structures, processus, bases formelles, application dans la pratique) de cette activité dans l'aide sociale. Dans la perspective d'un recours uniformisé à cet instrument, elle fait état entre autres d'un besoin d'action au niveau des directives des institutions sociales. Elle relève également la nécessité d'une sensibilisation accrue des spécialistes du domaine. A l'appui d'exemples tirés de la pratique, la seconde étude, «L'interprétariat communautaire dans le domaine de la formation», présente les éléments qui contribuent au bon fonctionnement de la collaboration entre les écoles et les interprètes communautaires. L'étude cite à cet égard l'adéquation des offres des centres d'interprétariat communautaire avec les besoins, la formation initiale et continue des enseignants et la garantie du financement.

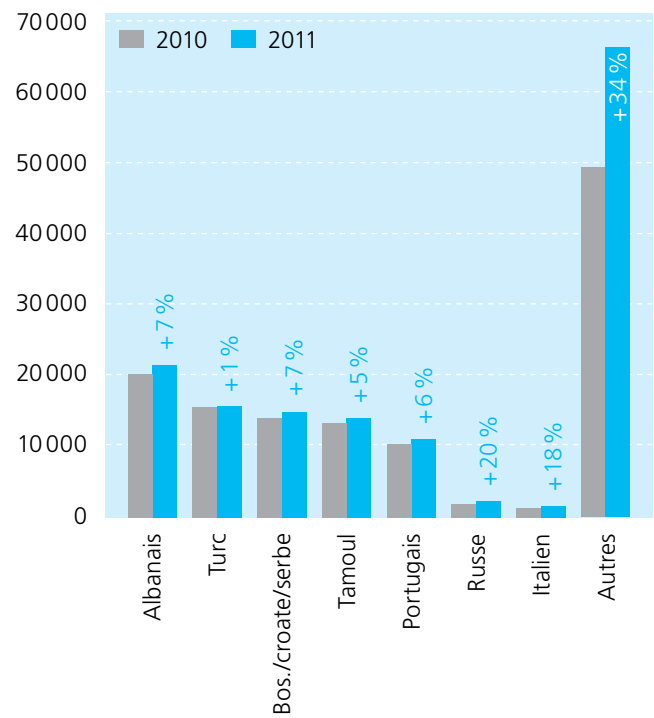
www.inter-pret.ch

Nombre d'heures d'intervention des centres

Centre d'interprétariat communautaire	Nombre d'heures d'intervention
Appartenances Vaud	31 386 h
Croix-Rouge genevoise (CRG)	24 129 h
«comprendi» Bern	17 309 h
AOZ Medios	16 691 h
Caritas Dolmetschdienst Zentralschweiz/Thurgau	16 258 h
HEKS beider Basel, KIM / Linguadukt Basel-Stadt	15 279 h
verdi ARGE Integration Ostschweiz	6 561 h
Caritas Suisse Fribourg, Caritas Jura	4 787 h
DERMAN SAH Schaffhausen	3 969 h
Centre d'interprétariat communautaire (CIC) Neuchâtel	2 889 h
HEKS Linguadukt Aargau/Solothurn	2 877 h
Ausländerdienst Baselland (ald)	2 662 h
Netzwerk Kulturvermittlung, Stadt Baden Aargau	2 322 h
DERMAN Ticino	1 767 h
Caritas Graubünden	991 h

Nombre d'heures d'intervention par langue

Albanais	21 205 h
Turc	15 873 h
Bosniaque/croate/serbe	14 542 h
Tamoul	13 873 h
Portugais	11 481 h
Russe	3 276 h
Italien	2 962 h
Autres	66 664 h
Total	149 876 h





Point fort 3: Projets pilotes favorisant le développement de l'encouragement de l'intégration

Dans le cadre du point fort consacré aux projets pilotes, la Confédération apporte son soutien à des projets innovants propices à la poursuite du développement de l'encouragement de l'intégration. L'Office fédéral des migrations et la Commission fédérale pour les questions de migration suivent l'élaboration de ces projets de manière conjointe, tout en fixant des priorités différentes.

L'ODM a continué d'apporter son soutien à des projets pilotes¹⁰ favorisant l'intégration de la population migrante au cours de la dernière année du programme des points forts 2008–2011. Ce faisant, il a créé des incitations à la poursuite du développement de la pratique en matière d'intégration. L'accent a été mis sur des projets de portée suprarégionale ou nationale qui présentent un caractère innovant. Au cours de l'année sous revue, l'ODM a financé 103 projets à hauteur d'environ 3,4 millions de francs.

La majorité des projets soutenus par l'ODM étaient axés sur le développement de la promotion linguistique et de l'encouragement dans le domaine préscolaire, de l'intégration sociale et professionnelle ainsi que sur l'information et la sensibilisation de la population indigène et étrangère. Plus de la moitié des contributions fédérales octroyées ont été affectées au développement de la promotion linguistique et de l'encouragement dans le domaine préscolaire. En 2011, une attention particulière a été accordée à l'élaboration d'instruments destinés à l'encouragement des compétences linguistiques des migrants dans le cadre du projet national «fide» (voir pages 34/35).

De son côté, la Commission fédérale pour les questions de migration (CFM) a donné la priorité à la poursuite du développement des projets rattachés au thème de la «Citoyenneté» ainsi que des programmes «Périurbain» et «Projets urbains».

Elle a lancé des appels d'offres et fixé des objectifs en matière de résultats pour les quatre années à venir.

En 2011, la CFM a donné son feu vert à treize nouveaux projets et poursuivi dix-huit projets lancés au cours des années précédentes. La majorité des projets approuvés relèvent du domaine de la «Citoyenneté», dans le cadre duquel la CFM entend encourager des initiatives qui ouvrent aux étrangers des possibilités de participation à la vie politique et publique.

Le montant alloué aux différents projets avoisine 1,3 million de francs. Le Rapport annuel 2011 de la CFM contient une description détaillée des projets pilotes auxquels elle apporte son soutien.¹¹

Quelques projets pilotes importants conduits par l'ODM dans les domaines de l'information, de la promotion linguistique et de l'encouragement dans le domaine préscolaire ainsi que de l'intégration sociale et professionnelle sont présentés ci-après.

¹⁰ Lignes directrices d'août 2012 relatives à la mise en œuvre du point fort 3 «Projets pilotes» (www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/integration/schwerpunktprogramm/info-umsetz-sp3-f.pdf)

¹¹ Vgl. Jahresbericht 2011: www.ekm.admin.ch/content/dam/data/ekm/dokumentation/jahresberichte/jahresbericht11_f.pdf

Informer les immigrés

Dans le domaine «Information», l'année 2011 a été marquée par la réalisation de différents projets visant à mieux informer les immigrés sur les conditions de vie en Suisse, sur les offres d'intégration ainsi que sur les droits et les obligations.

La plateforme de conseils «Migraweb», le magazine télévisé «Carrefours» et la brochure d'information de l'ODM destinée aux nouveaux arrivants «Bienvenue en Suisse» en constituent trois exemples.

«Migraweb»

L'association «Web for Migrants» a développé en 2011 une offre de conseil en ligne www.migraweb.ch à l'intention des groupes de migrants vulnérables, sur la base d'une analyse de leurs besoins. L'offre prévue a été proposée en somali, amharique, tigrigna, swahili, wolof, tamoul, thaï et éventuellement tagalog. Les domaines d'intervention les plus demandés concernent: le mariage, la famille, l'intégration professionnelle, l'intégration des femmes et des enfants, le regroupement familial, des questions concernant la discrimination. La plateforme a été animée par des bénévoles répondant aux exigences requises, recrutés en Suisse allemande et romande. En automne 2011, des cours de formation en français à l'intention des bénévoles ont été mis sur pied et confiés à des spécialistes. Les cours en allemand ont été organisés au printemps 2012. La nouvelle plateforme fonctionne depuis le printemps 2012.

A la Vista: Communication sociale – magazine télévisé «Carrefours»

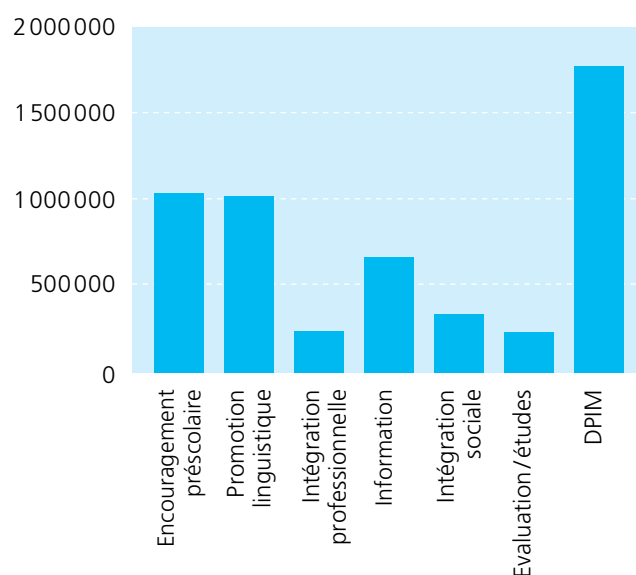
Depuis juin 2008, l'association «A la Vista» a mis sur pied des projets d'information télévisuels à l'intention des migrants en Suisse romande. Ainsi, le magazine télévisé «Carrefours» a produit et diffusé, depuis sa création, 32 émissions axées sur des thématiques spécifiques liées à l'intégration des migrants: santé, apprentissage de la langue, formation, culture, égalité

Brochure d'information destinée aux nouveaux arrivants «Bienvenue en Suisse»

L'ODM a publié en 2011 une brochure d'information intitulée «Bienvenue en Suisse», dont l'objectif est de donner aux nouveaux arrivants un premier aperçu de la vie en Suisse et des repères importants pour le quotidien. Parallèlement à une description du système politique et de la diversité culturelle de la Suisse, la brochure présente les facteurs d'une intégration sociale réussie et fournit des informations sur des thèmes tels que le travail, la formation, la sécurité sociale et la santé.

Elle peut être commandée gratuitement ou téléchargée à partir du lien [www.bundespublikationen.admin.ch/fr.html?;numéro de l'article: 420.002.f](http://www.bundespublikationen.admin.ch/fr.html?;numéro%20de%20l'article%3A420.002.f)

Contributions ODM allouées aux projets pilotes en 2011



entre femmes et hommes, entre autres. Chaque émission est diffusée 50 fois sur les chaînes privées de télévision dans les cantons de Fribourg, Genève, Valais et Vaud et peut être visionnée en tout temps sur la page www.carrefourstv.ch. Les cinq émissions produites en 2011 se sont concentrées sur la thématique des genres et du dialogue interreligieux. La diffusion de ces émissions vise à contribuer à une amélioration de l'information à la disposition des migrants.

Promotion linguistique

fide

Français, italien, allemand en Suisse – apprendre, enseigner, évaluer

L'acquisition de la langue locale joue un rôle clé dans l'intégration des immigrés. En effet, qu'il s'agisse de faire ses courses à l'épicerie du coin, de participer à une discussion entre collègues sur le lieu de travail, de rechercher un logement ou encore de s'entretenir avec ses voisins, force est de constater qu'en l'absence de compétences linguistiques suffisantes, il n'est guère possible de se débrouiller seul, d'évoluer dans le domaine professionnel et de prendre part à la vie sociale.

Pour favoriser l'intégration linguistique des migrants, les concepts de promotion linguistique ne doivent pas se focaliser exclusivement sur la migration, mais prendre en compte les besoins de communication concrets au quotidien. Avant 2009, il n'existait en Suisse aucun concept national de promotion linguistique axé prioritairement sur l'intégration par la



langue. Cette lacune a été comblée par l'élaboration, sur mandat de l'ODM, du Curriculum-cadre pour l'encouragement linguistique des migrants et migrantes,¹² qui fournit entre autres des indications sur la manière de préparer un cours destiné à des apprenants immigrés sans expérience scolaire ou d'évaluer leurs progrès. A titre d'exemple, les tests de grammaire écrits ne se prêtent guère à une appréciation des compétences communicatives des apprenants sans expérience scolaire. Le Curriculum-cadre est un instrument de planification servant à l'élaboration de cours de langue répondant aux besoins des immigrés et tenant compte de leur situation d'apprentissage. Il constitue en outre le fondement du concept d'encouragement de l'apprentissage des langues «fide – français, italien, allemand en Suisse – apprendre, enseigner, évaluer», dont les résultats ont été présentés lors d'une conférence nationale organisée mi-2012.

La définition d'objectifs d'apprentissage est un élément central de fide. Dans le cadre d'une vaste enquête, l'Institut de plurilinguisme de l'Université de Fribourg a consulté plusieurs centaines d'immigrés et de personnes ressource en Suisse sur des thèmes du quotidien liés à l'intégration. Les principaux objectifs d'apprentissage (prendre un rendez-vous chez le médecin par téléphone ou visiter un logement, par exemple) ont été définis pour chacun des champs thématiques identifiés comme essentiels dans la perspective de l'intégration – le travail, la santé, les autorités, par exemple. Tous les objectifs d'apprentissage sont recensés dans une base de données

mise à la disposition des enseignants. Ces objectifs, au même titre que les films qui les illustrent, sont conçus comme des outils d'aide à la préparation des cours et à l'évaluation des progrès des apprenants.

Parmi les autres projets en cours de développement figure la formation d'enseignants orientée vers l'intégration. Le profil de compétences élaboré sur mandat de l'ODM énumère l'ensemble des aptitudes méthodologiques, sociales et interculturelles dont un enseignant doit disposer ou qu'il doit acquérir pour pouvoir encadrer une classe d'immigrés.

A travers le projet fide, la Confédération contribue à l'amélioration de la qualité de la promotion linguistique dans le domaine de l'intégration. L'ODM envisage de lancer d'autres projets de développement en 2012, portant entre autres sur l'introduction d'instruments à même d'attester un niveau de compétence linguistique et d'un passeport de langues. Le matériel et toutes les informations relatives à fide peuvent être consultés sur le site www.fide-info.ch.

¹² www.fide-info.ch/fr/fidelrahmencurriculum



Encouragement dans le domaine préscolaire

L'égalité des chances est une condition essentielle à une intégration réussie. Aussi doit-elle être encouragée dès le plus jeune âge. Loin d'être destinée exclusivement aux enfants ayant des besoins spécifiques ou des difficultés sociales ou intellectuelles, l'encouragement dans le domaine préscolaire doit, si possible, profiter à tous à travers un échange entre des enfants de profils différents.

Dans ce domaine, la qualité des offres est un thème central. En règle générale, une offre est jugée de qualité lorsqu'elle met l'accent sur le bien-être émotionnel, corporel, social et intellectuel de l'enfant dans son ensemble, favorise son développement et renforce les compétences éducatives et d'encadrement des familles.

En 2011, dans le cadre du projet pilote «Encouragement de l'intégration dans le domaine préscolaire», l'ODM s'est intéressé à des questions de qualité en relation avec l'emploi de personnel spécialisé dans le domaine préscolaire, ce qui a donné lieu à des échanges avec des organisations partenaires, des groupements d'intérêts et des institutions scientifiques, ainsi qu'à un travail de mise en réseau. Ont participé à l'échange, en vue de l'élaboration de directives sur la qualité, aux côtés des services d'intégration cantonaux et communaux, Formation des Parents CH, le Réseau suisse d'accueil extrafamilial, la Commission suisse pour l'UNESCO, le Centre Universitaire ZeFF pour l'Education de la Petite Enfance, Marie Meierhofer Institut für das Kind et la Jacobs Foundation.

L'échange a surtout fait apparaître la nécessité de l'amélioration de la pratique actuelle dans les domaines de la formation et de l'éducation, en prêtant une attention particulière à la diversité culturelle des enfants. L'importance de maintenir le niveau élevé des offres de formation et de perfectionnement et d'améliorer leur harmonisation a été évoquée. Le «cadre de référence» élaboré conjointement par le Réseau suisse d'accueil extrafamilial et la Commission suisse pour l'UNESCO ainsi que le label de qualité pour les structures d'accueil de l'enfance en Suisse de l'ASSAE, qui seront introduits dans le courant de l'été 2012, visent à répondre à ces exigences.

Intensification de la collaboration grâce à un projet pilote

Il ressort des conclusions de l'évaluation du projet pilote «Encouragement de l'intégration dans le domaine préscolaire» réalisée en 2011 qu'il est à l'origine de la mise en place – et en partie de l'institutionnalisation – de multiples coopérations dans un domaine relativement nouveau. L'encouragement de la mise en réseau et du dialogue entre les nombreux acteurs a ouvert des perspectives nouvelles, ce qui permet d'assurer la durabilité dans un champ d'action clé de l'intégration. Enfin, l'évaluation a corroboré la nécessité d'organiser des formations continues intégrant les besoins spécifiques de la population migrante.

www.bfm.admin.ch/content/bfm/fr/home/themen/integration/foerderung/spezifisch/schwerpunktprogramm/modellvorhaben_bfm.html

Intégration professionnelle

L'ODM a encouragé une série de projets et de mesures individuelles dans le domaine de l'intégration professionnelle.

Mentorat-Emploi-Migration (MEM)

Le projet «Mentorat-Emploi-Migration» de l'Entraide Protestante Suisse (EPER) a été lancé en 2009 dans les cantons de Vaud et de Genève. Ce projet de mentorat met en présence des couples de mentors et de mentees qui sont encadrés par l'EPER. Ils fonctionnent ensemble pendant une année en principe. La démarche rencontre un succès croissant et semble assurer une intégration professionnelle sur le plus long terme. En novembre 2011, 127 personnes avaient participé au projet et 52 duos étaient en cours. Parmi les duos qui ont pris fin en 2011, la moitié des personnes encadrées avaient trouvé un emploi dans leur domaine de formation, un quart dans un autre domaine, tandis que les autres étaient à la recherche d'un emploi.

Exploiter le potentiel des migrants

Dans le cadre du projet «Exploiter le potentiel des migrants», l'ODM a confié en 2011 au bureau KEK de Zurich la réalisation d'une étude préliminaire et du guide «Procédure des structures existantes pour la reconnaissance des diplômes, des acquis, des expériences professionnelles».

L'étude préliminaire¹³ porte sur la situation de l'accès aux procédures de reconnaissance des diplômes, des acquis et de l'expérience professionnelle des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire hautement qualifiés. Le guide interactif¹⁴ permet d'accéder directement aux informations et indications pertinentes dans les différents cas de figure possibles. Il s'adresse aux migrants et aux personnes qui les encadrent dans leurs démarches. Pour compléter ces deux premiers travaux, un projet sera lancé en 2012 pour déterminer les personnes appartenant aux groupes-cibles puis, dans une deuxième phase, pour les accompagner dans les démarches et processus de reconnaissance de leurs diplômes.

Encourager l'intégration professionnelle durable des personnes traumatisées

En 2009, l'ODM a lancé un projet pilote pluriannuel visant à favoriser l'intégration professionnelle des réfugiés et des per-

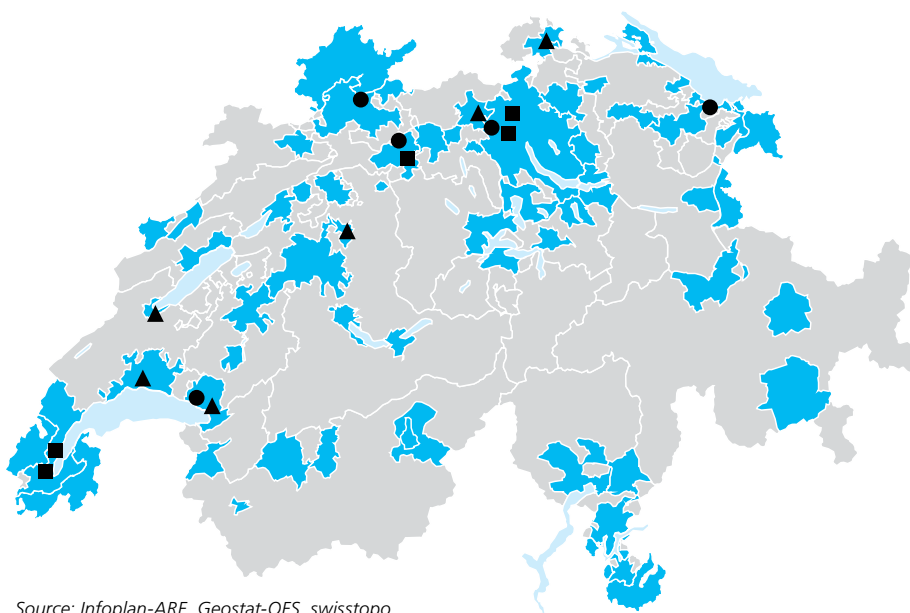
sonnes admises à titre provisoire ayant subi des traumatismes. Quatre de ces projets ont pour objectif de favoriser leur accès au marché du travail et de développer des bonnes pratiques. Fin 2011, 36 des 121 participants (soit 30 %) avaient trouvé un emploi et 56 (soit 46 %) avaient effectué un stage. L'évaluation du projet a révélé que les hommes trouvent plus fréquemment un emploi que les femmes et que les recherches d'emploi des personnes admises à titre provisoire aboutissent plus souvent que celles des réfugiés. Enfin, elle a fait apparaître qu'un encadrement réussi demande beaucoup de temps, entre autres pour motiver les participants, échanger avec les instances chargées de l'affectation aux mesures (ORP, communes, médecins traitants) et rechercher un employeur approprié. Au vu des résultats prometteurs enregistrés, l'ODM a décidé de continuer à soutenir trois des quatre projets pilotes jusqu'à fin 2012.



¹³ www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/integration/ausschreibungen/potenziale-nutzen-anh1-f.pdf

¹⁴ www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/integration/ausschreibungen/potenziale-nutzen-anh2-f.pdf

Localités participant au programme



Source: Infoplan-ARE, Geostat-OFS, swisstopo

- ▲ Communes ayant participé à la première phase pilote (2008–2011): Baden (AG), Berthoud (BE), Montreux (VD), Renens (VD), Schaffhouse (SH), Yverdon-les-Bains (VD)
- Communes participant à la deuxième phase pilote (2012–2015): Aarburg (AG), Regensdorf (ZH), Schlieren (ZH), Vernier (GE), Versoix (GE)
- Communes participant aux deux phases pilotes (2008–2015): Olten (SO), Pratteln (BL), Rorschach (SG), Spreitenbach (AG), Vevey (VD)
- Agglomérations et villes isolées (OFS 2000)

Intégration sociale

Projets urbains

Le programme «Projets urbains – Intégration sociale dans des zones d’habitation» entend contribuer à l’amélioration de la cohabitation et de la qualité de vie dans les quartiers et à l’encouragement de l’intégration sociale. Il s’adresse à des villes de petite et moyenne taille ainsi qu’à des communes d’agglomération.

Lancée en 2008, la première phase pilote du programme a été bouclée en 2011. A l’occasion de deux colloques, les participants au programme ont échangé leurs expériences et discuté des propositions visant à mieux faire connaître les sous-projets.

La Confédération avait décidé dès fin 2010 de prolonger le programme jusqu’en 2015 afin d’approfondir les connaissances acquises et d’optimiser leur utilisation. Vingt-deux villes et communes placées face à des défis sociaux et d’aménagement urbain ont répondu à l’appel d’offres lancé pour la deuxième phase pilote, qui s’étend de 2012 à 2015. La sélection a porté sur des projets qui, en plus de leur qualité, contribuent au renforcement des «projets urbains» en cours et à un élargissement de l’éventail des expériences et des connaissances. Les dix communes retenues sont les suivantes: Aarburg (AG), Olten (SO), Pratteln (BL), Regensdorf (ZH), Rorschach (SG),

Schlieren (ZH), Spreitenbach (AG), Vernier (GE), Versoix (GE) et Vevey (VD). Il est prévu de renforcer l’engagement des cantons au cours de cette deuxième phase pilote.

Le programme est accompagné par un groupe de pilotage interdépartemental, placé sous la direction opérationnelle de l’Office fédéral du développement territorial (ARE), et composé de représentants de ce dernier, de l’Office fédéral du logement (OFL), du Service de lutte contre le racisme (SLR), de l’ODM et de la CFM.

Vous trouverez d’autres informations sur le site www.projetsurbains.ch.

Mixité sociale dans les quartiers

Publiée en avril 2011, l’étude «Mixité sociale et développement de quartier»¹⁵ explique en quoi la mixité sociale ne peut résoudre à elle seule la pauvreté et la discrimination de certains groupes de population dans un quartier et met en lumière des facteurs plus importants, tels que la qualité scolaire, la participation de la population aux décisions relatives au développement du quartier, le bon fonctionnement du réseau de transports publics et la mise en place d’offres culturelles et de loisirs répondant aux besoins de l’ensemble de la population du quartier. Les résultats de l’étude doivent permettre d’encourager les mesures d’intégration élaborées dans le cadre de projets de revalorisation de zones d’habitation.

Projet pilote «Information et sensibilisation au thème des mariages forcés»

L'ODM a lancé en 2009 un projet de sensibilisation au problème des mariages forcés. Les quatre projets pilotes qui le composent devaient permettre d'élaborer d'ici à fin 2011 – date de bouclage initialement fixée – des bonnes pratiques en matière de diffusion d'informations (prévention). Les groupes-cibles étaient, d'une part, les jeunes issus de la migration et leur entourage familial, d'autre part, les professionnels susceptibles d'être confrontés au thème des mariages forcés. Les projets ont été coordonnés par Terre des Femmes Suisse.

Alors qu'au moment du lancement du projet pilote, il n'existait en Suisse qu'un petit nombre de mesures de prévention dans ce domaine, l'éventail des offres d'information s'est élargi dans l'intervalle. Treize cantons proposent des dépliants à l'intention des jeunes, des parents, de l'entourage et des professionnels dans plusieurs langues et recourent régulièrement à des films et à des affiches. Les offres de formation conçues pour différents groupes-cibles sont sollicitées. Les acteurs ont opté pour une démarche en réseau à l'échelon régional et suprarégional. Afin de soutenir le processus mis en œuvre, l'ODM a prolongé le projet pilote de deux ans, jusqu'à fin 2013.

Pour une présentation du projet pilote dans son ensemble et des différents sous-projets, veuillez consulter le site www.gegen-zwangsheirat.ch.

Prévention de l'excision des filles en Suisse

La pratique de l'excision des organes génitaux féminins ne s'arrête pas aux frontières de la Suisse. L'on estime à plusieurs milliers le nombre de filles et de femmes excisées ou menacées par une mutilation génitale en Suisse. Les filles et femmes concernées vivent pour la plupart dans les centres urbains de Genève et de Lausanne, suivis de ceux de Zurich et de Berne.

Soutenu par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et l'ODM, le Service de médiation de Caritas Suisse pour la prévention de l'excision des filles est un point de contact important. Lors de la phase de projet en cours, il est prévu de renforcer le travail de mise en réseau du service de médiation

et d'améliorer ses prestations. L'objectif est, d'une part, de sensibiliser les instances cantonales qui ont des contacts avec des filles et des femmes victimes de mutilations génitales ou menacées par ces pratiques et de les conseiller, d'autre part, de leur donner les moyens d'organiser des séances de prévention et de prendre des mesures adaptées. A cette fin, Caritas Suisse a conclu en 2011 un partenariat de projet avec le bureau cantonal pour l'intégration vaudois. Elle projette de mettre en place une collaboration avec deux autres cantons en 2012 et en 2013.



¹⁵ Les lecteurs pressés pourront lire la synthèse des principaux éléments proposée sur le site www.projetsurbains.ch sous le titre «Mixité sociale et développement de quartier: 5 questions, 5 réponses».



Forfaits d'intégration: Encouragement de l'intégration des réfugiés reconnus et des personnes admises à titre provisoire

En 2011, la Confédération a versé quelque 36,5 millions de francs aux cantons en faveur de l'encouragement de l'intégration des réfugiés reconnus et des personnes admises à titre provisoire. Le catalogue de mesures a par ailleurs continué d'être étoffé cette même année.

Bases

Pour chaque réfugié reconnu¹⁶ et chaque personne admise à titre provisoire¹⁷, la Confédération verse aux cantons un forfait d'intégration de 6000 francs. Il s'agit d'une contribution unique versée lors de la reconnaissance du statut de réfugié, respectivement de l'octroi de l'admission à titre provisoire. Ces forfaits visent en priorité à encourager l'intégration professionnelle et l'apprentissage linguistique. Il s'agit avant tout de financer des mesures qui ouvrent la voie aux structures ordinaires pour les personnes concernées¹⁸, mais aussi des mesures destinées à favoriser l'intégration sociale des personnes qui, en raison de leur état de santé, d'obligations familiales ou autres, ne peuvent pas être intégrées directement sur le marché du travail. L'objectif est de créer ainsi les conditions pour une intégration professionnelle ultérieure. Les services cantonaux pour les questions d'intégration veillent à ce que les mesures d'encouragement soient coordonnées avec les projets et les programmes d'intégration dans le domaine des étrangers.

22 551 personnes ont déposé une demande d'asile en Suisse en 2011, soit 6984 de plus qu'en 2010 (+ 44,9 %). En 2011, l'asile a été accordé en première instance à 3711 personnes. Le nombre d'admissions provisoires s'est élevé à 3070 (y compris les réfugiés admis à titre provisoire). Durant l'année sous revue, l'asile a été accordé à 2577 personnes en provenance d'Erythrée, 152 de Somalie, 139 de Turquie, 115 de Syrie, 90 du Sri Lanka, 84 d'Iran, 78 d'Irak, 51 de Chine, 50 d'Ethio-

¹⁶ Sont des réfugiés au sens de l'art. 3 de la loi sur l'asile (LAsi; RS 142.31)

«les personnes qui, dans leur Etat d'origine ou dans le pays de leur dernière résidence, sont exposées à de sérieux préjudices ou craignent à juste titre de l'être en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social déterminé ou de leurs opinions politiques. Sont notamment considérées comme de sérieux préjudices la mise en danger de la vie, de l'intégrité corporelle ou de la liberté, de même que les mesures qui entraînent une pression psychique insupportable. Il y a lieu de tenir compte des motifs de fuite spécifiques aux femmes.»

¹⁷ Une personne est admise provisoirement «si l'exécution du renvoi ou de l'expulsion n'est pas possible, n'est pas licite ou ne peut être raisonnablement exigée». L'exécution n'est pas licite lorsque le renvoi est contraire aux engagements de la Suisse relevant du droit international; l'exécution de la décision peut ne pas être raisonnablement exigée si le renvoi ou l'expulsion de l'étranger dans son pays d'origine ou de provenance le met concrètement en danger, par exemple en cas de guerre civile. Les réfugiés auxquels l'asile n'est pas accordé en vertu des art. 53 ou 54 LAsi sont admis provisoirement. Un réfugié peut, par exemple, se voir refuser l'asile s'il porte atteinte à la sécurité intérieure ou extérieure de la Suisse, ou s'il n'a acquis son statut de réfugié au sens de l'art. 3 LAsi en raison de son comportement qu'après avoir quitté le territoire suisse. L'admission provisoire fait l'objet d'une vérification périodique et est levée si les conditions d'octroi ne sont plus remplies (voir art. 83 et 84 de la loi fédérale sur les étrangers, LEtr; RS 142.20).

¹⁸ Les structures ordinaires pertinentes pour l'intégration sont par exemple l'école, la formation professionnelle et le marché du travail.



pie et 49 de Russie. Les admissions à titre provisoire ont été délivrées surtout à des ressortissants afghans (384), érythréens (361) et syriens (355).

Fin décembre 2011, 26 978 réfugiés reconnus (permis B et C) et 23 310 personnes admises à titre provisoire (19 408 personnes admises à titre provisoire et 3 902 réfugiés admis à titre provisoire) séjournèrent en Suisse. Les cantons ont reçu des subventions fédérales pour 9 494 réfugiés (permis B) et 13 118 personnes admises à titre provisoire (y compris les réfugiés admis à titre provisoire) qui se trouvaient en Suisse depuis moins de sept ans.

Poursuite et extension des mesures

D'une manière générale, les cantons ont poursuivi les mesures prises l'année précédente et ont étoffé leur offre. La plupart d'entre eux y ont consacré des fonds provisionnés les années précédentes, en sus des forfaits d'intégration versés par la Confédération durant l'année sous revue. En 2011, les mesures ont également privilégié la promotion linguistique et l'intégration sur le marché du travail. Pour les personnes qui ne sont pas intégrées dans des structures sociales et qui ne satisfont pas aux conditions d'une intégration professionnelle, l'accent a été porté sur l'intégration sociale. Pour favoriser l'accès au marché de l'emploi, des fonds ont été alloués à

Forfaits d'intégration

L'année 2011 a été marquée par un recul significatif des octrois d'admission à titre provisoire (y compris les réfugiés admis à titre provisoire) par rapport à l'année précédente (-36%), alors que le nombre de demandes d'asile approuvées a progressé de 7,6% par rapport à 2010. En 2011, la Confédération a versé aux cantons des forfaits d'intégration pour un montant total de 36 508 034 francs, ce qui représente une diminution de 20% par rapport à 2010.



Exercice d'une activité lucrative

L'accès des personnes admises à titre provisoire au marché du travail a été facilité au niveau légal en 2007 par l'adoption de l'art. 85, al. 6 de la loi fédérale sur les étrangers, en vertu duquel les personnes admises à titre provisoire peuvent obtenir de la part des autorités cantonales une autorisation d'exercer une activité lucrative, indépendamment de la situation sur le marché de l'emploi et de la situation économique. La priorité accordée aux indigènes a également été supprimée. Les personnes auxquelles la Suisse a accordé l'asile ou le statut de réfugié admis à titre provisoire sont autorisées à exercer une activité lucrative, ainsi qu'à changer d'emploi et de profession.

En 2011, le taux d'emploi des réfugiés reconnus en mesure d'exercer une activité lucrative et dont la durée de séjour en Suisse ne dépassait pas cinq ans s'est élevé à 18,3 % en moyenne. Le taux d'emploi des réfugiés admis à titre provisoire en mesure d'exercer une activité lucrative et dont la durée de séjour en Suisse allait jusqu'à sept ans a atteint 27,9 % en moyenne, contre 35,3 % pour les personnes admises à titre provisoire avec une durée de séjour similaire.

Pour plus d'informations sur l'accès des personnes admises à titre provisoire au marché du travail suisse, voir aussi: www.ejpd.admin.ch/content/dam/data/migration/integration/berichte/info-ausweis-f-arbeitsmarkt-f.pdf

des mesures liées au marché du travail (programmes d'engagement, places de stage, etc.) et à des offres qui combinent des aspects professionnels et sociaux (entretiens de conseil, entraînements à des entretiens de candidature, etc.). Le dispositif d'information sur les offres existantes et les prestations proposées par les structures ordinaires a également été amélioré.

Promotion linguistique

Les conditions d'intégration en Suisse sont aussi multiples et variées que les origines des personnes concernées et les circonstances dans lesquelles elles ont quitté leur pays. L'apprentissage de la langue se situe souvent au début du processus d'intégration. Outre la formation scolaire, un fait d'importance est que nombre de migrants parlent une langue qui ne repose pas sur l'alphabet latin, si bien que l'alphabétisation est essentielle pour pouvoir apprendre une des langues nationales suisses. L'apprentissage linguistique est un domaine important qui est encouragé au moyen des forfaits d'intégration. L'offre comprend des cours de langue de différents niveaux et aux objectifs variés. Ainsi, dans le domaine de l'asile, le canton de Saint-Gall par exemple a adapté le nombre de cours de langue à la hausse de la demande et a soutenu davantage de cours des niveaux B1/ B2 (selon le Cadre européen commun de référence pour les langues, CECR) dans la perspective des mesures de suivi, par exemple la fréquentation d'une école d'interprétariat ou d'un cours d'aide-soignant/e de la Croix-Rouge suisse. Il a par ailleurs proposé des mesures de promotion linguistique en combinaison avec des programmes d'occupation. Dans le canton de Fribourg, le projet «Se parler» mis sur pied par Caritas a recueilli des expériences positives: il visait à former des tandems entre réfugiés et bénévoles afin d'encourager l'intégration sociale à travers des échanges réciproques. En collaboration avec l'Université de Fribourg, l'entreprise ORS Service AG a initié des cours de conversation en petit groupe sous la conduite d'étudiants en master, ce qui a permis aux participants d'accomplir d'importants progrès.

Intégration professionnelle

Durant l'année sous revue, les cantons ont intensifié leurs efforts pour intégrer les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire sur le marché du travail primaire, en proposant de nouvelles offres dans le domaine du placement de personnel et de l'accompagnement lors de l'introduction dans le monde du travail. Ainsi, le canton de Berne par exemple a lancé une offre liée au programme «Passepartout» mis sur pied par l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) qui, outre la prospection et l'intermédiation de postes de travail, garantit si nécessaire un suivi avec coaching individuel durant le temps d'essai. Dans le canton d'Uri, depuis 2011, les réfugiés

et les personnes admises à titre provisoire ont la possibilité de suivre une formation au Restaurant «Fomaz». D'une durée de douze mois, elle consiste en une initiation au travail en cuisine, au comptoir et au service. Dans le canton de Vaud, le Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers (BCI) finance depuis 2011 un projet d'intégration professionnelle organisé par la «Fondation mode d'emploi». Celle-ci, qui dispose d'un réseau de plus de 500 entreprises, offre différents modules (mathématiques, français, coaching, stage en entreprise); un quart des participants a décroché un emploi par la suite.

Mesures en adéquation avec les besoins

Durant l'année sous revue, les cantons ont poursuivi leurs efforts visant à adapter les mesures de manière optimale aux besoins du groupe-cible et à attribuer aux personnes concernées des mesures appropriées. Pour ce faire, ils ont multiplié les bilans de compétences individuels et les évaluations du potentiel, sur la base desquels plusieurs cantons ont élaboré, en collaboration avec les personnes admises à titre provisoire et les réfugiés, un plan d'intégration individuel et les ont accompagnés dans leur processus d'intégration. Dans le canton d'Argovie, par exemple, la Anlaufstelle Integration Aargau (AIA) mène depuis 2011 des entretiens de bilan et de niveau

avec tous les nouveaux réfugiés reconnus et personnes admises à titre provisoire. Dans le canton de Genève, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) Genève aide, depuis janvier 2011 les personnes intéressées à suivre une formation (professionnelle) dans le cadre de l'orientation professionnelle, organise et assure le suivi des places de stage en entreprise et noue les contacts avec des professionnels, le but étant que les participants recueillent des expériences qu'ils pourront mettre en pratique sur le marché du travail.

Stratégies et concepts

De nombreux cantons ne disposent pas encore d'un concept global pour un encouragement de l'intégration ciblé en faveur des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés. En 2011, les cantons ont renforcé la collaboration entre les différents acteurs et conclu des conventions avec des prestataires de services. A partir de 2014, dans le cadre de la stratégie d'encouragement de l'intégration de la Confédération et des cantons, ces derniers devront, par le biais des programmes d'intégration cantonaux, indiquer à la Confédération comment ils comptent conceptualiser l'intégration des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés durant la période 2014–2017.



Car force est de constater que les compétences et les formes d'organisation pour la gestion des forfaits d'intégration et l'encouragement de l'intégration en faveur des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés reconnus sont aussi multiples et variées que leur mise en application. Ainsi, plusieurs cantons ont confié la promotion de l'intégration des personnes admises à titre provisoire et/ou des réfugiés à des organisations non étatiques (p. ex. l'Association jurassienne d'accueil des demandeurs d'asile dans le canton du Jura, la Schweizerisches Arbeiterhilfswerk Zentral-schweiz dans le canton de Lucerne, Caritas dans le canton d'Obwald, la Croix-Rouge suisse dans le canton d'Uri, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière dans le canton du Tessin), tandis que d'autres disposent de services internes à l'administration, majoritairement dans le domaine de l'aide sociale, pour s'acquitter de cette tâche. En règle générale, les organisations non étatiques mandatées travaillent sur la base de concepts développés à cette fin qui – selon le mandat – se rapportent à tout ou partie du groupe-cible, à différents projets et mesures ou à des domaines entiers (promotion linguistique, intégration professionnelle).

Indépendamment de l'organisation au niveau cantonal, une stratégie orientée sur le groupe-cible des réfugiés reconnus et des personnes admises à titre provisoire qui dépendent de l'aide sociale s'est dessinée sur le plan général. De plus en plus, ces personnes sont suivies et encadrées par un spécialiste dans le sens d'une gestion de cas (case management). Après un bilan de compétences individuel et une évaluation des capacités, plusieurs cantons élaborent si possible un plan d'intégration adapté et concluent une convention d'objectifs avec les personnes concernées. Ce plan est alors envoyé pour validation et approbation financière à l'instance cantonale responsable pour la gestion des forfaits d'intégration ou mis en œuvre dans le cadre de conventions de prestations ou de programmes avec des organisations tierces mandatées. Selon le canton, les mesures sont proposées par des institutions publiques et des organisations à but non lucratif ou par des entreprises du secteur privé.

Mesures d'intégration

Les mesures d'intégration destinées aux réfugiés reconnus ainsi qu'aux personnes admises à titre provisoire consistent aussi bien en outils de promotion ciblés qu'en offres des structures ordinaires, telles que les mesures relatives au marché du travail, les mesures de formation ou les offres des services sociaux. Les mesures d'intégration se répartissent dans les catégories ci-après, étant précisé que certains projets contribuent à l'intégration tant sociale que professionnelle:

- **Promotion linguistique:** tests de niveau, cours d'alphabétisation, cours de langue de différents niveaux, cours de langue intensifs, cours de langue à des fins professionnelles, etc.
- **Encouragement de l'intégration professionnelle:** formation initiale (compétences de base), offres de formation (continue), formations continues spécialisées, offres de formation continue destinées aux femmes, offres transitoires pour les jeunes, places de stage, offres de stages, coaching en matière de candidature, soutien dans la recherche d'emploi, emplois protégés dans différents secteurs d'activité, emplois dans des ateliers, programmes de réinsertion, divers programmes d'occupation spécifiques, etc.
- **Encouragement de l'intégration sociale:** cours sur des thèmes ayant trait à l'intégration sociale, cours spécialement destinés aux femmes, places dans des structures de garde d'enfants, etc.
- **Offres de conseil:** services d'information et de consultation, état des lieux et coaching individuel (gestion de cas), cours d'intégration, diffusion d'informations sur le quotidien et sur la vie en Suisse, etc.
- **Autres mesures:** offres spéciales à l'intention de personnes présentant des troubles physiques ou psychiques (ayant subi un traumatisme, entre autres), sensibilisation des employeurs, séances d'information consacrées au thème de l'intégration, interprétariat communautaire, suivi psychosocial, mentoring, séances d'information et de sensibilisation (p. ex. Journée des réfugiés), etc.

L'annexe contient des informations détaillées sur les mesures que les cantons soutiennent au moyen des forfaits d'intégration.



Conventions d'intégration

En 2011, onze cantons alémaniques ont conclu des conventions d'intégration avec des migrants. Les cantons latins ne font pas usage de cet instrument.

Dans la grande majorité des cas, un entretien individuel de clarification est associé à la conclusion d'une convention d'intégration. Celle-ci porte notamment sur la fréquentation d'un cours d'allemand ou sur une autre mesure d'intégration dans un délai imparti. A noter que le non-respect de la convention d'intégration peut entraîner, sous réserve des limites imposées par la loi et le droit international, des sanctions relevant du droit des étrangers.

Les cantons qui recourent aux conventions d'intégration sont d'avis que leurs efforts portent des fruits, puisqu'ils constatent fondamentalement une plus grande volonté de coopération des migrants et un accueil plus positif de la prestation de conseil. Comme les migrants perçoivent souvent la convention d'intégration comme une aide, elle est généralement respectée et aucune sanction ne s'impose. Dans les autres cas, avertissements et prolongations de délai suffisent souvent à garantir le respect des termes de la convention.

Cantons de Glaris, de Lucerne, de Soleure et de Saint-Gall

Les cantons de Glaris, de Lucerne, de Soleure et de Saint-Gall ont poursuivi leur pratique en matière de recours plus ou moins généralisé aux conventions d'intégration.

Parmi les catégories visées par la signature d'une convention d'intégration dans le canton de Glaris figurent les ressortissants de pays tiers faisant l'objet d'un regroupement familial, les personnes admises à titre provisoire ainsi que d'autres personnes dont l'intégration requiert un encouragement spécifique. En 2011, cinq nouvelles conventions d'intégration ont été signées et 34 ont été reconduites. Plus de 100 conventions d'intégration ont ainsi été signées entre 2008 et 2011.

Dans le cadre d'un entretien, le canton de Lucerne recommande à toutes les personnes allophones désireuses d'obtenir

une autorisation de séjour et sans connaissances d'allemand de suivre un cours de langue. Les personnes ayant conclu une convention d'intégration doivent, dans un délai d'un an, soit fréquenter un cours d'allemand comportant au moins 120 leçons, soit attester de connaissances au niveau A1 selon le CECR. Jusqu'à présent, le respect de l'engagement pris par la signature de la convention a été garanti au moyen d'avertissements, de prolongations de délai et d'entretiens personnels. Aucune sanction n'a été nécessaire. En 2011, 195 nouvelles conventions d'intégration ont été signées. Plus de 600 conventions d'intégration ont ainsi été signées entre 2008 et 2011.

Le canton de Saint-Gall mène des entretiens personnels et conclut des conventions d'intégration avant tout avec des personnes admises à titre provisoire, des personnes assurant un encadrement religieux, des cours de langue et de culture d'origine (LCO), ainsi qu'avec des jeunes qui arrivent en Suisse tardivement, dans le cadre d'un regroupement familial. Parmi les ressortissants d'Etats tiers, font également partie du groupe-cible pour la signature de conventions d'intégration, les nouveaux arrivants au bénéfice d'une autorisation de séjour dans le cadre d'un regroupement familial (conjoint/e) et les personnes qui séjournent déjà en Suisse avec des connaissances d'allemand manquantes ou lacunaires. La convention d'intégration prévoit généralement l'obligation de suivre régulièrement les cours d'allemand prévus. L'objectif visé est le niveau A2 selon le CECR. Quelque 500 conventions d'intégration sont conclues chaque année. Plus de 1000 conventions d'intégration ont ainsi été signées entre 2008 et 2011.

Dans le canton de Soleure, le groupe-cible est constitué en priorité de migrants arrivés en Suisse au titre du regroupement familial, notamment les personnes mariées avec un ressortissant suisse (couples binationaux). La formation continue des interprètes communautaires participant aux entretiens a été professionnalisée en 2011. Les conventions d'intégration



continuent de porter majoritairement sur des cours d'intégration en langue allemande ou des cours de langue. Comme l'année précédente, les personnes qui ont refusé de suivre les mesures convenues ou qui, en dépit d'un avertissement, ne se sont pas présentées à l'entretien, font l'objet d'une dénonciation au service responsable de la prolongation des autorisations de séjour, assortie d'une recommandation de non-prolongation de l'autorisation de séjour ou du non-octroi de l'autorisation d'établissement. Jusqu'à présent, la voie de la menace s'est révélée efficace et aucune sanction relevant du droit des étrangers n'a été nécessaire. En 2011, 568 nouvelles conventions d'intégration ont été signées. Plus de 1000 conventions d'intégration ont ainsi été signées entre 2008 et 2011.

Cantons de Bâle-Campagne, de Thurgovie et des Grisons

Les cantons de Bâle-Campagne et de Thurgovie ont adopté en 2011 une pratique similaire à celle en vigueur dans les cantons de Glaris, de Lucerne, de Soleure et de Saint-Gall. Le canton des Grisons en a fait de même en 2012.

Le canton de Bâle-Campagne mène des entretiens de premier accueil avec les nouveaux arrivants et conclut des conventions d'intégration de manière généralisée. Elles concernent tous les ressortissants étrangers immigrés qui prennent domicile sur le territoire cantonal à la faveur d'une autorisation de séjour

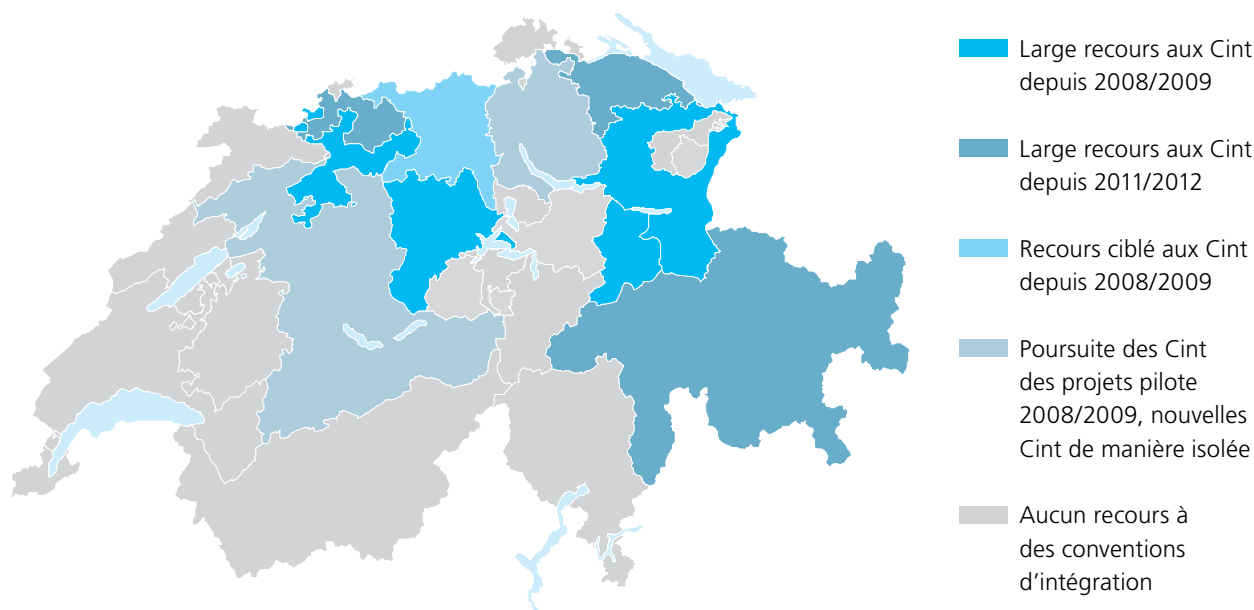
ou d'établissement. La convention d'intégration est soumise une fois que toutes les informations ont été communiquées et que les motifs d'une conclusion ont été définis. La convention d'intégration est contraignante et assortie d'une indication des voies de recours pour les personnes qui ne peuvent faire valoir aucun droit à une autorisation relevant du droit suisse ou international. En 2011, cette mesure a été fortement étendue et 571 nouvelles conventions d'intégration ont été signées, dont 44 avec indication des voies de recours.

Le canton de Thurgovie mène des entretiens d'intégration et convient avec les ressortissants d'Etats tiers en situation de regroupement familial de la participation à un cours d'alle-

Extension des conventions d'intégration dans les cantons de Bâle-Campagne, de Thurgovie et des Grisons

Les cantons de Glaris, de Lucerne, de Soleure et de Saint-Gall ont poursuivi leur pratique en matière de conventions d'intégration, concluant, à l'instar des années précédentes, de telles conventions avec la grande majorité des nouveaux arrivants. Les cantons de Bâle-Campagne, des Grisons et de Thurgovie ont, quant à eux, mis en place un tel système en 2011 ou 2012. A l'inverse, le canton d'Argovie a recouru aux conventions d'intégration pour un cercle de personnes plus restreint, tandis que les cantons de Bâle-Ville, de Berne et de Zurich n'ont conclu aucune nouvelle convention d'intégration en 2011. Les autres cantons ne font pas usage de cet instrument.

Recours aux conventions d'intégration (Cint) dans les cantons



mand pendant au moins un an, et avec les personnes admises à titre provisoire de la fréquentation de cours d'allemand et du suivi de mesures d'intégration professionnelle. Aucune donnée sur le controlling et les sanctions n'est encore disponible. En 2011, cette mesure a été fortement étendue et 182 nouvelles conventions d'intégration ont été signées. Il est prévu de conclure 250 nouvelles conventions d'intégration en 2012.

Le canton des Grisons compte conclure quelque 120 conventions ou recommandations d'intégration en 2012. Les groupes-cibles sont les ressortissants d'Etats tiers en situation de regroupement familial, les jeunes, ainsi que les personnes assurant un encadrement religieux ou des cours LCO. Parallèlement, le canton émet des recommandations d'intégration à l'intention des jeunes provenant d'Etats de l'UE/AELE et des ressortissants d'Etats tiers mariés avec des citoyens suisses.

Cantons d'Argovie, de Bâle-Ville, de Berne et de Zurich

Le canton d'Argovie mène des entretiens de clarification et d'information avec toutes les personnes en situation de regroupement familial. Depuis la fin de la période d'essai, ce canton recourt aux conventions d'intégration de manière ciblée avec les conjoints et jeunes nouvellement arrivés en provenance d'Etats tiers dans le cadre d'un regroupement familial (ayant rejoint des ressortissants d'Etats tiers dans le cadre d'un regroupement familial), avec les personnes admises

à titre provisoire dont les connaissances d'allemand sont insuffisantes (ayant reçu une autorisation de séjour annuelle) et avec les personnes assurant un encadrement religieux en provenance d'Etats tiers. En règle générale, la prolongation de l'autorisation de séjour est conditionnée par la conclusion et le respect d'une convention subséquente. En 2011, 128 nouvelles conventions d'intégration ont été signées. Plus de 200 conventions d'intégration ont ainsi été signées entre 2008 et 2011.

Depuis la fin de la période d'essai, les cantons de Bâle-Ville, de Berne et de Zurich ne concluent plus de nouvelle convention d'intégration, à l'exception des conventions passées avec certaines personnes assurant un encadrement religieux. Les conventions d'intégration déjà conclues sont maintenues. Entre 2008 et 2011, plus de 100 conventions d'intégration ont été signées dans le canton de Bâle-Ville, contre plus de 50 dans les cantons de Berne et de Zurich. Le projet de loi sur l'intégration du canton de Berne prévoit de régler l'application de conventions d'intégration pour des nouveaux arrivants dans le cadre d'un modèle à trois niveaux: premier entretien dans la commune, conseil approfondi par le service chargé de l'intégration (en cas de besoin) et convention d'intégration (en cas de besoin).

Dialogue sur l'intégration

En 2011, la Confédération, les cantons, les communes et les villes ont activement recherché le dialogue avec des acteurs non étatiques afin d'assurer un meilleur ancrage de leur politique d'intégration commune. L'échange entre les autorités fédérales et des personnes de confession musulmane a par ailleurs pris fin.

Conférence nationale sur l'intégration des étrangers

La deuxième Conférence nationale sur l'intégration des étrangers s'est tenue le 12 mai 2011, sous l'égide de la Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA). Elle a constitué un test décisif pour les principes fondamentaux de la politique d'intégration commune élaborée par la Confédération, les cantons, les communes et les villes dans le cadre de leur plateforme politique CTA, qui sont: réaliser l'égalité des chances, tenir compte de la diversité, exploiter les potentiels et exiger la responsabilité individuelle. Ces quatre principes ont été accueillis favorablement par les quelque 250 décideurs présents. Outre les représentants des trois niveaux étatiques, la conférence a réuni des délégués d'organisations de migrants, de l'économie, de la formation, des sciences, des Eglises et d'autres organisations non gouvernementales.

Les discussions, menées de façon factuelle, ont montré où se trouvent les obstacles à la mise en œuvre de la politique d'intégration. Force est de constater que l'égalité des chances pour les migrants reste un vœu pieux, plus particulièrement en ce qui concerne la formation, le travail et la santé, et ce malgré le fait que la grande majorité d'entre eux assument parfaitement leur responsabilité individuelle et s'intègrent dans la société. Leurs potentiels restent aussi largement sous-exploités. De tels obstacles pourraient être levés entre autres par l'encouragement préscolaire des enfants issus de la migration et par un plus grand engagement de l'économie, ce qui requiert néanmoins des efforts supplémentaires. Un écart s'est fait jour quant à la perception de la diversité culturelle dans notre pays: si les responsables politiques la considèrent comme une chance, une partie de la population en revanche la perçoit de plus en plus comme une menace.

La conférence a confirmé qu'un échange plus intense entre les acteurs étatiques et non étatiques s'impose pour que la politique d'intégration porte ses fruits. Forte de ce constat, la CTA a décidé de poursuivre le dialogue à partir de 2012 dans trois domaines prioritaires: économie/vie professionnelle, encouragement préscolaire/santé et société/compréhension. L'objectif est de clarifier le besoin d'action et de présenter des solutions concrètes. Il s'agit dès lors de lancer des projets en partenariat public-privé dans ces trois domaines afin de recueillir des expériences communes et d'en tirer des enseignements.

Dialogue avec la population musulmane

Le «dialogue avec la population musulmane» a été lancé en 2009 au niveau fédéral, dans le sillage de l'initiative sur les minarets, afin de désamorcer les peurs et les préjugés face à l'islam en Suisse. Au total, 18 personnes issues de diverses communautés musulmanes et des représentants de différents offices fédéraux se sont rencontrés à plusieurs reprises et ont clos ce dialogue en 2011 par la publication d'un rapport final commun.¹⁹ Il stipule la reconnaissance des valeurs fixées dans la Constitution, à l'instar de l'égalité devant la loi, de l'état de droit et de la démocratie, et présente les mesures prises par le Conseil fédéral en vue d'encourager l'intégration de cette communauté, par exemple dans le domaine de la formation initiale et continue des personnes exerçant une activité d'encadrement religieux ou de la compatibilité entre religion et obligation de servir. En 2012, une réunion d'échanges se déroulera entre autorités fédérales, cantonales et communales d'une part, et musulmans d'autre part, afin d'examiner les revendications des musulmans et de leur expliquer à quel niveau ils peuvent les défendre de manière pertinente.

¹⁹ Communiqué de presse: www.bfm.admin.ch/content/bfm/fr/home/dokumentation/medienmitteilungen/2011/ref_2011-12-160.html

Conclusion

Les rapports des cantons sur l'utilisation des contributions fédérales en faveur de l'encouragement spécifique de l'intégration montrent que de nombreux domaines ont été développés et professionnalisés, et que la promotion de l'intégration en Suisse donne de bons résultats.

Comme par le passé, l'exercice sous revue a donné lieu à la mise en œuvre, dans toute la Suisse, d'un grand nombre de projets et de mesures relevant de l'encouragement de l'intégration. La Confédération, les cantons, les villes, les communes et les responsables du secteur privé ont encore consolidé leur collaboration dans ce domaine.

Le catalogue des mesures d'intégration de la Confédération élaboré par quinze instances fédérales en collaboration avec les cantons a considérablement contribué à ancrer l'encouragement de l'intégration dans les structures fédérales existantes et à sensibiliser les différents partenaires.

Dans le domaine prioritaire de la langue et de la formation, les mesures ont été encore davantage adaptées aux besoins de la population migrante et l'accès aux cours a été simplifié. En 2011, trente centres de compétence de l'intégration ont une nouvelle fois veillé à la mise sur pied de prestations de qualité dans les domaines du conseil et de l'information, ainsi que du travail de fond et de relations publiques. De nombreux outils de communication ont été développés ou actualisés. Les médias électroniques jouent un rôle de plus en plus déterminant. L'importance et la qualité de l'interprétariat communautaire se sont accrues, en particulier dans le domaine de la santé, où les malentendus d'origine culturelle peuvent avoir des conséquences graves. Enfin, l'ODM et la CFM ont à nouveau soutenu conjointement en 2011 des projets pilotes favorisant le développement de l'encouragement de l'intégration. A l'ODM, l'accent a été placé sur la promotion linguistique et l'encouragement dans le domaine préscolaire ainsi que sur l'intégration professionnelle et sociale, tandis que la CFM s'est concentrée sur l'implication et la participation politique de la population migrante. Dans la perspective des programmes d'intégration cantonaux qui seront mis en œuvre dès 2014, il est demandé aux cantons de présenter comment ils comptent conceptualiser l'intégration des réfugiés reconnus, ainsi que des personnes admises à titre provisoire.

Durant l'année sous revue, onze cantons alémaniques ont conclu des conventions d'intégration avec des migrants. Les cantons latins ne font pas usage de cet instrument. Dans l'ensemble, 2219 conventions ont été signées.

En 2011, d'importants jalons politiques ont par ailleurs été posés. Ainsi, la Confédération et les cantons se sont entendus pour la première fois sur le renforcement commun de l'encouragement spécifique de l'intégration et sur des objectifs communs. Les nouveaux programmes d'intégration cantonaux sont en cours de planification et la mise en œuvre de la première phase est prévue pour la période 2014–2017. Grâce à la planification sur le long terme et à la réalisation commune des programmes par la Confédération et les cantons dans le cadre des conventions de programme, le degré d'acceptation est élevé, ce qui aura des répercussions positives sur la qualité des futurs programmes. Les services cantonaux pour les questions d'intégration restent les partenaires clés de l'ODM.

D'une manière générale, il y a lieu de constater que la tendance positive observée dans l'encouragement spécifique de l'intégration s'est poursuivie. Les efforts conjoints de la Confédération, des cantons et des communes se concentreront à l'avenir aussi sur les objectifs de la politique suisse de l'intégration, qui sont le renforcement de la cohésion sociale sur la base des valeurs de la Constitution, l'encouragement du respect et de la tolérance entre les populations indigène et étrangère, ainsi que la participation, sous le signe de l'égalité des chances, des étrangers à la vie économique, sociale et culturelle de la Suisse.



Annexe

Encouragement de l'intégration à partir de 2014: Objectifs stratégiques du programme

Dès 2014, la Confédération et les cantons réglementeront l'encouragement spécifique de l'intégration dans le cadre des programmes de conventions. Cet encouragement se base sur les trois piliers suivants: 1. Information et conseil, 2. Forma-

tion et travail et 3. Communication et intégration sociale. Pour chacun des domaines des trois piliers de la Confédération, les objectifs stratégiques du programme ont été définis.

Domaines de l'encouragement	Objectifs stratégiques du programme
1^{er} pilier: Information et conseil	
Primo-information et besoins particuliers	Toute personne arrivant de l'étranger dans la perspective de séjourner légalement et durablement en Suisse se sent bienvenue et est informée sur les conditions de vie essentielles ainsi que sur les offres en matière d'intégration.
Conseil	Les immigrés qui présentent des besoins spécifiques en matière d'intégration se voient proposer des mesures d'encouragement adéquates, dès que possible mais au plus tard une année après leur arrivée. ²⁰ Les immigrés sont informés et conseillés en matière d'apprentissage de la langue, de maîtrise du quotidien et d'intégration professionnelle et sociale. Les institutions des structures ordinaires ainsi que d'autres cercles intéressés sont informés, conseillés et accompagnés pour éliminer les obstacles à l'intégration, pour les processus d'ouverture transculturelle et la mise à disposition de mesures spéciales en faveur de groupes-cibles. La population est informée de la situation particulière des étrangères et étrangers, des objectifs et principes de base de la politique d'intégration et de l'encouragement de l'intégration.
Protection contre la discrimination	Les institutions des structures ordinaires et d'autres cercles intéressés sont informés et conseillés sur les questions de protection contre la discrimination. Toute personne discriminée en raison de ses origines ou de sa race peut obtenir un conseil et un soutien qualifiés.
2^e pilier: Formation et travail	
Langue	Les immigrés disposent des connaissances d'une langue nationale nécessaires à leur communication au quotidien et appropriées à leur situation professionnelle.
Encouragement préscolaire	Les familles de migrants ont accès à des offres d'encouragement préscolaire adaptées à leur situation familiale, dans le respect du principe de l'égalité des chances.
Employabilité	Les immigrés qui n'ont pas accès aux offres des structures ordinaires peuvent recourir à une offre d'encouragement visant à améliorer leur employabilité.
3^e pilier: Compréhension et intégration sociale	
Interprétariat communautaire	Les immigrés ainsi que les collaborateurs des structures ordinaires peuvent recourir dans certaines situations de dialogue (informations complexes, thématiques très personnelles, procédures administratives) à un service professionnel d'interprétariat communautaire pour des prestations de haute qualité.
Intégration sociale	Les immigrés participent à la vie sociale dans leur voisinage, que ce soit la commune ou le quartier, et s'engagent dans des organisations de la société civile.

²⁰ De par la loi, les ressortissants des Etats UE/AELE ne peuvent pas être obligés de suivre des mesures d'intégration.

Mesures et activités au niveau fédéral

En 2011, la coopération établie au niveau fédéral visait à resserrer la coordination des efforts d'intégration fournis par les différents services et offices fédéraux. Voici une description des activités menées dans ce contexte.

Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT)

Les initiatives favorisant l'intégration des jeunes dans la formation professionnelle se déroulent au sein des structures ordinaires du système de la formation professionnelle, indépendamment de la nationalité et de la provenance des intéressés. La panoplie d'instruments mise en place par les cantons comprend les outils suivants: information professionnelle et conseil professionnel, offres transitoires, accompagnement individuel, coaching et mentoring, formations de deux ans sanctionnées par une attestation fédérale ainsi que case management «Formation professionnelle». La Confédération supporte une part du coût de ces instruments par le truchement du forfait financier alloué aux cantons, par la promotion de projets en vertu des art. 54 et 55 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr) et par des projets stratégiques (à l'instar du case management «Formation professionnelle»). Dans le cadre de sa promotion de projets en vertu des art. 54 et 55 LFPr, la Confédération a consacré au total 37,7 millions de francs, entre 2004 et 2011, à «l'intégration dans la formation professionnelle des jeunes éprouvant des difficultés particulières». De plus, sur la même période, l'OFFT a participé à des projets qui s'adressaient directement aux jeunes issus de la migration par des contributions à hauteur de 1,8 million de francs. Il s'agissait notamment de programmes spécifiques de mentoring destinés aux migrants ou de projets concernant les activités auxquelles les parents sont associés en lien avec le processus d'orientation professionnelle. De surcroît, la Confédération a investi dans le projet de case management «Formation professionnelle» près de 20 millions de francs depuis 2007.

En outre, la LFPr offre aux adultes sans formation professionnelle la possibilité de se rattraper en obtenant un titre professionnel. A titre d'exemple, la procédure de validation des acquis de l'expérience destinée aux adultes permet au candidat de faire reconnaître des compétences acquises de manière informelle et de n'avoir ainsi à combler que «les seules» lacunes d'un profil de qualification professionnelle

en suivant une formation de rattrapage. De même, certaines professions connaissent des formations accélérées et standardisées pour adultes. L'élaboration de la loi fédérale sur la formation continue, qui contiendra plusieurs dispositions sur l'intégration, est par ailleurs en cours.

Office fédéral de la santé publique (OFSP)

Le programme national Migration et santé est la contribution de l'OFSP à la santé des migrants de Suisse. Dans les quatre domaines d'action «Prévention et promotion de la santé», «Soins de santé et formation», «Interprétariat communautaire» et «Recherche et gestion des connaissances», plusieurs mesures de promotion de l'égalité des chances des migrants d'accéder aux soins et aux prestations de santé sont mises en œuvre. Pour n'en mentionner que quelques-unes, citons la plateforme Internet www.migesplus.ch qui est un centre de compétences assurant le développement, la production et la diffusion d'informations ayant trait à la santé dans les langues de la population des migrants. Ce site web en neuf langues permet aux spécialistes de la santé ou aux migrants eux-mêmes d'accéder à des informations. Afin d'accroître les compétences d'interaction des spécialistes de la santé et du personnel médical dans leurs relations avec des patients en provenance de différents horizons socioculturels, un module de formation continue comprenant un outil d'e-learning est en cours d'élaboration. Il sera mis gratuitement à la disposition des spécialistes concernés au printemps 2013 et ce, en allemand, en français et en italien. De plus, l'OFSP accorde des aides financières aux cantons qui vérifient si leurs offres dans les domaines de la promotion de la santé et de la prévention s'adressent aussi à la population des migrants. L'organisation faîtière de l'interprétariat communautaire INTERPRET garantit la qualité de l'engagement et de la formation des interprètes communautaires sur mandat commun de l'OFSP et de l'ODM. Outre l'offre d'interprétariat communautaire assuré sur place, un service d'interprétariat par téléphone est financé dans le domaine de la santé. En 2011, environ 3 millions de francs ont été consacrés à la mise en œuvre de la stratégie Migration et santé.

Office fédéral de la justice (OFJ)

L'OFJ a collaboré depuis 2009 au dialogue entre les autorités fédérales et les musulmans établis en Suisse. Il a lancé ces échanges en automne 2009, soit avant le scrutin populaire du 29 novembre 2009 qui a abouti à l'interdiction de la construction de nouveaux minarets. En 2010, l'ODM a repris la conduite du dialogue, qui a pris fin le 16 décembre 2011 après que le Conseil fédéral a pris connaissance du rapport adopté par consensus. L'OFJ a également participé aux deux rencontres consécutives organisées en 2012 entre les autorités fédérales, cantonales et communales et les musulmans de Suisse. L'objectif de cette démarche est de connaître les revendications des musulmans et de leur indiquer à quel niveau étatique et dans quelles structures existantes ils peuvent les défendre de manière pertinente.

Office fédéral de la communication (OFCOM)

La stratégie du Conseil fédéral pour une société de l'information en Suisse est fondée sur le principe de l'égalité des chances. L'ensemble de la population, migrants compris, devrait être en mesure d'exploiter les technologies de l'information et de la communication (TIC) à leur avantage et au bénéfice de leur propre développement aussi bien dans le domaine privé que sur le plan professionnel. La condition nécessaire à cela est que chacun ait accès aux TIC sans discrimination, sans restriction et selon le principe de l'égalité des chances et soit compétent dans la gestion des TIC. Aussi y a-t-il lieu de prendre également en compte dans l'utilisation des TIC les besoins des catégories de population potentiellement défavorisées et de donner à chacun, toute sa vie durant, la possibilité d'apprendre à maîtriser les TIC.

Sur la base de cette stratégie, des représentants de la Confédération, de groupes d'intérêts et du monde économique se sont regroupés, à l'initiative de l'OFCOM, en un réseau «Intégration numérique en Suisse» et ont élaboré ensemble un plan d'action «e-inclusion». Plusieurs mesures prévues, telles l'encouragement de la lecture ou des compétences de base avec le recours aux TIC dans le monde du travail, présentent un intérêt particulier pour les migrants en Suisse.

Office fédéral de la culture (OFC)

La loi fédérale du 5 octobre 2007 sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques (Loi sur les langues, LLC) et l'ordonnance du 4 juin 2010 sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques (Ordonnance sur les langues, OLang) visent à renforcer le quadrilinguisme qui caractérise la Suisse, à consolider la cohésion nationale et à encourager le plurilinguisme individuel et institutionnel dans la pratique des langues nationales. Les articles pertinents en matière d'intégration

touchent aux mesures d'enseignement des langues à l'école et à la possibilité pour la Confédération de soutenir les cantons dans le renforcement de l'enseignement d'une deuxième et troisième langue nationale à l'école, pour encourager les allophones à apprendre la langue nationale locale et enfin pour favoriser la connaissance de leur langue première par les allophones. L'ordonnance définit les champs dans lesquels peuvent être adoptées ces mesures. Le soutien prévu à cet effet permet de développer du nouveau matériel didactique et de favoriser la formation continue des enseignants afin d'atteindre les objectifs visés. 450 000 francs par année sont à disposition pour l'enseignement des langues et environ francs 200 000 pour la promotion de l'acquisition par les allophones de leur langue première.

Office fédéral des assurances sociales (OFAS)

Dans le domaine de l'assurance-invalidité, le système de détection précoce de personnes en incapacité de travail permet également de prendre en compte les intérêts des étrangers. Des mesures appropriées sont ensuite adoptées. Chaque année, environ 1,5 milliard de francs sont consacrés aux mesures de réadaptation dans le cadre du système de détection précoce de personnes en incapacité de travail. En outre, dans le cadre des programmes de recherches sur l'AI, il existe des possibilités de financement d'études axées sur la migration.

En matière de promotion de la jeunesse, l'OFAS soutient divers projets et organisations par le crédit destiné à l'encouragement des activités de jeunesse. Les organisations de jeunesse bénéficiant d'une aide financière (forfait annuel) réalisent des projets ciblés sur l'intégration ou s'engagent pour la diversité culturelle. A titre d'exemple, le projet «Jubla Plus» national de Jungwacht Blauring vise à promouvoir le dialogue interculturel entre les enfants durant leurs loisirs. Chaque année, environ 3,4 millions de francs, prélevés sur le crédit destiné à l'encouragement des activités de jeunesse, sont mis à disposition pour ce genre de projets. Par l'intermédiaire de conventions de prestations, les associations faitières soutiennent leurs membres dans le cadre d'activités axées sur l'intégration, par exemple le projet «Varieta» qui vise à tirer parti des expériences faites par les organisations de jeunesse (OJ) en matière d'ouverture socioculturelle, ou la plateforme de l'interculturel qui promeut la diversité culturelle au sein des OJ du Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ). Chaque année, environ 900 000 francs sont ainsi prévus à cet effet pour les conventions de prestations passées avec les associations faitières.

Par la stratégie sur «Les jeunes et la violence», l'OFAS assiste les cantons, les villes et les communes dans l'élaboration de mesures et la conceptualisation de la prévention de la

violence. En effet, cette stratégie revêt de l'importance pour l'intégration, d'autant plus qu'il a été recommandé que la prévention de la violence ne soit pas limitée arbitrairement à certaines causes ou à certains groupes-cibles (les étrangers, par exemple). Un autre aspect essentiel de la prévention de la violence consiste à améliorer les conditions cadres et à promouvoir les compétences.

Par ailleurs, la loi du 30 septembre 2011 sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ) contient des aspects ayant trait à l'intégration. A titre d'exemple, les aides financières sont calculées en tenant compte des besoins des enfants ou des jeunes nécessitant particulièrement un encouragement (art. 14, al. 1, let. d LEEJ). Cette loi entrera probablement en vigueur dans le courant de l'année 2013.

Office fédéral du sport (OFSP)

Le centre de compétences Intégration par le sport (CIS) de l'OFSP vise à ancrer durablement le thème de l'intégration dans le sport et la promotion du sport et à améliorer l'accès des migrants à l'exercice d'un sport et d'une activité physique. Depuis 2009, le CIS collecte des données sur l'accès des migrants au sport, démontre le potentiel du sport en matière d'intégration sociale, transmet ces connaissances et conseille, soutient et met en réseau des acteurs externes. Il a par exemple élaboré la brochure et le DVD «Le mouvement, c'est la vie», qui abordent la thématique de l'activité physique et du sport pour les migrants. Le guide «La diversité culturelle dans les associations sportives» leur propose des réponses à des questions d'ouverture interculturelle et de gestion de la diversité. Le module «Bouger ensemble» du programme «L'école bouge» aide les enseignants à gérer positivement la diversité au sein d'une classe en intégrant une activité physique dans le quotidien scolaire. Un livret illustré accompagne ce module. Plusieurs structures de formation et de perfectionnement actives dans les domaines de la migration et de l'intégration, du sport et de la formation permettent ainsi de transmettre les connaissances acquises et les rudiments aux acteurs qui agissent comme des multiplicateurs. Enfin, un atelier de réseautage a lieu chaque année. Le centre de compétences Intégration par le sport dispose d'un budget annuel de 500 000 francs.

Office fédéral de la statistique (OFS)

L'OFS élabore depuis 2009 un ensemble d'indicateurs permettant de mesurer le degré d'intégration des personnes issues de la migration. Les premiers indicateurs seront disponibles vers la fin 2012. Les résultats d'un projet pilote comportant des indicateurs sur l'intégration de cette population sur le marché du travail sont accessibles depuis 2010 sur le site web de l'OFS. Diverses statistiques de l'OFS²¹ fournissent

également des données statistiques pertinentes en matière d'intégration.

Office fédéral du logement (OFL)

L'encouragement du logement à loyer ou à prix modérés et divers projets de recherche permettent d'améliorer l'accès de tous les groupes de population au marché du logement et contribuent à mettre en place une coexistence consensuelle en prenant en compte la diversité culturelle des voisinages. Les souhaits et exigences en matière d'intégration font partie intégrante du programme de recherche 2012–2015. Par ailleurs, la loi sur le logement (LOG) contient plusieurs mesures et crédits d'encouragement, qui ne sont toutefois pas spécifiquement réservés à l'intégration.

Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG)

Les aides financières destinées à encourager l'égalité entre femmes et hommes dans la vie professionnelle permettent également de soutenir des projets visant à faciliter l'accès des migrants au marché du travail et à améliorer leur situation professionnelle. A titre d'exemple, un cours préparatoire à la formation avec attestation d'aide en soins et accompagnement AFP est élaboré à l'intention des migrants dans le cadre du projet «MICS». Le projet «Orienta» vise quant à lui à élaborer des supports d'enseignements sur l'égalité entre femmes et hommes pour les cours d'allemand et de français destinés aux migrants. Tous les projets figurent dans la banque de données www.topbox.ch. Un crédit total de près de 4 millions de francs est mis à disposition chaque année.

Dans le domaine de la violence domestique, le BFEG coordonne les mesures à l'échelle fédérale conformément au «Rapport sur la violence dans les relations de couple, ses causes et les mesures prises en Suisse» du 13 mai 2009. Plusieurs mesures concernent les migrants, notamment dans le domaine des réglementations relatives au droit de séjour.

Service de lutte contre le racisme (SLR)

Le Service de lutte contre le racisme (SLR) gère et coordonne les activités de prévention du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie aux niveaux fédéral, cantonal et communal. Par une aide financière de 900 000 francs par an, le SLR mène des campagnes de sensibilisation en soutenant les projets de services, d'organisations et d'écoles dans les cantons et les villes.

²¹ www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/07/blank/dos2/02.html

Le Conseil fédéral a chargé le SLR (en collaboration avec l'ODM, qui gère le projet) d'assurer que le thème de la discrimination soit traité dans le cadre des programmes d'intégration cantonaux (PIC) qui débiteront en 2014. Dans la perspective de l'élaboration des PIC, le SLR propose de conseiller les délégués à l'intégration dans la mise sur pied de la protection contre la discrimination. Pratiquement tous les services d'intégration cantonaux (et certains services communaux) profitent de cette offre, que ce soit sous forme d'un coaching individuel ou collectif.

La mise en place d'un aperçu de l'avancement des mesures prises dans la protection contre la discrimination et la lutte contre le racisme répond à une demande de longue date des cantons, des communes, de la société civile et des organes de contrôle internationaux. C'est pourquoi, dans son rapport du 22 août 2007 sur la politique d'encouragement de l'intégration, le Conseil fédéral a chargé le SLR de mettre en place un suivi de la situation dans le domaine du racisme et des mesures contre le racisme prises par la Suisse. Fin 2012 verra la publication d'un premier rapport pilote sur la base duquel le suivi sera effectué tous les deux ans.

Projets urbains (Responsabilité: Office fédéral du développement territorial ARE)

Dans le cadre du «Rapport sur les mesures d'intégration» 2007, la Confédération a soutenu, durant une phase pilote de quatre ans (2008–2011), des projets urbains dans les zones d'habitation existantes aux prises avec une problématique de développement. Suite à l'évaluation intermédiaire, qui dresse un bilan globalement positif du programme, les directions des services fédéraux impliqués dans le programme ont décidé de réaliser une deuxième phase pilote durant la période législative 2012–2015. Entre 2008 et 2011, le programme a soutenu onze projets. Il soutient actuellement dix projets pour la période 2012–2015.

L'objectif de ces projets est d'améliorer la qualité de vie et de promouvoir l'intégration sociale. Dans ce cadre, six services fédéraux (Office fédéral du développement territorial ARE, Office fédéral des migrations ODM, Office fédéral du logement OFL, Office fédéral du sport OFSPO – jusqu'à fin 2011, Service de lutte contre le racisme SLR et Commission fédérale pour les questions de migration CFM) ont développé ensemble le programme «Projets urbains – Intégration sociale dans des zones d'habitation». A travers le programme, la Confédération souhaite:

- stimuler un processus global et durable dans des zones qui sont confrontées à des problèmes de développement urbain et d'intégration sociale et qui ne disposent pas d'instruments appropriés dans ce domaine. La Confédéra-

tion espère ainsi faire obstacle à des évolutions négatives, renforcer la sécurité et ouvrir la voie à une plus grande cohésion sociale;

- promouvoir de nouvelles formes de collaboration, verticale/horizontale et transdisciplinaire, ainsi que la participation active de la société civile (notamment la population économiquement et socialement défavorisée) dans les décisions liées à des mesures soutenues financièrement;
- favoriser le partage et la capitalisation de savoir-faire à travers la constitution d'un réseau national de communes engagées dans ce type d'approche. Cette plateforme d'échange doit faciliter les processus d'apprentissage au sein des communes qui y prennent part et contribuer à l'élaboration de stratégies d'intégration et de valorisation des quartiers sensibles qui sont à la portée des petites et moyennes villes.

Les champs d'activité des différents services fédéraux sont abordés dans une perspective globale et interdisciplinaire seule à même de répondre au cumul de problématiques que connaissent certains quartiers.

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

En matière d'assurance-chômage, tous les demandeurs d'emploi bénéficient du même traitement. La loi sur l'assurance-chômage (LACI) ne prévoit pas d'encouragement spécial pour les personnes défavorisées. Les particularités de chaque assuré sont prises en compte dans le cadre du placement et des mesures relatives au marché du travail. Par conséquent, le conseil et le placement intègrent également les besoins des migrants. Les aspects interculturels font partie des exigences standard posées en matière de qualification des conseillers ORP. En matière d'encouragement linguistique, un guide d'encouragement à la formation linguistique à visée professionnelle a été élaboré. Publié en 2010 en langues allemande et française, ce guide est utilisé par les cantons depuis 2011.

Point fort 1: Contributions fédérales aux dépenses des cantons 2009 – 2011

Pour la période 2009–2011, ce sont les programmes cantonaux qui sont décisifs dans la mise sur pied de mesures dans le domaine «Langue et formation». La participation de la Confédération aux coûts s'élève au maximum à 45 % et fait l'objet d'un accord annuel avec les cantons. Le calcul de la contributi-

on fédérale s'effectue sur la base du nombre de migrants, du nombre de nouveaux arrivants, ainsi que la pratique appliquée dans l'ancien Programme des Points forts 2004–2007. L'acceptation des crédits reste soumise à l'approbation du Parlement.

Canton	2009 (CHF)	2010 (CHF)	2011 (CHF)	Total (CHF)
Argovie	641 748	596 803	551 858	1 790 409
Appenzell Rhodes-Extérieures	10 268	10 268	10 268	30 804
Appenzell Rhodes-Intérieures	6 750	6 750	6 750	20 250
Bâle-Campagne	257 586	242 453	227 320	727 359
Bâle-Ville	541 328	441 207	341 086	1 323 621
Berne	756 340	714 518	672 696	2 143 554
Fribourg	255 120	262 776	270 432	788 328
Genève	489 498	489 498	489 498	1 468 494
Glaris	33 203	33 879	34 555	101 637
Grisons	160 672	171 165	171 165	503 002
Jura	106 743	74 684	72 835	254 262
Lucerne	454 424	391 745	329 067	1 175 236
Neuchâtel	249 165	230 181	211 197	690 543
Nidwald	33 558	30 309	27 059	90 926
Obwald	29 726	27 844	25 961	83 531
Schaffhouse	200 411	146 520	131 375	478 306
Schwyz	122 634	128 764	134 894	386 292
Soleure	243 764	230 039	216 315	690 118
Saint-Gall	507 554	515 493	523 433	1 546 480
Tessin	221 276	221 276	221 276	663 828
Thurgovie	333 052	288 560	244 068	865 680
Uri	33 893	26 172	21 030	81 095
Vaud	704 477	704 477	704 477	2 113 431
Valais	334 833	347 612	360 392	1 042 837
Zoug	157 386	159 190	160 994	477 570
Zurich	1 738 141	1 784 073	1 830 006	5 352 220
Total	8 623 550	8 276 256	7 990 007	24 889 813

Point fort 1: liste de projets

La liste ci-dessous se compose de tous les projets du point fort 1 «Langue et formation» mis sur pied par les cantons et mentionnés dans les rapports cantonaux 2011. Les rapports mentionnent également la contribution de la Confédération.

Si plusieurs mesures sont organisées par une même institution, ils figurent de façon détaillée. Les 4240 cours et mesures ont concerné environ 160 000 personnes.

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Canton d'Argovie				
Muki-Deutsch Aarau	machbar Bildungs-GmbH	1 001 443	168 341	17
Muki-Deutsch Aarau				17
Muki-Deutsch Aarburg				27
Muki-Deutsch Aarburg				29
Muki-Deutsch Baden				26
Muki-Deutsch Baden				32
Muki-Deutsch Berikon				23
Muki-Deutsch Berikon				20
Muki-Deutsch Böttstein/Kleindöttingen				15
Muki-Deutsch Böttstein/Kleindöttingen				9
Muki-Deutsch Bremgarten				21
Muki-Deutsch Bremgarten				17
Muki-Deutsch Brugg				30
Muki-Deutsch Buchs				19
Muki-Deutsch Buchs				22
Muki-Deutsch Dottikon				20
Muki-Deutsch Dottikon				18
Muki-Deutsch Döttingen				23
Muki-Deutsch Döttingen				32
Muki-Deutsch Lenzburg				26
Muki-Deutsch Lenzburg				27
Muki-Deutsch Mellingen				29
Muki-Deutsch Mellingen				17
Muki-Deutsch Mellingen				14
Muki-Deutsch Muri				17
Muki-Deutsch Muri				20
Muki-Deutsch Oftringen				20
Muki-Deutsch Oftringen				19
Muki-Deutsch Oftringen				18
Muki-Deutsch Rheinfelden				21
Muki-Deutsch Rheinfelden				17
Muki-Deutsch Rothrist				27
Muki-Deutsch Rothrist				10
Muki-Deutsch Ruppertswil				12
Muki-Deutsch Ruppertswil				15
Muki-Deutsch Seon				13
Muki-Deutsch Strengelbach				13
Muki-Deutsch Strengelbach				11
Muki-Deutsch Suhre				26
Muki-Deutsch Suhre				16
Muki-Deutsch Turgi				27
Muki-Deutsch Untersiggenthal				33
Muki-Deutsch Würenlingen				15
Muki-Deutsch Würenlingen				16
Muki-Deutsch Zofingen				20

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabétisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côuts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Partici- pants*
Muki-Deutsch Zofingen				28
2 Kurse «Deutsch für Männer MK-1»		12 640	2 428	10
Deutsch für Männer MK-2				8
26 Kurse «Deutsch für Familienfrauen»	ECAP Aargau	259 632	54 813	217
11 Integrationskurse		464 333	120 456	139
Integrationskurs Plus				12
8 Intensivkurse Tag	Lernen im Quartier Wohlen	113 142	23 942	15
Intensivkurs Tag				14
Intensivkurs Tag				11
Intensivkurs Tag				8
4 Intensivkurse Abend				8
Intensivkurs Abend				5
Intensivkurs Tag				12
Intensivkurs Tag				17
Intensivkurs Tag				8
Intensivkurs Tag				6
Intensivkurs Abend				10
Intensivkurs Abend				12
Intensivkurs Tag				13
Intensivkurs Tag				8
5 wöchentliche Kurse	Lernen im Quartier Wohlen	26 012	4 824	8
Wöchentlicher Kurs				12
Wöchentlicher Kurs				6
Wöchentlicher Kurs				6
Wöchentlicher Kurs				8
5x Kurs 3 D-Fortgeschrittene A2/3.4	Verein Integration Freiamt	43 011	9 394	3
Kurs 1 D-Anfänger A1/1.4				4
Kurs 2 D-Anfänger A1/1.4				8
3x Kurs 4 D-Anfänger A1/2.4				4
Kurs 5 D-Anfänger A1/1.4				8
Kurs 6 D-Anfänger A1/2.4				9
Kurs 7 Fortgeschrittene A1/2.4				7
Kurs 8 Fortgeschrittene A1/2.4				7
2x Sprachangebote für Frauen–Theorie	«Ischtar» Lehr- und Beratungsstelle	32 850	11 598	15
Sprachangebote für Frauen–Praktisch				15
2x Sprachangebote für Männer–Theorie	«Ischtar» Lehr- und Beratungsstelle	29 350	5 854	15
Sprachangebote für Männer–Praktisch				15
2x Sprachangebote für Männer–Theorie	«Ischtar» Lehr- und Beratungsstelle	35 500	8 551	16
Sprachangebote für Männer–Praktisch				16
Deutschkurs für Mütter mit Kinderbetreuung	Gemeinde Möriken Wildeggen	17 894	1 754	12
Deutsch Konversationskurs	Integrationsnetz der Region Zofingen	6 391	982	14
Deutschkurs 2/2010	Verein Familienzentrum Brugg	12 800	3 390	7
2x Deutschkurs 1				8
Deutschkurs 2				11
2x Deutschkurs für Fremdsprachige	Gemeinde Böttstein	7 561	1 530	9
Deutschkurs für Fremdsprachige				18
Deutsch Intensiv Plus	Stiftung ECAP Basel	16 832	2 193	6
Deutsch für Mütter	Gemeinde Wettingen	16 400	2 105	19
5x Sprache und Bildung	DIMA	23 125	3 508	6
2x Deutsch für Mütter Gebenstorf	Deutsch für Mütter Gebenstorf	11 023	2 912	5
Deutsch für Mütter Gebenstorf				3
Abendkurs Deutsch gemischt				8
2x Sprachangebote für Frauen–Theorie	National Coalition Building Institute	35 550	12 782	15
Sprachangebote für Frauen–Praktisch				15
Integra	Sozialdienst für Kroatischsprachige	11 080	2 652	9
Integra				7
Café-international	alli-mitenand Zufikon	12 020	2 200	176
Anfänger-Deutschkurs		14 810	1 787	15
Frauengruppe Deutsch sprechen	Verein Familienzentrum Brugg	5 115	1 142	258
Deutsch Konversation	Nosotras-Aargau	12 680	4 703	11
Deutsch Konversation				31

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabétisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Partici- pants*
3 x Deutsch für Frauen Einstiegskurs	Netzwerk Integration Oberwytental	63 104	12 398	13
Deutsch für Frauen Modul A1				19
Deutsch für Frauen Modul A2				15
2 x DIF: Anfängerinnen intensiv				10
DIF: Intensivangebot als Zusatz				29
DIF: Spielend Deutsch				6
2 x Grüezi-Träff	Kommission weltoffenes Niederlenz	11 809	3 824	231
Grüezi-Träff				117
Weltoffenes NL/Grüezi-Träff				26
Deutsch für das neue Leben: Eine neue Sprache	Frauenhaus Aargau Solothurn	61 988	13 385	17
Deutsch für das neue Leben: Schrift und Worte lernen				4
Deutsch für das neue Leben: Arbeitssuche				6
Deutsch für das neue Leben: Das Leben hier				5
Deutsch für das neue Leben: Zusammen leben				5
Deutsch für das neue Leben: Kinderbetreuung				40
Deutsch für das neue Leben Stao				37
6x Lesen und Schreiben	ECAP Aargau	85 130	22 977	13
Lesen und Schreiben				10
Lesen und Schreiben				8
Lesen und Schreiben				9
Lesen und Schreiben				11
Lesen und Schreiben				8
Alphabetisierung	Stiftung ECAP Regionalstelle Basel	8 046	2 631	2
Mukitreffen	Netzwerk Integration Oberwytental	20 888	4 682	1 269
Family Literacy	Stadtbibliothek Baden	8 110	766	357
Interkultureller Frauentreff	Interkultureller Frauentreff Baden	5 008	851	92
café international Wohlen	Gemeinnütziger Frauenverein Wohlen	11 412	2 852	30
Interkultureller Frauentreff Näh- und Werkatelier	Integrationsnetz der Region Zofingen	14 443	2 281	239
Interkultureller Frauentreff Näh- und Werkatelier				301
Minitreff		11 639	1 736	615
Nähatelier	Schweizerisches Rotes Kreuz Aargau	71 042	14 847	92
Interkultureller Deutschtreff für Frauen	Interkultureller Deutschtreff Aarau	25 860	5 320	79
Alli-mitenand-Treff	alli-mitenand Zufikon	5 420	1 199	288
Café International	Verein Integration Freiamt	2 670	443	165
Leseprojekt	Integrationskommission Küttigen	750	175	72
Frauen Pause	Caritas	15 293	2 937	179
Elternbildung für fremdsprachige Mütter	Nosotras-Aargau	7 825	1 681	112
Begegnung der Kulturen	OK Begegnung der Kulturen	21 505	2 043	1 000
Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures				
3 Sprachkurse für fremdsprachige Frauen	Verein A.I.D.A., St. Gallen	2 000	0	20
Integrationskurs für fremdsprachige Frauen	Schule Waldstatt	5 940	2 000	6
3 x Integration ist kein Zufall	Schule Speicher	25 920	8 300	37
2 Deutsch- und Integrationskurse für Mitarbeitende	Spitalverbund AR	14 450	0	10
3. Interkulturelles Begegnungsfest «kulinarisch kulturell»	Stiftung Tosam	12 627	0	380
«Hebmi» – Hebammenvermittlung an Migrantinnen	CH Hebammenverband, Sektion Ostschweiz	1 599	0	0
Canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures				
Intensivkurs Deutsch Anfänger	Erziehungsdepartement	13 720	1 260	35
2 Intensivkurse Deutsch leicht Fortgeschrittene		26 900	2 500	43
2 Intensivkurse Deutsch Fortgeschrittene		23 060	2 140	43
Abendkurs Anfänger		2 370	200	10
Abendkurs leicht Fortgeschrittene		2 530	220	18
Abendkurs Fortgeschrittene		4 840	400	25
Kurs 3–5		900	80	10
Canton de Bâle-Campagne				
9x Deutsch Intensiv Plus	ECAP	285 555	2 145	108
4x Textwerkstatt		23 886	1 235	32
15 Alphabetisierungskurse für fremdsprachige Erwachsene		139 465	6 452	104
6x Deutsch im Alltag und Beruf	K5 Basler Kurszentrum	1 527 650	4 290	360
3 Deutsch- und Integrationskurse		282 765	1 430	88

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côuts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
10 Deutschkurse für Beschäftigte in der Reinigungsbranche	ECAP Basel/Unia	80881	4290	118
3 Spielgruppen	Tamilischer Verein NW	63940	9186	30
4 Deutsch- und Integrationskurse KONKRET	ABSM	116619	3260	46
2x «Kicken Sie Deutsch»	deutschimpuls	10250	858	17
8x Allegra 1	ALD – BL	171 632	30 392	76
5x Allegra 2		80832	15 567	41
24x Connectica		311 280	51 477	215
13x Deutsch am Abend		111 141	10 913	122
4 Deutschkurse für Thailänder/innen	Thailändisches Generalkonsulat	50 140	3 432	17
9x ReUnion	Klubschule Migros	14 000	1 430	120
2 Deutschkurse Syna-Enaip Basel	BKZ Enaip	10 660	1 430	28
99x Deutsch Intensiv	ECAP	975 529	3 575	1 148
2x Babysitting plus	Rotes Kreuz Baselland	9 350	1 430	14
7x Deutsch für die Pflege	Bénédict-Schule Basel	54 465	1 430	48
38 Deutschkurse für Berufstätige (Standardkurse)	ECAP Basel	349 330	5 491	482
5x Rebistolino Deutsch für Kinder im Vorschulalter	Rebisto GmbH	25 140	3 432	19
37x Deutsch in der Spielgruppe	ALD – BL	225 149	60 057	278
Sprachförderung 3plus	Gemeindeverwaltung Füllinsdorf	28 516	4 118	16
Informationsveranstaltungen für Migrantinnen und Migranten	Freiplatzaktion Basel	4 865	0	20
Gratiszeitung Merhaba	Verein Schweiz Merhaba	82 500	0	k. A.
Kulturvermittlung Birsfelden – Informationsveranstaltungen	Kindergarten und Primarschule Birsfelden	43 040	0	k. A.
Zeitschrift Terra Migrante	Terra Migrante, Carlos Lozano	99 100	0	k. A.
Radiosendung «se bashku»	Albaradio	78 500	0	k. A.
Gratiszeitschrift 11 Ausgaben im Jahr 2011	Verein Albsuisse	257 000	0	k. A.
Frauentreff	Tamilischer Verein NW	19 865	0	13
Fortbildung Integrationskompetenz: Lokale Projektentwicklung	NCBI Schweiz	18 847	0	16
Migrationszeitung MIX (BL, BS, AG, SO, BE)	Aller Anfang ist Begegnung	200 000	0	k. A.
Kulturwiege – Kurdische Informations- und Kulturwoche	SKG – Schweizerisch Kurdische Gemeinschaft	37 661	0	2 000
Geschichtenbaum	JUKIBU Interkulturelle Bibliothek für	16 936	0	k. A.
JUKIBU Leseanimationen in verschiedenen Sprachen	Kinder und Jugendliche			
Konzeptentwicklung zur Informationsvermittlung in migrationspezifischen Kursen	Gsünder Basel	32 200	0	12
VIA	Rotes Kreuz Baselland	5 400	0	100
Informationen für religiöse Betreuungs- und Schlüsselpersonen	GGG Ausländerberatung	150 212	0	k. A.
X-Talks	Stiftung Radio X	37 000	0	30 000
Freizeitangebote zur Förderung sozialer Integration und des Spracherwerbs	Freiplatzaktion Basel	15 862	0	k. A.
Ich kenne meine Rechte	ECAP	24 963	0	k. A.
Kontaktstelle für Migrantinnen und Migranten	frauenplus Baselland	15 061	0	601
MEL-Ausbildungen für interk. Übersetzen u. Vermitteln	HEKS-Regionalstelle beider Basel	192 870	0	43
Stopp Rassismus	Stopp Rassismus, Nordwestschweizer Beratungsstelle gegen Diskriminierung und Rassismus	58 043	0	k. A.
2x DIB-Deutsch und Integration durch Begegnung	Ausländerdienst Baselland	7 401	0	47
Integrationsveranstaltung	Integrationskommission der Stadt Liestal	88 022	0	6 000
5. Festival/Aufführung Basel	albamig/secondo theaterfestival	24 273	0	180
mitten unter uns	Rotes Kreuz Baselland	81 000	0	200
El Ele – Hand in Hand	Saime Cayir-Kaya	3 000	0	k. A.
Wöchentliche Gesprächsgruppe für tamilische Männer	Freiplatzaktion Basel	7 659	0	4
Schul-Hausaufgabenhilfe	Gemeinde Grellingen	11 227	0	33
Tamilisch-Schweizerisches Festival	Tamilischer Verein NW	17 530	0	650
Theaterprojekt Choco Loco	Verein Medien- und Theater Falle	9 118	0	226
Eduлина – mehrsprachige Familienworkshops	HEKS – Regionalstelle beider Basel	211 938	0	241
Quartierentwicklung Längi	Projet urbain Pratteln	290 000	0	k. A.
50/50 – Integration durch Arbeit und Sprache	ECAP	30 760	0	k. A.

Canton de Bâle-Ville

Eltern-Kind-Bildung	K5 Basler Kurszentrum/El-Ki-Bi	23 830	3 200	5
Konversation + Grammatik, Deutschkurs mit Kinderbetreuung	Eltern Kind Zentrum MaKly	14 327	1 550	16
4 Deutsch- und Integrationskurse ASPECTA	ABSM	169 073	10 040	131
8x ReUnion	Klubschule Migros Basel	22 857	800	46
Einzelunterricht	Verein beraber	25 445	1 620	k. A.

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabétisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Partici- pants*
Deutsch und Integration Riehen	Gemeinde Riehen	43 223	4 004	12
3 Deutsch- und Integrationskurse	K5 Basler Kurszentrum	282 767	30 000	81
Kicken Sie Deutsch	DeutschimPuls	13 195	800	15
Frühsprachförderprogramm	Kontaktstelle für Eltern und Kinder	18 545	945	53
20x Miteinander Vorwärts	Verein miteinander vorwärts	80 560	5 299	138
3 Deutsch- und Integrationskurse KONKRET	ABSM	116 618	5 472	65
100x Deutsch Intensiv	Stiftung ECAP	975 530	15 379	810
40x Ich lerne Deutsch fürs Kind	Erziehungsdepartement Basel-Stadt	201 293	24 296	421
3 Deutschkurse für Thailänder/innen	Thailändisches Generalkonsulat	50 170	3 000	19
2 Deutschkurse Syna-Enaip Basel	ENAIIP Schweiz	17 952	1 000	24
6x Spielend Deutsch lernen	Kontaktstelle für Eltern und Kinder St. Johann	32 127	2 000	31
2x Deutsch für VA/Flü	K5 Basler Kurszentrum	211 256	6 090	42
9x Deutsch im Alltag und Beruf/für Frauen		1 527 283	36 240	80
2 Deutschkonversationskurse und Hilfe zur Selbsthilfe	Freiplatzaktion Basel	25 894	1 690	108
2x Deutsch für MigrantInnen mit chronischen Schmerzen	Stiftung ECAP	27 727	3 456	22
4 Frauendeutschkurse	Tamilischer Verein Nordwestschweiz	27 236	3 000	38
6x Deutsch für die Pflege	Bénédict-Schule Basel	55 201	2 800	31
Deutsch- und Integrationskurs TAKIMI	ABSM	35 579	3 000	17
Sprachfit auf dem Fussballplatz	DeutschimPuls	5 744	0	k. A.
Family Literacy – Schenk mir eine Geschichte	GGG Stadtbibliothek Basel, SIKJM, JUKIBU	34 980	15 000	9
Lernen im Park Grundkurs	K5 Basler Kurszentrum	95 394	8 900	85
2x Deutsch am Nachmittag		72 271	4 560	51
3x Deutsch und TELC		54 223	2 020	15
9 Deutschkurse für Beschäftigte in der Reinigungsbranche	Stiftung ECAP	80 881	5 803	74
Deutsch für angehende Taxichauffeure und -chauffeusen		3 315	0	k. A.
3x Textwerkstatt		23 568	1 620	21
9x Deutsch Intensiv Plus		302 971	29 808	88
14 Alphabetisierungskurse für fremdsprachige Erwachsene		139 466	11 298	67
4x Alphabetisierung	K5 Basler Kurszentrum	96 242	9 070	47
Geschichtenbaum JUKIBU	JUKIBU Interkulturelle Bibliothek für Kinder und Jugendliche	16 936	0	k. A.
Ich kenne meine Rechte	Stiftung ECAP	24 963	6 600	10
Integrative Migrationstreffpunkte	Kontaktstelle für Eltern und Kinder	21 699	12 000	14
Offener Frauentreff	Union, Kultur- und Begegnungszentrum	35 662	6 000	22
PS-Theater	Medien- und Theaterfalle	4 500	0	66
Gewalt in der Familie und deren Auswirkung auf die Kinder	Verein Regenbogen	10 900	0	25
Café Secondas Basel	Café Secondas Basel	29 640	1 226	k. A.
gehört, besucht, entdeckt	SRK Basel-Stadt	10 054	0	15
Informationsmodule	Verein BEKSAM	2 577	2 500	26
Empowerment der ehrenamtlichen Mitarbeiterinnen	Eltern Kind Zentrum MaKly	18 651	0	10
buntkicktgut Strassenfussballprojekt 2011	Mobile Jugendarbeit Basel	22 568	0	70
KIM – Koord.- + Vermittlungsstelle interkult. Übersetzen/Vermitteln	HEKS-Regionalstelle beider Basel	166 644	0	719
MEL-Ausbildungen für interk. Übersetzen u. Vermitteln		192 870	0	41
Midnight Sports Riehen	Midnight Sports Riehen	18 707	0	600
Transkulturelles Theater- und Bildungsprojekt «fremd?!»	Verein «fremd?!»	266 687	0	100
Information und Freizeit – Motivierung zum Spracherwerb	Freiplatzaktion Basel	16 083	0	60
Gesprächsgruppe für tamilische Männer	Freiplatzaktion Basel	7 798	0	4
Wochenende «Neujahresgeschenk»	H. Cihan Minkner und Saadet Türkmen	32 821	0	77
Friedensarbeit hautnah – interreligiöse Friedenswerkstatt	Katharina-Werk Basel	17 700	0	45
Integrativer Migrationstreffpunkt mit Infoveranstaltungen	Kontaktstelle Eltern und Kinder St. Johann	10 171	6 000	20
Umsetzung Integrationsgesetz	GGG Ausländerberatung	29 364	0	80
Wie ticken die Schweizer/innen?		14 938	8 000	30
Thementagung Binationale Paare	Union, Kultur- und Begegnungszentrum	7 024	0	70
Informationsveranstaltungen für Migrantinnen und Migranten	Freiplatzaktion Basel	4 739	2 000	20
Infomodule 2011	Mission Evangélique Assemblée Chrétienne de Bâle	4 500	4 000	12
Frauentreff	Tamilischer Verein NW	19 865	6 000	15
Besser informiert – Basel		6 950	3 000	23
Informationsmodule	Somalischer Verein Basel	4 000	4 000	28
Wie viel Sprache braucht Integration	K5 Basler Kurszentrum	11 319	0	70
X-Talks	Stiftung Radio X	37 000	12 000	30 000
Informationen für religiöse Betreuungspersonen	GGG Ausländerberatung	15 212	10 000	26
Mediencoaching für Eltern	elternet.ch	376 073	0	30

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côuts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Informationsprogramm für Kurden	Kurdischer Kulturverein Basel	2 000	2 000	16
Hinduismus miterleben	Stiftung Hindugemeinde	11 528	0	20
Binationale Paare – der leise Wandel der Gesellschaft	Beratungsstelle für Binationale Paare und Familien	11 574	0	k. A.
Theaterprojekt: Choco Loco – Das Kakaogeheimnis vom Amazonas	Verein Medien- und TheaterFalle	10 700	0	226
Der Spiegel der Emigration: Fachtagung «Frauen & Arbeit in der multikulturellen Schweiz»	Museo Italiano	20 943	0	85
Älter werden in der Migration	Stiftung FOPRAS	16 943	0	21
Fortbildung Integrationskompetenz: Lokale Projektentwicklung	NCBI Basel	18 847	0	16
50/50 Integration durch Arbeit und Sprache	ECAP Basel	19 800	0	12
Didar	Didar	9 500	0	15
Stopp Rassismus	Verein STOPP Rassismus, Anlaufstelle Baselland	59 594	0	k. A.
Schwimmen für Männer und Frauen	Gsünder Basel	72 100	0	12
Velofahren für Erwachsene		22 400	0	12
El ele – Hand in Hand	Saime Cayir-Kaya	11 100	1 500	23

Canton de Berne

Deutsch als Fremdsprache piano für Einsteiger	Volkshochschule Region Thun	76 690	3 794	8
Deutsch als Fremdsprache piano mit Vorkenntnissen				10
Deutsch als Fremdsprache forte A2.2				13
Deutsch als Fremdsprache piano A1.2				9
Deutsch als Fremdsprache piano A1.2				9
Deutsch als Fremdsprache forte				6
Deutsch als Fremdsprache piano A1				10
Deutsch als Fremdsprache piano A1				6
Deutsch als Fremdsprache piano A1.2				10
Deutsch als Fremdsprache piano A1.2				6
Deutsch als Fremdsprache forte B1				7
Deutsch als Fremdsprache forte B1				6
Deutsch als Fremdsprache forte A1.1				6
Deutsch als Fremdsprache forte A1 mit VK				11
Deutsch als Fremdsprache forte A1 mit VK				10
Deutsch als Fremdsprache forte B1.2				6
Deutsch als Fremdsprache forte A2.1				7
Deutsch als Fremdsprache forte A2.1				12
Deutsch als Fremdsprache forte A1.2				10
4x MuKi Deutsch I	Gemeinde Köniz, Erwachsenenbildung	164 918	14 649	24
4x MuKi Deutsch II				31
5 cours de langue semi-intensif	Centre interrégional de perfectionnement CIP Tramelan	75 164	7 047	40
2x MuKi Deutsch	Einwohnergemeinde Münchenbuchsee	21 824	1 854	14
6x Deutsch für Anfänger/innen	Volkshochschule Oberemmental	54 937	4 195	7
9x Deutsch für Fortgeschrittene				7
MuKi-Deutsch – 1	Gemeinde Burgdorf, Bildungsdirektion	74 349	6 970	15
MuKi-Deutsch – 2				11
MuKi-Deutsch – 3				12
MuKi-Deutsch – 4				12
10x MuKi-Deutschkurs	Schulamt der Stadt Bern	257 125	19 102	100
2x MuKi-Deutsch	Gemeinden Rütligen-Alchenflüh und Kirchberg	31 115	2 917	26
Deutsch als Fremdsprache Niveau A2.2	Volkshochschule Interlaken und Umgebung	127 302	8 028	8
Deutsch als Fremdsprache Konversation A2				7
Deutsch als Fremdsprache Niveau A2.1				10
Deutsch als Fremdsprache Niveau A2/B1				8
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A1				6
Deutsch als Fremdsprache Niveau A2.1				10
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A1				7
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A2				8
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A1				9
Deutsch als Fremdsprache für Personen unter A1				12
Deutsch als Fremdsprache für Personen unter A1				10
Deutsch als Fremdsprache B1				7
Deutsch als Fremdsprache Niveau A2.1				8

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabetisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Deutsch als Fremdsprache Konversation A2				8
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A1				6
Deutsch als Fremdsprache Niveau A2.2				6
Deutsch als Fremdsprache für Personen unter A1				10
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A1				19
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A1				12
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A1				7
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A1				13
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A1				9
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A1				6
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A2				9
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit A2				10
Deutsch als Fremdsprache für Personen mit B1				12
5x Deutsch als Fremdsprache, Grundstufe A1	Volkshochschule Aare-/Kiesental	107 727	10 100	45
6x Deutsch als Fremdsprache, Grundstufe A2				50
2x Deutsch als Fremdsprache, Mittelstufe B1				16
2x Français Cours 1 A1 débutant	MULTIMONDO	316 000	24 493	24
3x Français Cours 2 A1 avancé				27
2x Français Cours 3 A2 débutant				18
2x Français Cours 4 A2 avancé				18
Français Cours 5 B1 débutant				6
2x Expression orale				14
Cours de soutien				6
4x Deutsch Kurs 1 A1 Anfänger				48
2x Deutsch Kurs 2 A1 Fortgeschrittene				18
2x Deutsch Kurs 3 A2 Anfänger				18
2x Deutsch Kurs 4 A2 Fortgeschrittene				18
2x Deutsch Kurs 5 B1 Anfänger				12
2 Sprechanlässe				14
2 Stützkurse				12
Mittwoch-Träff	Zentrum 5, Integrationszentrum für Migrantinnen und Migranten	10 980	1 090	39
Kulturprogramm Bild – Sprache/Klang – Farben		36 720	5 917	1 500
24x Deutsch extensiv	Volkshochschule Oberaargau	229 000	16 055	165
2x MuKi-Deutsch	Gesamtschulkommission Sumiswald	22 523	1 611	19
6x cours de français intensifs niveau A1 débutant-e-s	VHS Region Biel-Lyss	997 047	82 033	57
4 cours de français intensifs niveau A1 avancé-e-s				41
2 cours de français A2				20
2 cours de français A2 avancé-e-s				22
2 cours de français apprentissage de la lecture et de l'écriture, niveau A1/A2				21
2 cours de français conversation, niveau A2				16
12 Deutschkurse in Biel intensiv A1				143
3 Deutschkurse in Biel intensiv A2				31
12 Deutschkurse in Biel extensiv A1				136
16 Deutschkurse in Biel extensiv A2				171
8 Deutschkurse in Biel extensiv B1				84
4x Deutsch für Frauen in Biel				34
4x Deutsch Konversation in Biel				37
20 Deutschkurse in Lyss				162
2x Deutsch Konversation in Lyss				16
2x Deutschkurs in Lengnau				15
8 Alphabetisierungskurse				86
29x Deutsch intensiv	interunido, Langenthal	531 752	49 853	123
12x Deutsch extensiv				30
12x Muki-Deutsch				43
Konversation				11
7x Alphabetisierung				14
15x Basis Deutsch	HEKS Regionalstelle Bern	390 047	25 782	178
21 x Konversation Deutsch				221
5x MUKI Deutsch				72
4x Alphabet Deutsch				37

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
52 Deutschkurse extensiv und intensiv	isa, Informationsstelle für Ausländerinnen- und Ausländerfragen Bern	1026400	69646	538
19 Alphabetisierungskurse				179
5 cours de français pour non francophones – cours pour femmes	UP jurassienne	180880	16958	40
22 cours de français pour non francophones				176
2 cours de français pour non francophones – alpha et base de l'écriture				15
44x Deutsch intensiv A1 (DaF)	FORMAZIONE Regionalstelle Bern der Stiftung ECAP	1492627	83791	453
47x Deutsch intensiv A2 (DaF)				472
29x Deutsch intensiv B1 (DaF)				302
2x Cours de français intensif B1				17
8 Integrationskurse: Deutsch/Französisch für neu zugezogene Migrantinnen und Migranten				94
Deutsch für schwer erreichbares Zielpublikum A1				100
Deutsch für schwer erreichbares Zielpublikum A2				35
Deutsch für schwer erreichbares Zielpublikum B1				24
33x Alphabetisierung/Nachalphabetisierung/Cours d'alphabétisation				215
Treffen in deutscher Sprache	Verein Interkultureller Frauentreff KARIBU	120607	17011	103
Nähtreff				88
Sonderprogramme				20
Swiss footballcup of nations	Sport – The Bridge und Swiss Africa Forum	6700	2311	500
HEKS Neue Gärten Bern	HEKS Regionalstelle Bern	112667	13868	68
Alltagsorientierung für Migrantinnen in Bern-West	Reformierte Kirchgemeinde Bethlehem und Mütterzentrum Bern West	30000	12943	40
Soirée multiculturelle du «Pont»	Eglise réformée	2750	1849	200
Interkultureller Frauentreff Burgdorf	Stadt Burgdorf	11290	5177	320
Projekt a) Förderunterricht sowie Beistand bei ausserschulischen Problemen	Verein beraber Bern	10308	861	60
Elternbildung der HSK-Schulen	Bern. Dachorganisation für Heimatsprachkurse (HSK)	12290	9548	470
Frauentreff	Gemeinde Köniz, Fachstelle Integration	4510	2589	9
Erziehung hier und dort/femmesTische	interunido Langenthal	7090	4366	105
Begleitung der Integration im FamiPlus Biel	Verein FamiPlus Biel/Bienne	16360	7396	20
Mitten unter uns im Kanton Bern	SRK Kanton Bern, Abteilung Bildung	39620	18490	240
Projekt Tages-AuPair	Verein für die Vermittlung von Tages-AuPairs	41125	8321	79
Projekt a) Vater sein in der Schweiz	Vaternetz.CH	9440	4623	92
Projet a) FemmesTische – tables rondes avec migrantes	Effe espace de formations	85118	36980	533
Training für die tamilischen Jugendlichen	Young's Group	23936	10262	6
Young's Group Meeting				31
Tamilische Frauen Treffen				13
Von Mutter zu Mutter	Famira	15945	11094	50
Interkulturelle Brücke ikub	Quartierzentrum Tscharnergut	13651	1294	170
Austausch und Integration	Verein Dialog	21094	2774	800
SUKSES	SRK Kanton Bern, Abteilung Bildung	15687	9245	k. A.
SAfrica Integration- und Kulturfest	Swiss African Forum (SAF)	26700	7026	10000
Projekt «doCH möglich: durchkommen ohne CH-er Herkunft ist möglich»	NCBI Bern	18239	6472	170
Interkultureller Treffpunkt für Frauen Worb	Katholische Kirche St. Martin Worb	70433	5085	1000
Kultursprung	Verein Dialog	21094	2774	5000
Frauen-Infotreff von Migrantinnen für Migrantinnen	Verein INTERKONO «Frauen InfoTREFF von Migrantinnen für Migrantinnen»	17014	4623	150
Projekt a) «Aufklärung für die Frau»	Kurdischer Kulturverein	4540	1849	18
Einmalige Infotagung über die schweizerische Altersversorgung in japanischer Sprache	Verein Swiss Japanese Lifestyle Study Group	30287	925	17
In der CH leben und verstehen (Kurse Gut Informiert gut integriert)	KIO Thun	8033	2589	k. A.
Mutram	Tamilar Illam Bern	80000	2219	80
Informationen sind Wegleitungen		15150	2219	180
Canton de Fribourg				
Cours de français, niveau débutant 1 (Bulle)	Croix-Rouge fribourgeoise	217047	31035	15
Cours de français, niveau moyen 1 (Bulle)				12

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabetisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Cours de français, niveau moyen-avancé 1 (Bulle)				12
Cours de français, niveau débutant 2 (Châtel-St-Denis)				14
Cours de français, niveau débutant 3 (Châtel-St-Denis)				10
Cours de français, niveau moyen 2 (Châtel-St-Denis)				14
Cours de français, niveau avancé 2 (Châtel-St-Denis)				16
Cours de français, niveau débutant 4 (Estavayer-le Lac)				10
Cours de français, niveau débutant 5 (Estavayer-le-Lac)				7
Cours de français, niveau moyen 3 (Estavayer-le-Lac)				10
Cours de français, niveau débutant 6 (Romont)				13
Cours de français, niveau débutant 7 (Romont)				12
Cours de français, niveau débutant 8 (Murten)				11
Cours de français, niveau moyen 4 (Murten)				7
Cours d'allemand, niveau débutant 1 (Murten)				12
Cours d'allemand, niveau moyen 1 (Murten)				15
Cours de français, niveau débutant 9 (Fribourg)				13
Cours de français, niveau débutant 10 (Fribourg)				15
Cours de français, niveau débutant 11 (Fribourg)				12
Cours de français, niveau débutant 12 (Fribourg)				14
Cours de français, niveau débutant 13 (Fribourg)				13
Cours de français, niveau débutant 14 (Fribourg)				14
Cours de français, niveau débutant 15 (Fribourg)				12
Cours de français, niveau débutant 16 (Fribourg)				13
Cours de français, niveau moyen 5 (Fribourg)				11
Cours de français, niveau moyen 6 (Fribourg)				16
Cours de français, niveau moyen 7 (Fribourg)				11
Cours de français, niveau moyen 8 (Fribourg)				11
Cours de français, niveau avancé 3 (Fribourg)				13
Cours de conversation 1 (Fribourg)				13
Cours d'allemand, niveau débutant 2 (Fribourg)				16
Cours d'allemand, niveau débutant 3 (Fribourg)				12
Cours d'allemand, niveau débutant 4 (Fribourg)				10
Cours d'allemand, niveau moyen 2 (Fribourg)				12
Cours de français, niveau débutant 17 (Bulle)				15
Cours de français, niveau débutant 18 (Bulle)				12
Cours de français, niveau débutant 19 (Bulle)				11
Cours de français, niveau moyen 9 (Bulle)				11
Cours de français, niveau avancé 4 (Bulle)				6
Cours de conversation 2 (Bulle)				8
Cours de français, niveau débutant 20 (Châtel-St-Denis)				15
Cours de français, niveau moyen 10 (Châtel-St-Denis)				6
Cours de français, niveau avancé 5 (Châtel-St-Denis)				13
Cours de français, niveau débutant 21 (Estavayer-le-Lac)				13
Cours de français, niveau moyen 11 (Estavayer-le-Lac)				11
Cours de français, niveau débutant 22 (Romont)				12
Cours de français, niveau débutant 23 (Romont)				13
Cours de français, niveau moyen 12 (Romont)				6
Cours de français, niveau débutant 24 (Murten)				12
Cours de français, niveau débutant 25 (Murten)				13
Cours d'allemand, niveau débutant 5 (Murten)				12
Cours d'allemand, niveau débutant 6 (Tafers)				7
Cours d'allemand, niveau moyen 3 (Tafers)				6
Cours de français, niveau débutant 26 (Fribourg)				14
Cours de français, niveau débutant 27 (Fribourg)				9
Cours de français, niveau débutant 28 (Fribourg)				11
Cours de français, niveau débutant 29 (Fribourg)				14
Cours de français, niveau débutant 30 (Fribourg)				9
Cours de français, niveau débutant 31 (Fribourg)				8
Cours de français, niveau débutant 32 (Fribourg)				9
Cours de français, niveau débutant 33 (Fribourg)				13
Cours de français, niveau moyen 13 (Fribourg)				11
Cours de français, niveau moyen 14 (Fribourg)				14
Cours de français, niveau moyen 15 (Fribourg)				9

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Partici- pants*
Cours de français, niveau avancé 6 (Fribourg)				13
Cours de français, niveau débutant 34 (Fribourg)				18
Cours d'allemand, niveau débutant 7 (Fribourg)				10
Cours d'allemand, niveau moyen 4 (Fribourg)				12
Cours de français pour une meilleure intégration	Commune de Marly	18550	6207	15
ELKI-Deutschkurs 1	Commune de Schmitten	36611	13655	21
ELKI-Deutschkurs 2				16
Deutsch für Erwachsene				7
Cours de français pour femmes, niveau débutant 1	Commune de Villars-sur-Glâne	36471	13655	9
Cours de français pour femmes, niveau débutant 2				15
Cours de français pour femmes, niveau moyen 1				12
Cours de français pour femmes, niveau moyen 2				12
Cours de français pour adultes, niveau débutant 1				6
Cours de français pour adultes, niveau débutant 2				10
Cours de français pour adultes, niveau moyen 1				9
Cours de français pour adultes, niveau moyen 2				8
Cours de français pour adultes, niveau avancé 1				10
Cours de français pour adultes, niveau avancé 2				13
Deutsch für fremdsprachige Frauen	Commune de Wünnewil-Flamatt	8030	2632	k. A.
ELKI-Deutsch	Commune de Wünnewil-Flamatt	12464	4615	k. A.
Comment ont dit?	Association Albanaise de la Gruyère	16830	4345	10
Cours de base d'allemand 1	Association pour l'animation du quartier Sicoop Schönberg	20780	10552	4
Cours de base d'allemand 2				7
Cours d'allemand avancé 1				8
Cours de base de français 1				16
Cours de base de français 2				22
Cours de français avancé				6
4x «J'apprends le français avec mon enfant»	Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO)	33252	14276	34
9x Le français et moi	Passerelles, centre de rencontre interculturel	14831	6207	12
Bienvenue	Associations portugaises du canton de Fribourg	70905	26069	235
Deutschkurs, Niveau Anfänger/innen	Commune de Düdingen	35235	13655	18
Deutschkurs, Niveau Mittlere				22
Deutschkurs, Niveau Fortgeschrittene				10
Cours de français, niveau débutant 1	Espacefemmes	266420	55862	28
Cours de français, faux débutant 1				28
Cours de français, niveau moyen 1				27
Cours de français, niveau moyen-avancé 1				15
Cours de français, horaire spécifique 1				11
Cours d'allemand, niveau débutant 1				7
Cours d'allemand, niveau moyen 1				10
Cours de français, niveau débutant 2				12
Cours de français, faux débutant 2				24
Cours de français, niveau moyen 2				24
Cours de français, niveau moyen-avancé 2				13
Cours de français, horaire spécifique 2				13
Cours d'allemand, niveau débutant 2				11
Cours d'allemand, niveau moyen 2				12
Cours d'alphabétisation				7
Deutschkurs, Niveau Anfänger/innen 1	Commune de Kerzers	52207	7448	7
Deutschkurs, Niveau Anfänger/innen 2				7
Deutschkurs, Niveau Anfänger/innen 3				8
Deutschkurs, Niveau Anfänger/innen 4				8
Deutschkurs, Niveau Anfänger/innen 5				5
Deutschkurs, Intensiv				3
Deutschkurs, Niveau Anfänger/innen 6				12
Deutschkurs, Niveau Anfänger/innen 7				7
Deutschkurs, Niveau Anfänger/innen 8				7
Nachalphabetisierungskurs 1				8
Nachalphabetisierungskurs 2				7
Alphabetisierungskurs 1				7
Alphabetisierungskurs 2				11

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Alphabétisation 3				10
Cours alpha 1 (Fribourg)	Association «Lire et Ecrire»	363 174	41 599	19
Cours alpha 2 (Fribourg)				18
Cours alpha 3 (Fribourg)				14
Cours hebdomadaire 1 (Fribourg)				11
Cours hebdomadaire 2 (Fribourg)				6
Cours hebdomadaire 3 (Fribourg)				14
Cours hebdomadaire 4 (Fribourg)				12
Cours hebdomadaire 5 (Fribourg)				12
Cours hebdomadaire 6 (Fribourg)				12
Cours hebdomadaire 7 (Fribourg)				11
Cours hebdomadaire 8 (Fribourg)				9
Cours hebdomadaire 9 (Bulle)				10
Cours hebdomadaire 10 (Bulle)				9
Cours hebdomadaire 11 (Bulle)				12
Cours hebdomadaire 12 (Estavayer)				10
Cours hebdomadaire 13 (Romont)				15
Cours hebdomadaire 14 (Düdingen)				11
Cours hebdomadaire 15 (Düdingen)				13
Cours hebdomadaire 16 (Murten)				9
26x Alphabétisation sociale	Association «Les Amis de l'Afrique» (AMAF)	71 513	18 621	79
Canton de Genève				
9 cours de français	Camarada	264 567	45 000	259
Enfants, jeunes et intégration	Croix-Rouge genevoise – Centre d'intégration culturelle	19 780	4 700	448
4 cours de français intensifs – vie quotidienne		87 125	6 000	72
12 cours de français standard		87 465	5 000	220
4x Se perfectionner, se valoriser pour accéder à une meilleure intégration	IRDQ, école de femmes	29 209	16 000	26
10 cours de français écrit et calcul de base pour adultes en situation d'illettrisme	Lire et Ecrire	121 587	30 000	47
«Je vis en Suisse, je parle français»	Maison de quartier des Avanchets	7 524	2 500	11
3 ateliers de soutien à l'apprentissage du français et à l'intégration (ASAFI)	OSEO	80 190	50 000	15
3x Intégration par l'apprentissage du français	Raizes	18 719	7 000	19
5 ateliers de français et d'intégration pour migrants	Tierra incognita	102 597	48 600	186
4 ateliers pratiques de français et d'intégration pour migrants		29 250	10 000	156
10 cours de conversation hors-mur	Université ouvrière de Genève	10 101	7 700	112
Cours de français débutant dans la commune de Meyrin		10 981	9 050	8
Cours de français élémentaire dans la commune de Meyrin		9 719	8 000	10
4 cours de français intensif débutant-élémentaire	Université populaire albanaise	355 241	2 091	109
3 cours de français pour femmes albanaises		140 870	1 916	36
Cours de français intensif «femmes» débutant		98 798	50	16
5 cours de français de base oral et écrit	Université populaire du canton de Genève	52 356	10 000	83
2 ateliers de structuration logique et organisation spatiale (ASLOS)	Voie F	23 508	10 000	13
2x Français et citoyenneté pour femmes isolées	Zone bleue	20 682	14 000	19
2 cours de français de base oral et écrit	Cefam	53 259	29 235	43
2 cours de français lecture-écriture, alphabétisation et niveau élémentaire		40 292	22 471	21
11 cours et ateliers d'alphabétisation	Camarada	260 565	35 000	190
5 cours de français et alphabétisation dans le nouveau centre rive gauche		124 729	32 000	59
Atelier intégration		39 785	5 000	36
Atelier échanges, informations et mise en réseau, «Parler – Ecouter»		42 315	5 000	31
Communication intégration «Je vis en Suisse, à Meyrin»	Cefam	17 106	12 000	17
4 cours de français (Seniors d'ici et d'ailleurs)	Croix-Rouge genevoise – Centre d'intégration culturelle	41 650	8 000	36
Réseau interculturel d'échanges de savoirs pour les femmes (RESI-F)	F-Information	24 237	9 513	540
Français et santé	Camarada	38 976	5 000	30

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabétisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Partici- pants*
8x Français écrit pour femmes migrantes qualifiées	Découvrir	59400	17400	64
2x «Des couleurs et des mots»	Petit sous-bois	16540	3272	23
Canton de Glaris				
3 Motivationskurse	Tamil Kulturzentrum Glarus	14000	2600	71
2x Deutsch Startkurs	Frauenzentrale des Kantons Glarus	84000	21000	100
2x Deutsch Intensivkurs				
5x Deutsch Fortsetzungskurs Konversationskurs				
2 Alphabetisierungskurse intensiv Zertifikationskurs				
Chor der Nationen	Chor der Nationen	53100	7500	33
2 Integrationskurse	Fachstelle Integration	13600	3455	18
Canton des Grisons				
4x Deutsch als Zweitsprache A1, Thusis Fortsetzung	Schule St. Catharina	18030	4150	20
4x Deutsch als Zweitsprache, Niveau A1 & A2		80000	18400	48
Deutsch als Zweitsprache, Niveau B1		37000	8510	48
3x Deutsch als Zweitsprache A1, Thusis		8840	2030	43
13 Deutschkurse für Portugiesinnen und Portugiesen	Academia Engiadina	105300	21220	140
2x Verstehen, sprechen, erleben	Balikatan	34320	6860	17
Amici	CLIC	15040	3010	12
Deutschkurse für Frauen	Gemeinde Domat/Ems	11000	2200	35
Motivationskurs Mutter-Kind		7570	980	12
2x Deutsch A1	Lernforum	19450	4860	25
Deutsch A2 für das alevitische Kulturzentrum		13020	3250	10
Piri-Piri plus, Scuol	Pro Engiadina Bassa	18150	3630	46
2x Besser Deutsch sprechen	Ramming Franziska	8590	3050	16
3x Deutsch A1, Zertifikatskurs	Frauenzentrale GR	25860	5690	30
Deutsch A2, Zertifikatskurs		11750	1620	10
3x Deutsch A1, Zertifikatskurs in Davos		37420	7480	10
3x A1 Intensivkurs Abend Chur		29550	5910	33
3x A1 langsam mit KiBe Chur		29270	5850	33
2x A1 langsam Abend Davos		15980	3915	22
2x A2 langsam Abend Davos		16110	2330	22
3x A1 Intensivkurs Abend Landquart		32860	6570	33
2x A1 langsam Abend Klosters		15950	3190	22
3x Alphabetisierung, Lesen und Schreiben		27500	5500	21
Ich lebe in der Schweiz I (Intensivkurs)		9400	1880	10
Piri-Piri Oberengadin	Lia Rumantscha Zernez	15000	3750	10
Piri-Piri Scuol		15000	3750	17
Integration Zernez		7580	1900	22
Frühsprachliche Förderung – Kinderkrippe	Schule St. Catharina	41690	9590	18
8x Sprachliche Frühförderung in Ilanz, Celerina und Zernez	Wunderfitz und Redeblitz	26570	6110	50
18x Sprachliche Frühförderung in Chur und Samedan		60890	14000	100
Canton du Jura				
Le français tous les jours	Ecole Tremplin	4558	1283	7
Le français tous les jours		4286	1206	9
Le français tous les jours		4286	1206	9
Le français tous les jours		4830	1359	5
Le français tous les jours		4694	1321	6
Le français tous les jours		4558	1283	7
Le français tous les jours		5102	1436	3
Le français tous les jours		4150	1168	10
Le français tous les jours		4286	1206	9
Le français tous les jours		4558	1282	7
Le français tous les jours		4966	1397	4
Le français tous les jours		3741	1053	13
Le français tous les jours		4558	1283	8
Le français tous les jours		4558	1283	7

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabétisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Le français tous les jours		4286	1206	9
Le français tous les jours		4694	1321	6
Découvrir le français	Université populaire	4575	1287	8
Découvrir le français		4439	1249	9
Découvrir le français		4711	1326	7
Découvrir le français		4711	1326	7
Découvrir le français		4575	1287	8
Découvrir le français		4847	1364	6
Découvrir le français		4167	1173	11
Découvrir le français		4439	1249	9
Découvrir le français		4847	1364	6
Découvrir le français		4303	1211	10
Découvrir le français		4167	1173	11
Découvrir le français		4303	1211	10
Découvrir le français		4983	1402	5
Découvrir le français		4983	1402	5
Lire, écrire, agir en français	Association Lire et Ecrire	4711	1325	7
Lire, écrire, agir en français		4711	1325	7
Lire, écrire, agir en français		4983	1402	5
Lire, écrire, agir en français		4847	1364	6
Lire, écrire, agir en français		4983	1402	5
Lire, écrire, agir en français		4439	1249	9
Lire, écrire, agir en français		4575	1287	8
Lire, écrire, agir en français		5117	1440	6
Lire, écrire, agir en français		4980	1401	7
Lire, écrire, agir en français		4847	1364	6
Lire, écrire, agir en français		4847	1364	6
Lire, écrire, agir en français		4439	1249	9
Lire, écrire, agir en français		5255	1479	3
Premiers pas au féminin	CAFF	5782	1627	13
Premiers pas au féminin		5782	1627	13
Premiers pas au féminin		5374	1513	16
Premiers pas au féminin		6599	1857	7
Premiers pas au féminin		5510	1551	15
Premiers pas au féminin		5238	1474	17
Premiers pas au féminin		5918	1666	12
Premiers pas au féminin		6258	1761	10
Premiers pas au féminin		6463	1819	8
Premiers pas au féminin	Ecole Tremplin	7007	1972	4

Canton de Lucerne

10 Bildungsangebote für Migrantinnen	Caritas Luzern	212548	58800	96
63 Deutschkurse und MuVaKi-Kurse in Gemeinden	FABIA	323708	132480	486
8x Deutsch und Integration	ENAIIP	90000	23000	64
9x Deutsch für Migrantinnen	Verein Zukunftsgestaltung Emmen	57588	23621	105
4 Deutsch- und Integrationskurse für Migrantinnen aus Kriens und Umgebung	Verein Migration Kriens integriert	68660	13650	68
5 Deutsch- und Integrationskurse	Elternforen Gemeinden Buchrain und Ebikon	38660	21600	30
2x Deutsch für Anfängerinnen	Gemeinde Malters	9000	1500	12
3 Deutschkurse	Stadt Willisau	16750	6240	23
3 Deutsch- und Integrationskurse	Verein Zusammenleben Maihof-Löwenplatz	8800	4227	25
9x Deutsch für Schichtarbeiter	Voca GmbH	56193	10000	40
Deutschkurs für Mütter der Kinder der Spielgruppe Papagei	Spielgruppe Papagei	15386	8820	8
Deutsch lernen in der Spielgruppe für Mutter und Kind	Spielgruppenverein Spazensächt	5300	2420	8
3x Deutsch für Fremdsprachige	Kantonsschule Seetal, Erwachsenenbildung	12870	2600	15
Einführung in die deutsche Sprache	UNITRE	1780	890	10
Sprache und Integration für Gehörlose und Hörbehinderte	Dima Sprachschule	12457	0	2
Türen öffnen	Verein Sentitreff	40143	0	25
Grüezi mitenand	Verein Grüezi mitenand	31664	0	20
3 Deutschkurse	Verein Brückenschlag Hochdorf	6438	1600	12
2x Deutsch und Integration	Asociación de Inválidos y Pensionistas Españoles	8790	0	18
Vertrautheit mit der deutschen Sprache	Thaiverein Zentralschweiz	7670	3795	9

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
4x Deutsch lernen und anwenden	Verein mint	31 535	4 800	35
4x Schweizerdeutsch				35
In Deutsch unterwegs: Konversations-Tandems	Caritas Luzern	53 910	0	36
8 Deutsch- und Integrationskurse	ECAP Zentralschweiz	468 512	0	87
4 berufsbezogene Deutschkurse				50
7 Alphabetisierungskurse				40
Praktischer Deutschkurs	Tamil Mandram	17 732	1 360	8
Wanderungen				7
Kochkurs				10
Informationsveranstaltung				100
Kulinarische Weltreise	Emina Hanskovic	3 963	0	44
Begegnungstag «10 Jahre Integration Stadt Luzern»	Stadt Luzern	34 593	0	400
Wissens- und Informationsförderung	Manuel Lopes und Fatma Sticher	18 000	0	60
Integration Winter Afrika Begegnung	Verein Réveil Afrique	3 300	0	36
Information	UNITRE	3 200	0	15
So helfe ich meinem Kind beim Lernen	ARIADNE Hess	3 230	0	25
Information gibt Sicherheit	Thaiverein Zentralschweiz	4 407	0	78
Von MigrantInnen für MigrantInnen	FIMM Schweiz	82 570	0	30

Canton de Neuchâtel

24 cours de français pour nouveaux arrivants – hebdomadaires	CIFOM, Formation continue	160 560	86 000	298
2 cours de français pour nouveaux arrivants – assistés par ordinateur				
6 cours de français pour nouveaux arrivants – semi-intensifs				
2 cours de français pour Thaïlandais à Neuchâtel	Association Thais & Friends	9 150	6 000	5
12 cours de français intensif – 1	Ecole Mosaïque	240 300	21 000	52
25 cours de français intensif – 2				107
4 cours de français intensif – 3				18
4 cours de français intensif – 4				9
4 cours d'alphabétisation – 1				19
5 cours d'alphabétisation – 2				24
Cours d'alphabétisation – 3				5
Cours d'alphabétisation – 4				9
33 cours de français pour femmes migrantes	Centre RECIF pour femmes migrantes	251 594	40 000	422
2 cours Français écrit pour femmes migrantes				
6 cours d'alphabétisation pour femmes migrantes				
12 cours de conversation pour femmes migrantes				
Cours Français médias pour femmes migrantes				
2x Programme cantonal d'intégration: s'intégrer au quotidien – 1	Service de la cohésion multiculturelle	140 995	58 196	200
Programme cantonal d'intégration: s'intégrer au quotidien – 2				
2x Programme cantonal d'intégration: s'intégrer au quotidien – 3				
2x Programme cantonal d'intégration: connaître le pays d'accueil – 1				
Programme cantonal d'intégration: connaître le pays d'accueil – 2				

Canton de Nidwald

6 Deutsch- und Integrationskurse	FABIA Fachstelle Integration	40 000	20 000	53
Deutsch als Zweitsprache – ECAP (Einzelpätze)	ECAP Zentralschweiz	4 745	2 373	10

Canton d'Obwald

Sprachkurse	Caritas Obwalden	6 630	2 190	13
Sprachkurse	ECAP Luzern	33 290	10 990	18
Sprachkurse	BWZ OW, Sarnen	850	280	2
Frauki Deutsch	FrauKi Deutsch	5 510	2 480	14
Muki-Deutsch	Schule Sachseln	11 600	5 220	22
Vierplusvier	Schule Sarnen	9 400	4 230	20
Sprachkurse	Klubschule Migros, Luzern	12 380	4 090	12
Sprachkurse	Diverse Anbieter (Luzern)	8 300	2 740	11
Sprachkurse	Arsleo Stalder, Luzern	2 830	930	2
Sprachkurse	Bénédict-Schule, Luzern	5 740	1 890	4
Offene Tür	Offene Tür	8 520	3 834	12
Kindergarten Vorbereitungskurs	Schule Sarnen	2 490	1 120	24
Website Integration Zentralschweiz	ZFI-Projekt	1 290	580	k. A.

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabetisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Canton Schaffhouse				
3x Mama lernt Deutsch	Verein Bildungsraum	52 714	0	26
2 Deutschkurse der Quartierarbeit Herblingen, Schaffhausen	Stadt Schaffhausen	32 618	0	14
Deutsch für Mütter	Stadt Stein am Rhein	41 731	0	11
2x Deutsch für Mütter	Gemeinde Neuhausen	55 893	0	37
8x Deutsch mit Euch	Integres	85 427	0	67
8x JUMA-B	SAH Schaffhausen	337 988	0	103
12 Co-Opera Sprachkurse (inkl. Kinderbetreuung)		655 110	131 375	147
9 Co-Opera Sprachkurse (inkl. Kinderbetreuung)				70
3x Artis Wundertüte	Artefix GmbH	42 176	0	44
Miteneand-Spielgruppe Birch	Forum Integration und Chancengerechtigkeit	16 000	0	8
Miteneand-Spielgruppe Neuhausen	Miteneand-Spielgruppe Neuhausen	13 000	0	10
Miteneand-Spielgruppe Haultal	Forum Integration und Chancengerechtigkeit	16 000	0	10
U3-Kids	SAH Schaffhausen	15 322	0	12
DERMAN Ausbildung Interkulturelles Übersetzen		36 374	0	13
Nähstube		36 352	0	21
ArbeitPlus		147 580	0	35
Canton de Schwytz				
Deutschkurs	ECAP	3 850	0	11
Deutschkurs für Fortgeschrittene	Gemeinde Arth	1 346	560	12
Deutschkurs für Anfänger		1 346	560	12
Deutschkurs für Anfänger		1 167	466	12
Deutschkurs für Fortgeschrittene		12 477	5 614	12
Deutschkurs für Anfänger		12 724	5 597	12
Deutschkurs für Fortgeschrittene		12 477	5 597	12
Deutschkurs für Mutter und Kind		9 256	793	6
Deutschkurs für Mutter und Kind		6 217	528	4
Deutschkurs für Mutter und Kind		6 217	528	4
Deutschkurs für Erwachsene	Bezirk Einsiedeln	13 419	4 197	10
Deutschkurs für Erwachsene		19 880	6 840	11
Deutschkurs Grundkurs 1	Gemeinde Freienbach	4 206	1 852	11
Deutschkurs Grundkurs 2		4 206	1 684	10
Deutschkurs Grundkurs 3		4 206	1 684	10
Deutschkurs Aufbaukurs 1a		4 529	2 038	14
Deutschkurs Aufbaukurs 1b		4 529	1 813	10
Deutschkurs Aufbaukurs 3		4 853	2 183	13
Deutschkurs Fortgeschrittene 1		4 206	1 684	10
Deutschkurs Fortgeschrittene 1		6 147	2 766	12
Deutschkurs Fortgeschrittene 2		4 853	2 137	11
Deutschkurs Fortgeschrittene 3		6 470	2 850	11
Deutschkurs Grundkurs 1		6 147	1 969	8
Deutschkurs Grundkurs 2		6 470	2 591	10
Deutschkurs Grundkurs 3		6 147	2 766	12
Deutschkurs Grundkurs 4		6 147	1 723	7
Deutschkurs Aufbaukurs 2a		6 723	2 798	10
Deutschkurs Aufbaukurs 2b		5 823	2 332	10
Deutschkurs für Anfänger	Gemeinde Ingenbohl	9 850	2 798	9
Deutschkurs für Anfänger		9 850	3 109	10
Deutschkurs für Fortgeschrittene		9 850	3 109	10
Deutschkurs Grundkurs	Bezirk Küsnacht	23 045	4 975	8
Sprache am Abend		26 475	8 550	11
Sprache am Morgen		28 605	8 395	9
Deutschkurs für Anfänger	Gemeinde Lachen	6 028	2 712	11
Deutschkurs für Anfänger		6 402	2 880	12
Deutschkurs für Fortgeschrittene		7 060	2 422	11
Deutschkurs für Fortgeschrittene		1 240	558	12
Deutschkurs für Anfänger	Gemeinde Muotathal	5 529	1 632	7
Deutschkurs für Anfänger	Gemeinde Schübelbach	6 486	2 720	7
Deutschkurs für Anfänger		6 141	2 332	6
Deutschkurs für Fortgeschrittene		6 396	2 720	7
Deutschkurs für Fortgeschrittene	Gemeinde Schwyz	1 757	373	6

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Deutschkurs für Anfänger		1 757	497	8
Deutschkurs für Anfänger		8 385	1 243	4
Deutschkurs für Anfänger		9 625	2 798	9
Deutschkurs für Anfänger		6 257	1 819	9
Sprache und Kultur	Bezirk Küssnacht	26 549	5 596	9
Integrationskurs	ECAP	2 000	0	1
Integrationskurs	Gemeinde Lachen	7 929	1 425	11
Integrationskurs	Gemeinde Ingenbohl	15 300	2 850	11
Canton de Soleure				
41 x MuKi-Deutsch	machbar Bildungs GmbH	943 000	94 000	361
6x Deutsch in der Gemeinde Breitenbach	K5 – Basler Kurszentrum	38 103	3 800	63
Chor der Nationen	Verein Chor der Nationen	94 150	10 000	75
Deutsch mit Schwung	Solothurner Spitäler AG	10 513	1 000	13
20x Deutsch Intensiv	VHS Solothurn	271 400	27 000	182
6x Leben in Solothurn – Semesterkurse		33 339	3 000	54
6x Leben in Biberist		35 913	3 100	45
5x Leben in Gerlafingen		32 333	3 000	37
4x Leben in Grenchen – Semesterkurse mit Kinderb.		37 534	3 800	56
4x Leben in Grenchen – Semesterkurse mit Kinderb. + FF		49 148	5 000	26
3x Leben in Grenchen – Alphabetisierungskurse		27 309	2 115	18
2x Leben in Grenchen – Aufbaustufe		20 046	2 000	26
2x Leben in Solothurn – Besser Lesen und Schreiben		11 553	1 000	14
34x Lernen in der Gemeinde	ECAP Solothurn	285 858	28 500	320
8x Deutsch – Beruf – Bildung		233 648	23 000	95
6 Alphabetisierungskurse		71 790	6 000	44
Canton de Saint-Gall				
3 Deutschkurse für fremdsprachige Mütter mit Kinderbetreuung «Projekt Duett»	ARGE Integration Ostschweiz	33 818	11 160	55
2 Deutschkurse semi-intensiv für fremdsprachige Männer und Frauen		34 493	9 313	29
3 Deutschkurse Standard für fremdsprachige Männer und Frauen		21 803	7 631	33
14 Deutschkurse Standard für fremdsprachige Männer und Frauen		124 277	43 497	295
2x Deutsch Intensiv		50 324	17 110	28
5 Deutschkurse semi-intensiv für fremdsprachige Männer und Frauen		65 053	22 118	43
11x Deutsch für Fremdsprachige	Schule Rorschach, Schulsekretariat	41 787	10 753	97
6x Integration und Sprache-Aktiv im CaBi	Verein Cafe Bibliothek St. Gallen	20 349	4 066	39
67x Domino Deutsch und Integrationskurse für Migrantinnen und Migranten	Verein Sprachschule Susanne Büchler-Zentrum für Bildung, Kultur und Integration, Heerbrugg	475 307	151 240	643
2 Deutschkurse für fremdsprachige Frauen	Politische Gemeinde Benken	9 202	1 982	14
Deutsch für Fremdsprachige	Politische Gemeinde Gommiswald	13 115	3 315	9
2x Deutsch für anderssprachige Erwachsene	Politische Gemeinde Neckertal	9 652	2 480	6
2x Deutsch für fremdsprachige Männer und Frauen	Berufs- und Weiterbildungszentrum Toggenburg	39 880	3 392	36
2 Sprachkurse «Ich lerne Deutsch»	Primarschule Wittenbach	12 787	2 736	15
2x Deutsch für fremdsprachige Frauen	Primarschulgemeinde Rebstein	9 886	1 966	6
8x Deutsch für Neuzuzügerinnen: Intensivkurse A1 und A2	AIDA Frauensprachschule, St. Gallen	91 690	9 169	75
15x Deutsch für Mütter in den Quartierschulhäusern der Stadt St. Gallen	Schulamt der Stadt St. Gallen	88 608	23 038	90
15x Deutsch im Alltag	FamilienForum Rapperswil-Jona	91 461	21 036	120
20x HEKS in-fra Sprache und Integration	HEKS Ostschweiz in-fra Sprache und Integration	114 142	29 677	151
2x Integrativer Deutschunterricht für Frauen	Politische Gemeinde Oberuzwil	14 454	3 469	16
3x Alphabetisierung	ARGE Integration Ostschweiz	34 071	13 969	32
8x Deutsch: Alphabet, Lesen, Schreiben, Grammatik I–IV für fremdsprachige Frauen	AIDA Frauensprachschule, St. Gallen	56 442	13 546	43
2 Alphabetisierungskurse für Migrantinnen und Migranten	Verein Kinderraum – Raum für Kinder, Heerbrugg	18 241	4 925	19
2 Alphabetisierungskurse	Stadt Rapperswil-Jona	4 800	191	13
Infoabende für Eltern schulpflichtiger Kinder	Stiftung Integra, Buchs	12 460	3 957	380
14x HEKS in-fra Kinderintegrations- und Betreuungsgruppen	HEKS Ostschweiz in-fra Sprache und Integration	80 368	30 540	140
4x Frühförderung von fremdsprachigen Kindern Projekt «Duett»	ARGE Integration Ostschweiz	36 677	25 674	61
15x Kleinkinderbetreuung während der Deutschkurse für fremdsprachige Mütter	Schulamt der Stadt St. Gallen	20 198	8 887	25

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabétisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
5x Kinderbetreuung für Sprachkurse «Deutsch im Alltag»	FamilienForum Rapperswil-Jona	11 459	3 667	0
Spielgruppe Deutsch	Primarschulgemeinde Altstätten	17 769	6 800	29
«Lingualino» Projekt Frühförderung Deutsch für Fremdsprachige	Schule Walenstadt, Schulverwaltung	5 420	2 240	16
Frühförderung von Kindern von 3–4 Jahren und deren Eltern	Schulgemeinde Grabs	16 292	5 634	0
2x DaZelino – Förderung von Kindern im Vorkindergartenalter und deren Eltern	Schulgemeinde Sargans	7 903	2 533	22
MuKi-DaZ (Mutter-Kind-Deutsch als Zweitsprache)	Schulgemeinde Schmerikon	6 386	5 120	0
Elki-Spielgruppe St. Margrethen	Schulgemeinde St. Margrethen	5 180	2 000	16
3x Förderangebot für fremdsprachige Kinder und deren Mütter	Stadt Rapperswil-Jona, Schulverwaltung	38 953	620	54
Frühförderung	Stadt Rorschach	12 775	5 000	20
Deutschtreff	Verein Kinderraum – Raum für Kinder, Heerbrugg	17 110	7 015	23
2x Frühförderung vorschulpflichtiger Kinder, parallel zu integrativem Deutschunterricht für Frauen	Politische Gemeinde Oberuzwil	1 967	1 967	5
3 internationale Spielgruppen Ki-Ku in Zusammenarbeit mit dem Projekt Spiki der Stadt St. Gallen	AIDA Frauensprachschule, St. Gallen	24 881	0	35
4x Frühförderung von Kindern im Vorkindergarten und deren Eltern	Spielgruppe Chinderwerkstatt Martina, Trübbach	20 735	0	50
71 Spielgruppen (Projekt Spiki)	Amt für Gesellschaftsfragen, Stadt St. Gallen	761 300	0	364

Canton du Tessin

7 Corsi di lingua e integrazione	ECAP	81 743	32 697	50
3 Corsi di lingua italiana per alloggiati	Comune di Chiasso	21 000	5 250	60
Corso di lingua italiana per alloggiati	APGSI	4 065	813	18
Corso di italiano per stranieri	Associazione Il centro Lugano	25 000	3 750	68
Corso di integrazione linguistica e culturale	Comune di Caslano	2 800	840	18
6 Corsi di lingua e cultura italiana per alloggiati	CLIC Cooperativa laboratorio per l'impresa comunitaria	78 043	27 315	88
3x Imparo l'italiano con il comune di Paradiso	Comune di Paradiso	24 517	3 678	29
Corso di italiano per stranieri	Comune di Tenero	4 786	239	11
Incontriamoci a Faido	Incontriamoci Faido	9 000	450	1 000
TraSguardi	Federazione delle ONG della Svizzera italiana (FOSIT)	35 260	3 526	5 000
Festate: spazio ad associazioni e comunità di migranti	Comune di Chiasso	20 600	3 090	100
Manifestazioni informative di sensibilizzazione	Comunità africana del Ticino (CAT)	16 000	2 400	850
Sensibilizzazione con gli anziani	Bosona	13 500	675	450
Progetto Comunicazione intercomunitario	Il Ponte	200 000	10 000	n.d.
Sguardi sul mondo degli zingari	Castel San Pietro	5 630	563	900
Progetto Comunicazione intercomunitario	BISI – Biblio interculturale	80 000	1 600	n.d.
Conoscere, lavorare, integrarsi	Nowomannolife	26 720	1 336	20
Diario epistolare	Casagrande	16 000	800	150
Alla scoperta della lingua italiana	Culture TI Net	8 000	1 600	150
Animazione per seconde generazioni	Arcolaio	5 500	550	100

Canton de Thurgovie

63 Deutsch- und Integrationskurse (Sprachförderung)	Fachstelle für Integration Frauenfeld	392 174	77 000	682
50x Deutsch als Zweitsprache für Erwachsene	Sekundarschulgemeinde Romanshorn-Salmsach	137 652	30 000	142
56x Deutsch Grundstufe A1 – A2	HEKS in-fra Sprache und Bildung	317 568	57 500	450
4 Fachkurse Deutsch beim Nähen und Handarbeiten		18 216	3 300	25
Deutschkurs für fremdsprachige Erwachsene	Volksschulgemeinde Münchwilen	4 817	1 200	6
4 Deutschkurse für fremdsprachige Erwachsene	Türkischer Kultur- und Sozialverein	29 900	12 000	30
7x Deutsch im Einzel- und Kleingruppen-Unterricht	Gemeindeverwaltung Weinfelden	10 103	1 900	10
6 Einstiegskurse Deutsch	HEKS in-fra Sprache und Bildung	34 228	6 200	50
3 Deutsch- und Integrationskurse (Alphabetisierung)	Fachstelle für Integration Frauenfeld	27 072	8 000	14
32 Kinder-Integrationsgruppen	HEKS in-fra Sprache und Bildung	153 600	28 000	140
3 Informationskurse über die Schweiz	Fachstelle für Integration Frauenfeld	9 429	2 400	8
6 Sprachspielgruppen		132 152	20 000	50
Fit in den Kindergarten	Volksschulgemeinde Amriswil-Hefenhofen	40 000	6 250	28

Canton d'Uri

12 Deutschkurse und 1 Alphabetisierungskurs	Sprache & Integration	101 706	17 430	226
Begegnungs- und Kochprojekt				16
Vorkindergarten Deutschkurs	Gemeinde Altdorf	4 028	2 400	16
Vorkindergarten Deutschkurs	Gemeinde Erstfeld	3 125	1 200	11

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Canton de Vaud				
Débutants A1	Service communautaire de la Planchette	106486	33020	12
Débutants A1				12
Moyens A2				12
Avancés B1/B2				8
Débutants A1/supplémentaire				12
2 cours de français pour groupe-cible difficilement accessible; A1 Lausanne	ECAP-UNIA	45679	13324	11
Cours de français pour groupe-cible difficilement accessible; A2 Lausanne				12
Cours de français pour groupe-cible difficilement accessible; A1 Vevey				11
Cours de français pour groupe-cible difficilement accessible; A2 Vevey				12
4 cours de français au Pays d'Enhaut; Débutant	Administration communale, Mme Martine Henchoz	55062	18613	32
4 cours de français au Pays d'Enhaut; Faux débutant				32
2 cours de français au Pays d'Enhaut; Moyen				16
2 cours de français au Pays d'Enhaut; Avancé				16
2 cours de français au Pays d'Enhaut; Apprentis allophones				10
5 cours de français pour adultes sur la Commune d'Ollon	Commune d'Ollon	20960	4143	71
Apprendre l'école à Ecublens	Commission d'intégration et d'échange Suisses-Etrangers d'Ecublens	14600	5435	8
17 cours hebdomadaires de français dans 4 régions A–A1.1	Français en Jeu	433501	72766	228
12 cours hebdomadaires de français dans 4 régions A1.1 – A1.2				144
19 cours hebdomadaires de français dans 4 régions A1.2 – A2.2				261
12 cours hebdomadaires de français dans 4 régions A2.2 – B1/B2				155
3 cours spécifiques dans 4 régions				20
Apprendre l'école à Moudon		11762	4568	9
Cours de français semi-intensifs à Lucens		37142	13896	12
Apprendre l'école à Renens		9243	2824	15
Cours de français semi-intensifs à Renens-Ouest lausannois		26082	11178	13
2x Apprendre l'école à Montreux-Clarens		15870	5104	24
Apprendre l'école à Echallens		9464	3355	15
Apprendre l'école à Morges et environs		2307	948	n.d.
Cours de français et compréhension orale A1–A2	Appartenances – Centre Femmes	23062	5898	12
5 ateliers d'initiation au français	Appartenances	69791	6630	490
EX(ae)QUO: Cours de français A2 Yverdon	OSEO-Vaud	33828	12763	6
2x EX(ae)QUO: Cours de français A2 Morges				20
L'Avenir – Ardhmëria 2010	Association albero-suisse L'Avenir – Ardhmëria	25340	6913	32
Cours de français à Vevey; A1–A2	Ville de Vevey	62803	20208	14
Cours de français à Vevey; A2–B1				14
Sensibilisation à l'apprentissage du français pour les étrangers de Villeneuve I	Commission d'intégration de Villeneuve	21850	6382	45
13 cours-échanges de français	RERS	34640	5318	45
Ateliers de français pour femmes adultes sri-lankaises	Tamil Manram	7000	2606	8
Apprendre l'école à Bex	Commission consultative multiculturelle de Bex	5316	1901	5
La Ville autrement	CORREF	7802	2010	15
3x Vidy-Plage en français	Bureau lausannois pour l'intégration des immigrés	28835	7977	238
2 cours de français à Bex; Débutant	Commission consultative multiculturelle de Bex	40382	9840	35
2 cours de français à Bex; Faux débutant				39
3 cours de français intensifs; A1	Centre socioculturel PoleSud	177288	12583	60
3 cours de français intensifs; A2				60
SIAM à Yverdon; Introduction au français	Thais and Friends	59580	22069	6
SIAM à Lausanne; Bases pour l'écrit				6
SIAM à Lausanne; Bases et français				7
SIAM à Lausanne; Introduction au français				6
SIAM à Yverdon; Bases pour l'écrit				5
6 cours de français pour adultes allophones Payerne; Débutants semi-intensif	Groupe Suisses-Etrangers de Payerne et région	123199	14890	17
3 cours de français pour adultes allophones Payerne; Débutants				16

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabétisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Cours de français pour adultes allophones Payerne; Débutants				170
3 cours de français pour adultes allophones Payerne; Moyens semi-intensif				21
Cours de français pour adultes allophones Payerne; Moyens				6
Cours de français pour adultes allophones Payerne; Avancés semi-intensif				85
Cours de français pour adultes allophones Payerne; Avancés				11
2 cours de français pour adultes allophones Payerne; Alphabétisation				14
3 cours de français à Yverdon; A1.1	Caritas-Vaud	362 100	75 752	30
2 cours de français à Yverdon; A1.1				20
4 cours de français à Yverdon; A1.2				40
2 cours de français à Yverdon; A2.1				20
Cours de français à Yverdon; A2.2				10
5 cours de français à Nyon; A1.1				50
2 cours de français à Nyon; A1.2				20
Cours de français à Nyon; A1.2				10
3 cours de français à Nyon; A2.1				30
Cours de français à Nyon; A2.2				10
2 cours de français à Gland; A1.1				20
Cours de français à Gland; A1.1				10
2 cours de français à Gland; A1.2				20
2 cours de français à Gland; A2.1				20
Cours de français à Gland; A2.2				10
2 cours de français à Orbe; A1.1				20
2 cours de français à Orbe; A1.2				20
Cours de français à Orbe; A2.1				10
Cours de français à Orbe; A2.1				10
Cours de français à Orbe; A2.2				10
Cours d'alphabétisation à Yverdon				7
Cours de français pour femmes migrantes; A1.1	Appartenances – Espace femmes Riviera	150 544	39 885	20
Cours de français pour femmes migrantes; A1.2				20
Cours de renforcement lecture et écriture				5
Cours d'alphabétisation pour femmes migrantes 1				10
Cours d'alphabétisation pour femmes migrantes 2				10
Cours d'alphabétisation semi-intensif, Lausanne	Lire et Ecrire	333 536	78 545	6
Cours d'alphabétisation semi-intensif, Lausanne				6
Cours d'alphabétisation semi-intensif, Prilly				6
2 cours d'alphabétisation semi-intensifs, Prilly				12
Cours d'alphabétisation hebdo, La Tour-de-Peilz				7
Cours postalalpha semi-intensif, Lausanne				7
2 cours postalalpha, Lausanne				14
2 cours postalalpha, Prilly				14
Cours postalalpha, Prilly				7
Cours d'alphabétisation 2, Lausanne	Français en Jeu	76 350	23 541	13
Cours d'alphabétisation 3, Lausanne				12
3 cours «Apprendre grâce à internet»	CEFIL	59 646	5 077	30
Cours «Apprendre grâce à internet»				10
2 cours «Apprendre grâce à internet»				15
2x Français en mangeant	AICLA Borde	21 200	3 988	40
2x Nouveaux Jardins	EPER	96 079	5 318	35
Sur le chemin de l'école	Commune de Renens	11 600	2 765	35
Rencontres pour femmes migrantes	Appartenances – Centre Femmes	244 672	5 314	207
Lire en famille	Bureau lausannois pour l'intégration des immigrés	46 192	14 218	334
At-IF-Ateliers d'intégration et d'apprentissage du français	Association Thais and Friends	15 699	5 318	60
Gagner en assurance	EPER	27 500	7 977	76
2x Communiquer grâce à internet	CEFIL	26 886	4 194	21
Communiquer grâce à internet				10
Label Intégration	Commune de Renens	39 925	3 736	10
Rencontres de femmes migrantes à Payerne	Groupe Suisses-Etrangers de Payerne et région	4 341	1 312	8
De fil en aiguille	Association Tremplin	21 186	4 794	40
Espace Bienvenue: atelier de conversation pour mères et enfants	Association AMIS	27 085	5 875	15

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Rencontres-lectures pour les petits et leurs mamans allophones	Bibliothèques interculturelles Globlivres	16220	4095	111
Ateliers théâtraux Kurora 2010	Théâtre albanais de Nyon Kurora	24000	2659	15
3 x Ecole et Intégration 2011	Association culturelle Albanaise de Nyon et environs (ACANE)	20550	1175	32
Accueil Enfants	Appartenances – Centre Femmes	300137	10618	88
Accueil Enfants	Appartenances – Espace femmes Riviera	107681	6411	41
Place aux histoires	Osons les livres	28096	9989	550
Chez nous – chez vous	Bibliothèques interculturelles Globlivres	23000	5797	29
2 x Connais-tu ton pays? La Suisse médiatique et internationale	Groupe suisse-étrangers de Moudon et région	9298	2925	50
Par monts et par mots	Bibliothèque de la ville d'Aigle	5693	1649	345
Ateliers Parents-Enfants à la Jouerie de Gilamont	Animation de jeux de Vevey	8013	2659	34
Aux Quatre Couleurs: Ateliers de sensibilité au français par l'expression créative	Aux Quatre Coins	20693	5318	15
Espace enfants à Nyon	Service des affaires sociales de la Ville de Nyon	20750	5318	20
Raconte-moi une histoire	Christiane Balmer Buzzi	11352	2520	20
En avant	Direction de l'établissement primaire de Vevey	19607	5681	51

Canton du Valais

7 cours de français pour adultes peu scolarisés et/ou faiblement qualifiés 2011	Association Lire et Ecrire, Sion	100985	42000	72
3 cours d'Intégration pour Femmes Etrangères (CIFE) 2011	OSEO Valais, Sion	57740	26000	35
3 cours de français pour étrangers 2011	Université populaire d'Entremont, Vollèges	11020	4000	30
5 cours de français pour migrants 2011	Commune de Fully	12700	6000	44
11 x Français-ici: Etude, Ecriture, Expression 2011	Espace Interculturel Sierre (EIS), Sierre	93400	32000	219
2 cours de français 2011	Commune de St-Maurice	18221	7000	33
37 x Deutsch für Fremdsprachige 2011	Forum Migration Oberwallis, Visp	108874	36000	299
Cours de français 2011	Commune de Collombey-Muraz	6678	2500	10
4 Deutschkurse 2011	Volkshochschule Oberwallis, Brig	14472	6200	15
23 cours de français 2011	Commune de Monthey	136900	32000	185
Familles migrantes; travail de proximité et de prévention 2011	Commune de Martigny	84024	7000	38
2 cours d'Intégration pour Femmes Etrangères (CIFE) 2010	OSEO Valais, Sion	35389	12000	35
2 x Passarelle 2 ^{ème} phase – Pôle d'accompagnement individualisé 2010	Espace Interculturel Sierre (EIS), Sierre	17024	6000	19
16 activités intégratives 2011		18080	6000	180
2 ateliers informatiques pour femmes migrantes 2011, région de Martigny	Centre Suisses-Immigrés, Sion	14475	4000	0
Atelier informatique pour femmes migrantes 2011, région de Sion			12366	4000
Schenk mir eine Geschichte 2011	Integrationsstelle der Gemeinden Brig-Glis, Naters, Visp	15290	4000	210
MuKi-Deutsch Oberwallis 2011	Forum Migration Oberwallis, Visp	8834	8000	8
Muki-Deutsch	Schuldirektion Brig-Glis	12100	3000	11
CIFE – Atelier de créativité	OSEO Valais, Sion	8488	2000	7
20 cours de français 2011	Centre Suisses-Immigrés, Sion	170775	22000	264
30 cours de langue pour migrants 2011	Commune de Martigny	155579	24000	305
Pluri-Elles 2011	Commune de Monthey	33100	7000	0
2 cours d'intégration 2011	Commune de Riddes	5810	1800	22
Thé discussion 2011	Groupe Rhône, Sion	20000	5000	20
Spagat – Leben in zwei Kulturen 2011	Integrationsstelle der Gemeinden Brig-Glis, Naters, Visp	15130	5000	103
Comprendre l'école 2011	Commune de Martigny	13385	4000	8
Cours d'intégration et connaissance de la société d'accueil 2011	Commune de Fully	5100	2000	60
Accompagnement Mère-Enfant (AME) 2011	Centre Suisses-Immigrés, Sion	67507	8000	30
Schulprojekt Brig-Glis 2011	Integrationsstelle der Gemeinden Brig-Glis, Naters, Visp	16040	6000	261
Schulprojekt Visp 2011		14200	5000	270
Schulprojekt Naters 2011		12630	4000	207
Femmes-Tische 2011	Forum Migration Oberwallis, Visp	21592	9000	509
Frauentreff 2011		14580	5000	187
Handmade 2011		8600	2000	12
2 Integationskurse für Ausländerinnen und Ausländer 2011	Volkshochschule Oberwallis, Brig	11597	5000	18

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabétisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Canton Zoug				
2 Deutschkurse für Pfleger/innen	SRK, Kantonalverband Zug	8 120	1 620	19
9x Deutsch Lernen in der Gemeinde mit Kinderhort	Fachstelle Migration (Koordination)	229 367	44 674	46
37x Deutsch Lernen in der Gemeinde ohne Kinderhort				309
28x Deutsch Intensiv A1.1, A1.2, A2.1, A2.2	Pro Arbeit	867 500	8 675	262
3x Deutsch Konversation A2–B2		18 460	923	23
2x Konversations-Teestube A1–C2		25 242	8 330	628
3x Deutsch mit Kinderbetreuung		89 840	13 476	31
Spielend Deutsch lernen		2 163	865	22
6 Alphabetisierungskurse		65 100	651	41
6 Spielgruppen «Deutsch macht Spass»	Einwohnergemeinde Baar	86 744	10 149	200
Lesespass		7 500	1 575	8
Deutschunterricht für Vorkindergarten-Kinder mit Elterninformationen		15 371	2 613	14
4x MuKi-Deutsch in der Gemeinde Risch	Einwohnergemeinde Risch/Rotkreuz	11 842	2 025	25
Vorkindergarten Deutschkurse mit begleitenden Elterninformationen		3 709	675	9
12 Mobile Deutschkurse in der Spielgruppe Rumpelstilz		18 785	4 050	60
Deutsch für Spielgruppenkinder	Schule Menzingen	2 860	1 287	6
Lesespass	Patenschaftsgruppe Menzingen	3 096	1 393	6
3x Sprachinsel – Sprachliche Frühförderung der Migranten-Kleinkinder	Fabienne Knobel	10 800	1 755	18
Lernen und Bewegung: Dem Lernen auf die Sprünge helfen (Elterninformation)	ARIADNE Hess	4 252	1 116	9
So helfe ich meinem Kind beim Lernen (Elterninformation)		3 045	704	9
Broschüre «Sprich mit mir und hör mir zu»	Kantonale Ansprechstelle für Integrationsfragen Zug	16 650	7 579	k. A.
Deutschkursmodul-Koffer «Milchzähne»		1 544	695	k. A.
Canton de Zurich				
10 niederschwellige Deutschkurse für Frauen (A1; A2)	DFM Deutsch für fremdsprachige Mütter	41 279	12 500	90
28x ELDIS – Eltern lernen Deutsch in der Schule	Fachschule Viventa	431 526	180 000	235
2 Einstiegskurse: Deutsch für Frauen im GZ Grünau	ENAIIP Zürich	40 913	18 411	24
2 Einstiegskurse: Deutsch für Frauen im GZ Hirzenbach		40 498	18 224	21
4 Einstiegskurse: Deutsch für Frauen im Zentrum Krokodil		73 853	33 234	45
3 Einstiegskurse: Deutsch für Frauen bei St. Felix und Regula		40 954	18 429	25
2 Einstiegskurse: Deutsch für Frauen im GZ Loogarten		40 103	18 046	24
4 Einstiegskurse: Deutschkurs für Anfänger port. Muttersprache	Centro Lusitano	50 782	22 852	44
Einstiegskurs: Förderung der Integration albanischer Frauen	Albanischer Frauenverein DRITA	47 637	21 437	35
2 Einstiegskurse: Deutsch im Treppenhaus (Abendkurs)	Gemeinschaftszentrum Leimbach	15 533	6 890	24
Einstiegskurs: Deutsch im Treppenhaus (Tageskurs)	Gemeinschaftszentrum Leimbach	6 925	3 116	9
2 Einstiegskurse: Deutsch im Treppenhaus (Abendkurs)	Interessengemeinschaft pro Zürich 12	18 767	8 445	26
2 Einstiegskurse: Deutsch im Treppenhaus (Tageskurs)		11 181	5 031	13
Einstiegskurs: Deutsch im Auzelg (Abendkurs)	Verein für Quartierentwicklung Zürich Nord	5 951	2 678	8
Einstiegskurs: Deutsch im Auzelg (Tageskurs)		10 595	4 768	8
Trainingskurs: Deutsch-Ermunterungskurs	Cebrac – Centro Brasileiro de Ação Cultural	5 796	2 452	7
Trainingskurs: Deutsch unterwegs		5 656	2 392	7
14 Trainingskurse: Aussprachetraining	EB Zürich	34 147	14 444	50
2 Trainingskurse: Deutsch für hospitalisierte Schwangere	EB Zürich/Unispital	22 206	2 538	48
6 Trainingskurse: Deutsch in kl. Schritten mit Sprechpunkt	FEMIA, Bildung und Kultur für Migrantinnen	193 957	82 044	77
Trainingskurs: Spielerisch Deutsch lernen	Gemeinschaftszentrum Leimbach	7 849	3 320	9
2 Trainingskurse: interact	learning link	16 700	7 064	16
2 Trainingskurse: Spielend Sprechen lernen	MAXIM-Theater	27 202	11 506	45
2 Trainingskurse: Deutsche Grammatik für alle	UNITRE	10 328	4 369	16
2 Trainingskurse: Wir sprechen Deutsch (Konversationskurs)		10 153	4 295	18
2 Trainingskurse: Deutsch für Frauen aus dem Sexgewerbe	Zürcher Stadtmission	15 578	6 589	20
2 Trainingskurse: Zürichdeutsch lernen. Fotografieren können.	ZHAW – Zürcher Hochschule für angewandte Wissenschaften	4 700	1 988	k. A.
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/01 A1.1	Asylorganisation Zürich AOZ	11 805	2 253	13
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/01 A1.2		7 293	2 253	11
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/01 A1.3		7 413	2 253	12
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/01 A2.2		6 693	2 253	9
Niederschwellige Deutschkurse Affoltern 11/01 A1.1		7 900	2 440	11
Niederschwellige Deutschkurse Affoltern 11/01 A1.2		8 680	2 440	14
Niederschwellige Deutschkurse Birmensdorf 11/01 A2.2		7 173	2 253	11

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côuts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Niederschwellige Deutschkurse Dietikon 11/01 A1.2		7533	2253	12
Niederschwellige Deutschkurse Dietikon 11/01 A1.3		7533	2253	12
Niederschwellige Deutschkurse Dietikon 11/01 A2.1		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Oberengstringen 11/01 A1.2		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Oberengstringen 11/01 A1.3		6813	2253	9
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/01 A1.1		7053	2253	10
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/01 A1.2		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/01 A1.3		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/01 A1.3		6813	2253	9
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/01 A1.1		7293	2253	11
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/01 A1.2		7053	2253	10
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/01 A1.3		7293	2253	11
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/01 A2.1		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/01 A1.1		7964	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/01 A1.2		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/01 A1.2		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/01 A1.2		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/02 A1.1		7293	2253	11
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/02 A1.2		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/02 A1.3		6573	2253	8
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/02 A2.1		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Affoltern 11/02 A1.2		7721	2346	12
Niederschwellige Deutschkurse Affoltern 11/02 A1.3		8346	2346	14
Niederschwellige Deutschkurse Birmensdorf 11/02 A2.3		7173	2253	11
Niederschwellige Deutschkurse Dietikon 11/02 A1.1		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Dietikon 11/02 A1.3		6573	2253	8
Niederschwellige Deutschkurse Dietikon 11/02 A2.1		7293	2253	12
Niederschwellige Deutschkurse Oberengstringen 11/02 A1.1		7293	2253	11
Niederschwellige Deutschkurse Oberengstringen 11/02 A1.3		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/02 A1.1		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/02 A1.2		7893	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/02 A1.3		7053	2253	10
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/02 A2.1		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/02 A1.1		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/02 A1.2		7533	2253	12
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/02 A1.3		6813	2253	9
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/02 A2.1		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/02 A1.1		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/02 A1.2		8253	2253	15
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/02 A1.3		7533	2253	12
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/02 A1.3		7983	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/03 A1.1		7413	2253	12
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/03 A1.2		7773	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/03 A1.3		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/03 A2.1		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Affoltern 11/03 A1.1		8420	2440	12
Niederschwellige Deutschkurse Affoltern 11/03 A1.3		8160	2440	13
Niederschwellige Deutschkurse Birmensdorf 11/03 A1.1		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Dietikon 11/03 A1.1		7533	2253	12
Niederschwellige Deutschkurse Dietikon 11/03 A1.1		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Dietikon 11/03 A1.2		7653	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Mettmenstetten 11/01 A1.2		6453	2253	7
Niederschwellige Deutschkurse Oberengstringen 11/03 A1.2		7893	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Oberengstringen 11/03 A2.1		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/03 A1.1		7533	2253	12
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/03 A1.1		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/03 A1.2		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/03 A1.3		8013	2253	14
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/03 A1.1		7533	2253	12
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/03 A1.2		7773	2253	13
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/03 A1.3		7773	2253	13

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabétisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres
 * en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Partici- pants*
Niederschwellige Deutschkurse Thalwil 11/03 A2.1		7 773	2 253	13
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/03 A1.1		7 533	2 253	12
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/03 A1.2		8 013	2 253	14
Niederschwellige Deutschkurse Wädenswil 11/03 A1.3		8 013	2 253	14
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/02 B1.1		9 289	3 889	13
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/02 B1.1		8 929	3 889	11
Niederschwellige Deutschkurse Adliswil 11/03 B1.2		9 649	3 889	14
Niederschwellige Deutschkurse Schlieren 11/03 B1.2		9 409	3 889	13
8 Einstiegskurse: Deutsch für PortugiesInnen		54 316	24 442	92
2 Einstiegskurse: El-Ki-Deutschkurs		32 264	14 519	20
2 Einstiegskurse: Deutsch für Frauen im TEZET		37 625	16 931	22
2 Einstiegskurse: Deutsch in Seebach		30 872	13 892	27
Einstiegskurs: Deutsch im GZ Bachwiesen		14 760	6 642	13
Einstiegskurs: Deutsch in Neu-Affoltern		14 741	6 633	12
Deutschkurs für Cabarettänzerinnen	Zürcher Stadtmission	8 460	4 000	19
Deutschkurs für türkischsprachige Personen	Türkische Gemeinschaft Winterthur	31 570	16 550	7
Deutschkurs für türkischsprachige Personen				6
Niederschwelliger Deutschkurs für Albanischsprachige	Albanischer Frauenverein Winterthur	16 044	7 000	8
Niederschwellige Deutschkurse Bachenbülach 600 A2.3	ECAP	7 185	3 545	9
Niederschwellige Deutschkurse Bülach 601 A1.3		6 735	3 545	16
Niederschwellige Deutschkurse Bülach 602 A2.1		7 505	3 545	10
Niederschwellige Deutschkurse Bülach 603 A2.1		7 155	3 545	9
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 604 A1.3		6 845	3 545	6
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 605 A2.1		7 925	3 545	15
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 606 A2.1		7 675	3 545	13
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 607 A1.3		7 725	3 545	13
Niederschwellige Deutschkurse Männedorf 608 A1.3		7 065	3 545	7
Niederschwellige Deutschkurse Niederhasli 609 A1.1		8 145	3 545	12
Niederschwellige Deutschkurse Niederhasli 610 A2.2		7 025	3 545	13
Niederschwellige Deutschkurse Oberglatt 611 A1.2		8 385	3 545	14
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 612 A1.1		7 705	3 545	9
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 613 A1.3		8 015	3 545	12
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 614 A2.1		7 715	3 545	10
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 615 DE (A0)		7 115	3 545	8
Niederschwellige Deutschkurse Regensdorf 616 DE (A0)		7 065	3 545	13
Niederschwellige Deutschkurse Regensdorf 617 A1.2		6 845	3 545	7
Niederschwellige Deutschkurse Stäfa 618 A1.2		8 015	3 545	11
Niederschwellige Deutschkurse Stäfa 619 A2.2		7 725	3 545	10
Niederschwellige Deutschkurse Bachenbülach 620 A1.1		8 486	3 706	12
Niederschwellige Deutschkurse Bachenbülach 640 A2.1		8 066	3 706	10
Niederschwellige Deutschkurse Bülach 621 A2.1		9 997	3 545	16
Niederschwellige Deutschkurse Bülach 622 A2.1		7 505	3 545	11
Niederschwellige Deutschkurse Bülach 623 A1.1		9 005	3 545	15
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 624 A1.1		8 825	3 545	12
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 625 A2.1		8 605	3 545	15
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 626 A2.2		8 375	3 545	12
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 627 A2.1		8 085	3 545	10
Niederschwellige Deutschkurse Männedorf 628 A1.3		7 505	3 545	8
Niederschwellige Deutschkurse Niederhasli 629 A1.2		8 385	3 545	11
Niederschwellige Deutschkurse Niederhasli 630 A2.2		8 385	3 545	13
Niederschwellige Deutschkurse Oberglatt 631 A1.2		6 532	3 062	10
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 632 A1.2		7 384	3 384	10
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 633 A1.3		7 725	3 545	11
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 634 A2.2		8 165	3 545	11
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 635 DE (A0)		8 145	3 545	9
Niederschwellige Deutschkurse Regensdorf 636 A2.1		8 275	3 545	12
Niederschwellige Deutschkurse Regensdorf 637 A1.2		8 165	3 545	11
Niederschwellige Deutschkurse Stäfa 638 A1.1		7 695	3 545	9
Niederschwellige Deutschkurse Stäfa 639 A2.1		8 065	3 545	11
Niederschwellige Deutschkurse Bachenbülach 641 A1.1		8 736	3 706	12
Niederschwellige Deutschkurse Bachenbülach 642 A2.2		7 996	3 706	9
Niederschwellige Deutschkurse Bülach 643 A1.1		10 028	3 868	15

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Participants*
Niederschwellige Deutschkurse Bülach 644 A1.2		9398	3868	15
Niederschwellige Deutschkurse Bülach 645 A1.1		6263	3223	7
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 646 A1.2		9528	3868	14
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 647 A2.1		8966	3706	14
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 648 DE (A0)		8436	3706	9
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 649 A1.1		7156	3706	5
Niederschwellige Deutschkurse Kloten 650 A2.1		7616	3706	7
Niederschwellige Deutschkurse Männedorf 651 A1.1		7948	3868	8
Niederschwellige Deutschkurse Männedorf 652 A2.2		9088	3868	12
Niederschwellige Deutschkurse Niederhasli 653 A1.1		8228	3868	8
Niederschwellige Deutschkurse Niederhasli 654 A1.2		7678	3868	7
Niederschwellige Deutschkurse Oberglatt 655 A2.2		7816	3706	8
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 656 A1.1		7365	3545	8
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 657 A1.2		9235	3545	16
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 658 A1.2		8295	3545	13
Niederschwellige Deutschkurse Opfikon 659 A1.3		7104	3384	8
Niederschwellige Deutschkurse Regensdorf 660 A1.1		7888	3868	8
Niederschwellige Deutschkurse Regensdorf 661 A2.1		9148	3868	12
Niederschwellige Deutschkurse Stäfa 662 DE (A0)		8628	3868	11
Niederschwellige Deutschkurse Stäfa 663 A2.1		8298	3868	9
4 Deutsch- und Integrationskurse «Leben in Winterthur»		19536	5980	32
4 Alphabetisierungskurse		58655	16830	34
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q1–11 A1.2	Akrotea.ch	11905	6705	10
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q1–11 A1.3		12425	6705	12
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q1–11 A2.2		11125	6705	7
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q1–11 A1.1		11125	6705	7
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q1–11 A1.1		12685	6705	13
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q1–11 A1.2		11385	6705	8
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q1–11 A2.1		11905	6705	10
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q1–11 A2.3		12685	6705	13
Niederschwellige Deutschkurse Brüttisellen Q1–11 A2.2		11385	6705	8
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q1–11 DE (A0)		11125	6705	7
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q1–11 A1.1		10605	6705	5
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q1–11 A1.2		12165	6705	11
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q1–11 A2.1		12945	6705	16
Niederschwellige Deutschkurse Hinwil Q1–11 A1.2		12165	6705	11
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q1–11 DE (A0)		12425	6705	12
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q1–11 A1.1		12945	6705	14
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q1–11 A1.3		12425	6705	12
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q1–11 A2.1–1		12425	6705	12
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q1–11 A2.1–2		12685	6705	13
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q2–11 DE (A0)		9958	5158	14
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q2–11 A1.3		8958	5158	9
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q2–11 A2.1		8958	5158	9
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q2–11 A2.3		8158	5158	5
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q2–11 DE (A0)		8558	5158	7
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q2–11 A1.2		9958	5158	14
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q2–11 A1.3		9558	5158	12
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q2–11 A2.2		9358	5158	11
Niederschwellige Deutschkurse Brüttisellen Q2–11 A2.3		9358	5158	11
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q2–11 A1.1		9358	5158	11
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q2–11 A1.2		9758	5158	13
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q2–11 A1.3		8958	5158	9
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q2–11 A2.2		9358	5158	11
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q2–11 A1.1		9758	5158	13
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q2–11 A1.2		9958	5158	16
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q2–11 A2.1		9158	5158	10
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q2–11 A2.2-1		9558	5158	12
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q2–11 A2.2-2		9558	5158	12
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q3–11 DE (A0)		11905	6705	10
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q3–11 A1.1		12165	6705	11

■ Promotion linguistique
 ■ Alphabétisation
 ■ Intégration sociale
 ■ Encouragement préscolaire
 ■ Autres

* en partie, résultats d'estimations

Intitulé du projet	Organisme responsable	Côûts totaux (CHF)	Contribution ODM (CHF)	Partici- pants*
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q3-11 A1.3		12 945	6 705	14
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon Q3-11 A2.2		12 425	6 705	12
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q3-11 A1.1		12 165	6 705	11
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q3-11 A1.3		12 425	6 705	12
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q3-11 A2.1		10 605	6 705	5
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q3-11 A2.3		11 385	6 705	8
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q3-11 DE (A0)		11 905	6 705	10
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q3-11 A1.1		12 165	6 705	11
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q3-11 A1.2		11 645	6 705	9
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q3-11 A1.3		12 165	6 705	11
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q3-11 A2.1		12 165	6 705	11
Niederschwellige Deutschkurse Dübendorf Q3-11 A2.3		12 165	6 705	11
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q3-11 DE (A0)		12 425	6 705	12
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q3-11 A1.1		11 645	6 705	9
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q3-11 A1.2		11 905	6 705	10
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q3-11 A1.3		12 685	6 705	13
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q3-11 A2.2		11 905	6 705	10
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q3-11 A2.3		11 385	6 705	8
Niederschwellige Deutschkurse Rüti Q3-11 A2.3		11 645	6 705	9
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q2-11 B1.1		8 558	5 158	7
Niederschwellige Deutschkurse Pfäffikon Q3-11 B1.2		11 385	6 705	8
Niederschwellige Deutschkurse Effretikon B1.2		10 670	0	8
Alphabetisierungskurse Effretikon Q1-2011		11 125	6 705	7
Alphabetisierungskurse Effretikon Q1-2011		12 165	6 705	11
Alphabetisierungskurse Pfäffikon Q1-2011		11 905	6 705	10
Alphabetisierungskurse Rüti Q1-2011		11 905	6 705	10
Alphabetisierungskurse Effretikon Q2-2011		9 158	5 158	11
Alphabetisierungskurse Effretikon Q2-2011		9 358	5 158	11
Alphabetisierungskurse Pfäffikon Q2-2011		8 558	5 158	7
Alphabetisierungskurse Rüti Q2-2011		8 758	5 158	8
Alphabetisierungskurse Effretikon Q3-2011		10 605	6 705	5
Alphabetisierungskurse Effretikon Q3-2011		10 983	0	8
Alphabetisierungskurse Effretikon Q3-2011		12 158	7 218	9
Alphabetisierungskurse Pfäffikon Q3-2011		12 158	7 218	9
Alphabetisierungskurse Rüti Q3-2011		11 378	7 218	6
Alphabetisierungskurse Rüti Q3-2011		11 898	7 218	8
Alphabetisierungskurse Effretikon Q1-2011		11 378	7 218	6
2x MuKi-Deutsch Opfikon	machbar	47 037	20 000	19
MuKi-Deutsch Obfelden		28 182	11 500	7
Alphabetisierungskurse Affoltern a.A./A7		12 001	6 671	8
Alphabetisierungskurse Affoltern a.A./A8		10 451	6 671	6
Alphabetisierungskurse Affoltern a.A./A9		10 521	6 671	5
Alphabetisierungskurse Affoltern a.A./A10		11 321	6 671	11
Alphabetisierungskurse Dietikon/D6		17 864	10 264	8
Alphabetisierungskurse Dietikon/D7		16 664	10 264	7
Alphabetisierungskurse Opfikon/O2		16 104	10 264	5
Alphabetisierungskurse Opfikon/O3		15 464	10 264	7
Alphabetisierungskurse Affoltern a.A./A11		10 741	6 671	6
Alphabetisierungskurse Affoltern a.A./A12		11 871	6 671	10
31 Konversationskurse	HEKS	143 399	5 500	254
2 Konversationskurse		0	0	15
8x Deutsch-Alphabetisierung mit Sprechpunkt Deutsch	FEMIA, Bildung und Kultur für Migrantinnen	223 982	88 025	94
Deutsch- und Integrationskurs Turbenthal	Elternforum Turbenthal	8 540	5 000	18
Schenk mir eine Geschichte – Family Literacy	Schweizerisches Institut für Kinder- und Jugendmedien	18 740	4 400	130
Schrittweise	Interkulturelles Forum Winterthur	132 497	35 000	39
Zweisprachige Integrationsspielgruppe	Verein BiLiKid	21 934	5 000	19
schulstart+	Caritas Zürich	45 849	5 000	24
Basis-Konversationskurs für lerngewohnte Frauen	Interkulturelles Forum Winterthur	7 600	2 240	8
Femmes Tische für Migrantinnen		48 050	38 500	676

Point fort 2A: Centres de compétence de l'intégration

La liste présente tous les centres de compétence de l'intégration du point fort 2A de l'année 2011.

Centres de compétence en 2011

Nom et organisme responsable	Antennes	Contribution ODM 2011 (CHF)	Coûts totaux 2011 (CHF)
Argovie			
Kompetenzzentrum Integration Kanton Aargau	Aarau	100 000	453 000
Appenzell Rhodes-Extérieures			
Kompetenzzentrum Integration des Kantons Appenzell Ausserrhoden	Herisau	6 938	14 024
Bâle-Campagne			
Fachstelle Integration Basel-Landschaft	Liestal	120 000	580 240
Bâle-Ville			
GGG Ausländerberatung Basel	Basel	120 000	420 652
Berne			
Informationsstelle für Ausländerinnen- und Ausländerfragen, ISA	Burgdorf	35 000	74 458
Multimondo	Biel	54 000	209 500
Informationsstelle für Ausländerinnen- und Ausländerfragen, ISA	Langenthal	17 750	35 500
Informationsstelle für Ausländerinnen- und Ausländerfragen, ISA	Bern	100 000	605 255
Kompetenzzentrum Integration Thun-Oberland	Thun	24 000	153 161
Fribourg			
Bureau de l'intégration des migrants et de la prévention du racisme, IMR	Freiburg	100 000	212 838
Genève			
Bureau de l'intégration des étrangers du canton de Genève	Genève	250 000	930 000
Grisons			
Kompetenzzentrum Integration und Information Graubünden	Chur	60 000	288 000
Jura			
Bureau de l'intégration des étrangers et lutte contre le racisme du canton de Jura	Delsberg	50 000	111 940
Lucerne / Nidwald			
FABIA, Fachstelle für die Beratung und die Integration von Ausländerinnen und Ausländern	Luzern	130 000	347 162
Neuchâtel			
Service de la cohésion multiculturelle du canton de Neuchâtel	Neuenburg, La Chaux-de-Fonds	150 000	565 299

Nom et organisme responsable	Antennes	Contribution ODM 2011 (CHF)	Coûts totaux 2011 (CHF)
Schaffhouse			
INTEGRES, Integrationsfachstelle Region Schaffhausen	Schaffhausen	60 000	327 879
Schwyz			
KomIn, Kompetenzzentrum für Integration	Pfäffikon, Goldau	60 000	311 018
Soleure			
Kompetenzzentrum Integration Kanton Solothurn	Solothurn	100 000	530 000
Saint-Gall			
Kompetenzzentrum Integration, Gleichstellung und Projekte des Kantons St. Gallen	St. Gallen	200 000	632 500
Tessin			
Delegato all'integrazione degli stranieri e alla lotta al razzismo del cantone di Ticino	Bellinzona	64 000	201 345
Thurgovie			
Fachstelle für Integration der Stadt Frauenfeld	Frauenfeld	60 000	403 549
Kompetenzzentrum Integration Kreuzlingen	Kreuzlingen	40 000	104 000
Vaud			
Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme	Renens, Bex, Nyon, Yverdon-les-Bains	220 000	501 129
Bureau pour l'intégration des immigrés BLI de la ville de Lausanne	Lausanne	80 000	538 263
Valais			
Centre de compétence intégration Valais	Sion	100 000	245 079
Zoug			
Kompetenzzentrum Integration Kanton Zug	Zug	60 000	180 000
Zurich			
Kantonale Fachstelle für Integrationsfragen des Kantons Zürich	Zürich, Dietikon, Uster	300 000	1 284 732
Kompetenzzentrum Integration Winterthur	Winterthur	70 000	400 437
Integrationsförderung der Stadt Zürich	Zürich	200 000	800 000
Suisse			
Schweizerische Konferenz der Fachstellen für Integration, KoFI		15 000	46 084

Point fort 2B:

Portraits des centres d'interprétariat communautaire

Appartenances VD

Fondation de l'Association Appartenances et début des activités d'interprétariat communautaire en 1993.

Depuis 1996, Appartenances propose également une formation d'interprète communautaire.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	31 386
Nombre d'interprètes:	117

Caritas Dolmetschdienst Zentralschweiz / Thurgau

Fondation/création du service d'interprétariat de Caritas dans le canton de Lucerne en 1999. Contrat de prestations des six cantons de Suisse centrale «Gestion du centre d'interprétariat de Suisse centrale» conclu en 2006 (Lucerne, Nidwald, Obwald, Schwyz, Uri et Zoug). Fondation du service d'interprétariat de Caritas Thurgovie en 2002. Décision de coopération interrégionale de Caritas Lucerne et de Caritas Thurgovie en 2009.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	16 258
Nombre d'interprètes:	187

Centre d'interprétariat communautaire (CIC) NE

Fondation du centre d'interprétariat et de traduction en 1994.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	2 889
Nombre d'interprètes:	69

«comprendi?» BE

Fondation en 2006 suite au regroupement de quatre fournisseurs de prestations dans le domaine de l'interprétariat communautaire dans le canton de Berne: Caritas Berne, EPER Berne, intercultural/Association bernoise pour la formation des parents et Lesesüd. L'association «comprendi?» a été dissoute fin 2008; depuis lors, le service de placement est entièrement géré par Caritas Berne.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	17 309
Nombre d'interprètes:	308

DERMAN SH

Fondation du service spécialisé d'interprétariat communautaire et de placement en 2000.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	3 969
Nombre d'interprètes:	57

DERMAN TI

DERMAN TI s'occupe du placement d'interprètes communautaires depuis avril 2004.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	1 767
Nombre d'interprètes:	80

Dolmetschvermittlung Caritas Graubünden GR

Fondation du centre de placement d'interprètes communautaires en 2001, sous la conduite du service d'intégration de Caritas Suisse. Depuis janvier 2008, conduite assurée par Caritas Grisons.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	991
Nombre d'interprètes:	52

HEKS Linguadukt AG/SO

Fondation du service de placement en Argovie en 2001, extension au canton de Soleure en 2007.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	2877
Nombre d'interprètes:	97

MEDIOS ZH

Fondation du centre de placement Medios en septembre 2004, début de l'activité en janvier 2005. Reprise de Medios par l'AOZ début 2008

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	16691
Nombre d'interprètes:	289

Netzwerk Kulturvermittlung, Stadt Baden AG

Création de l'offre – purement destinée à la municipalité dans un premier temps – en 2000. Depuis 2006, le Netzwerk Kulturvermittlung est officiellement actif sur l'ensemble du territoire cantonal.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	2322
Nombre d'interprètes:	79

«se comprendre» FR/JU

Fondation de «se comprendre» par Caritas Suisse Fribourg et Caritas Jura en 1997.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	4787
Nombre d'interprètes:	88

Service Interprétariat de la Croix-Rouge genevoise GE

La CRG emploie des interprètes pour elle-même et pour ses antennes depuis 1993. La création effective du Service Interprétariat remonte à 1999.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	24 129
Nombre d'interprètes:	141

verdi SG

Fondation de verdi, le service d'interprétariat communautaire de l'ARGE Integration Ostschweiz, en 1998.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	6561
Nombre d'interprètes:	148

Vermittlungsstelle für interkulturelles Übersetzen beim Ausländerdienst Baselland (ald) BL

Fondation de l'ald en 1964 et mise sur pied du service de placement d'interprètes communautaires.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	2662
Nombre d'interprètes:	106

Vermittlungsstelle für interkulturelles Übersetzen und Vermitteln HEKS beider Basel, KIM/Linguadukt BS

Fondation du service d'interprétariat de l'EPER pour la région bâloise en 1987.

Nombre d'heures d'interprétariat en 2011:	15 279
Nombre d'interprètes:	135

Point fort 3: Liste de projets «Projets pilotes»

La liste suivante récapitule tous les projets que l'ODM et la CFM subventionnent. Ces derniers figurent également dans le rapport annuel 2011 de la CFM «Migration plein cadre 2011».²²

Projets pilotes de l'Office fédéral des migrations (ODM)

Nom du projet	Organisme responsable	Durée	Contribution ODM 2011 (CHF)	Contribution ODM total (CHF)
Promotion linguistique et encouragement préscolaire				
schritt:weise	a:primo	2008–2014 ²⁴	30000	260300
Interkulturelle Kompetenzen für Fachpersonen im Frühbereich	Fachstelle für Integration Winterthur	2009–2011	14640	36600
Kompetenzzentrum BIBER: Weiterbildungsmodul	Universität Fribourg, Departement Erziehungswissenschaften	2009–2011	33200	83000
Genitori risorsa	Designazione: Associazione Progetto Genitori c/o SACD	2009–2010	4400 ²³	11000
Spielgruppen Horw: niederschwelliger Zugang für alle!	Gemeinde Horw	2009–2011	24000	60000
Spielgruppe Buechwaldmüsi	Spielgruppenteam Heimat/Buchwald	2009–2011	8000	20000
padre-aba-pai Migrantenväter im Gespräch	Schweizerischer Bund für Elternbildung	2009–2010	12000 ²³	30000
Bildungspartnerschaft mit Eltern in der frühen Sprachförderung	Dienststelle Soziales und Gesundheit, Fachstelle Gesellschaftsfragen (FGF)	2009–2011	16954	48022
Zweisprachige Integrationsspielgruppe ZH-Uster	BiLiKiD, Verein zweisprachige Spielgruppen	2009–2011	1800	4500
Zweisprachige Integrationsspielgruppe ZH-Dietikon	BiLiKiD, Verein zweisprachige Spielgruppen	2009–2011	1800	4500
Weiterbildungsreihe: Frühe Bildung aus interkultureller Perspektive	Verband des Personals öffentlicher Dienste	2009–2011	2200	5500
Interkulturelle Elternworkshops zur frühen Förderung	HEKS Regionalstelle beider Basel	2009–2011	36024	90060
FIM – Frühförderung und Integration mit Monatsbuch	Eltern Kind Zentrum MaKly	2009–2011	18000	45000
Qualifizierung von interkulturellen LeseanimatorInnen	Schweizerisches Institut für Kinder- und Jugendmedien SIKJM	2009–2011	8282	21422
Integrationsförderung im Frühbereich – der Lernpfad	Kon-Lab GmbH	2009–2011	255508	638770
Piccoli passi alla scoperta del grande mondo	Croce Rossa Svizzera	2009–2010	6200 ²³	15500
Weiterbildung für Betreuerinnen und Mütter im Mütterzentrum	Verein Mütterzentrum Bern-West	2009–2011	21772	54430
Programme de mesures innovantes d'IDP dans le canton de NE	Service de la cohésion multiculturelle COSM	2009–2011	114376	285942
Petite enfance, cours d'interculturalité	Service de la population et des migrants	2009–2011	12800	32000
Qualifizierung des Fachpersonal/Weiterbildung	Integrationsfachstelle für die Region Schaffhausen	2009–2010	1800 ²³	4500
Anschubprogramm Integrationsförderung im Vorschulalter	Integrationsfachstelle für die Region Schaffhausen Integres	2009–2011	12000	30000
HEKS schritt:weise St. Gallen	HEKS Regionalstelle Ostschweiz	2009–2011	28000	70000
Formazione per formatori in contesti multiculturali	Labor Transfer	2009–2010	6000 ²³	15000
Frühstart – Integrationsförderung für junge Familien	Ausländerdienst Baselland	2009–2011	17650	60550
schritt:weise Baselland	Rotes Kreuz Baselland	2009–2011	16000	40000
«mitten unter uns» für Kinder im Vorschulbereich	Rotes Kreuz Baselland	2009–2011	8000	20000
schritt:weise Ostermundigen	Jugendamt Ostermundigen	2009–2011	16000	40000
Unser Kind: Broschüre für Eltern mit Migrationshintergrund	Pro Juventute	2009–2011	114000	285000
INCONTRIAMOCI	Associazione Psicologia generativa	2009–2010	14000 ²³	35000
Förd. von Kindern im Vorkindergartenalter und deren Eltern	Spielgruppe Chinderwerkstatt Martina	2009–2011	3200	8000
Weiterbildung Frühförderungsprogramm PAT – Mit Eltern lernen	Hochschule für Heilpädagogik	2009–2010	8848 ²³	22120
Pilotprojekt «Muttersprachliche Eltern-Kind-Gruppen»	Fachstelle für Integration Winterthur	2009–2011	12110	30275

Nom du projet	Organisme responsable	Durée	Contribution ODM 2011 (CHF)	Contribution ODM total (CHF)
Aufsuchende Elternarbeit	Fachstelle für Integration Frauenfeld	2009–2011	4000	10000
Eltern-Kind-Gruppe	Fachstelle für Integration Frauenfeld	2009–2011	5400	13500
Quartiertreffpunkt – für Eltern und Kinder	Fachstelle für Integration Frauenfeld	2009–2011	7500	18750
Spielgruppe mit Schwerpunkt Integration und Sprachförderung	Verein Spielgruppe Kinderland	2009–2011	15840	39600
FemmesTISCHE im Frühbereich	FemmesTISCHE Geschäftsstelle	2009–2011	8440	48520
Costruire una cultura della prima infanzia...	SUPSI	2009–2011	11600	29000
Accessibilité d'offres existantes pour le groupe-cible des enfants et parents socialement défavorisés	Association pour l'Education Familiale	2009–2011	40160	100400
La Marelle	Université populaire Albanaise	2009–2010	17167 ²³	42919
Accoglienza e intervento con allievi allogliotti alla SI	Comune di Biasca	2009–2011	6800	17000
Rahmenkonzept Sprachförderung, Gesamtkoordination von Entwicklungsprojekten	Universität Fribourg	2010–2011	19600	196000
Rahmenkonzept Sprachförderung, Entwicklungsprojekt B: Illustration der Ziele durch Leistungen von Lernenden	MGB-Koordinationsstelle der Klubschulen (KOST)	2010–2011	180000	209000
Rahmenkonzept Sprachförderung, Entwicklungsprojekt C1 + C2: Beurteilungsinstrumente	IDEA sagl	2010–2011	168000	420000
Rahmenkonzept Sprachförderung, Entwicklungsprojekt A1+A2: Bestimmung und Beschreibung von Lernzielen	Universität Fribourg	2010–2011	42500	425000
Rahmenkonzept Sprachförderung, Begleitgruppe Manual Rahmencurriculum	Universität Fribourg rc consulta – Büro für sozial- und bildungspolitische Fragestellungen	2010–2011 2010	9000 7308 ²³	90000 21078
Leitlinien für die Frühe Förderung im Kanton Schaffhausen	Kanton Schaffhausen	2010–2011	60500	121000
Frühförderkonzept Stadt Biel	Stadt Biel	2010–2011	25000	50000
BaBeL Bébé	Projekt BaBeL	2010–2011	1800	9000
Konzeptarbeit Frühe Förderung Stadt Aarau	Fachstelle Kind und Familie Aarau	2010–2011	26246	52492
Frühförderung in Pratteln	Gemeinde Pratteln	2010–2011	7275	19400
Vorkindergarten-Konzept Grenchen	Stadt Grenchen	2010–2011	34000	68000
Konzept «+ Angebote»	Stadt Winterthur, Fachstelle Frühförderung	2010–2011	23550	47100
Förderung ab Geburt: ZEPPELIN 0–2	Hochschule für Heilpädagogik	2010–2011	80000	200000
Sprachförderung in bilingualen Spielgruppen BiLiKiD	Institut für Elementar- und Schulpädagogik (IESP)	2011–2012	18832	23540
Rahmenkonzept Sprachförderung: Datenbank	Universität Fribourg	2011	52000	52000
Projekt- und Evaluationsbeschreibung «ElternWissen – Schulerfolg»	Elternbildung CH	2011–2013	9120	39800
Übersetzung Datenbank Rahmenkonzept Sprachförderung	Roger Alain Barbier, juriconsulte, & lic. ès sc. écon.	2011–2012	28798	40000
Rahmenkonzept Sprachförderung, Entwicklung von Instrumenten für die sprachliche Förderung von Migrantinnen und Migranten – Pilot 1	Universität Fribourg	2011–2012	32000	40000
Integrationsförderung im Frühbereich, Zusatzstudie Befragung von Teilnehmenden in Q-Projekten	Pädagogische Hochschule Zentralschweiz	2011–2012	15952	19940
Rahmenkonzept Sprachförderung, Der Einfluss von fremdsprachendidaktischen Verfahren auf das Sprachenlernen	Universität Fribourg	2011–2012	48000	60000
Rahmenkonzept Sprachförderung, Produktionsmanagement	Universität Fribourg	2011–2012	32704	40880
Rahmenkonzept Sprachförderung, Corporate Design	medialink	2011–2012	47829	119573
Rahmenkonzept Sprachförderung, Corporate Design/ Fotografie	medialink	2011–2012	37030	92575
Rahmenkonzept Sprachförderung, Corporate Design/ Produktionsmanagement	medialink	2011–2012	18452	18452
Rahmenkonzept Sprachförderung, Weiterführung FIDE-Projekt D Qualifizierung von Sprachkursleitenden im Integrationsbereich	Schweizerischer Verband für Weiterbildung SVEB	2011–2012	20400	25500
«Rahmenkonzept Sprachförderung, Erstellung von WTO-Ausschreibungen»	Kopf, Herz und Hand	2011–2012	6000	16000

Nom du projet	Organisme responsable	Durée	Contribution ODM 2011 (CHF)	Contribution ODM total (CHF)
Intégration professionnelle				
Crescenda	Crescenda Gründungszentrum für MigrantInnen	2008–2012	8 000	120 000
Job Coaching – Traumatisierte	SAH Zürich	2008–2013	80 000	420 000
IPT – Traumatisierte	Intégration pour tous IPT, Vevey	2008–2013	60 000	400 000
Berufliche Integration von Traumatisierten	SRK Kt. Bern	2008–2010	27 550 ²³	147 550
Berufliche Integration von Traumatisierten	Asylorganisation Zürich AOZ	2008–2013	60 000	400 000
Migrationsfachperson	Prüfungskommission MFP	2008–2011	5 399	177 633
Information				
Web for Migrants	Verein Web for Migrants	2008–2013	108 000	430 000
A la Vista	A la Vista	2009–2011	52 000	170 000
Sensibilisierung der Migrationsbevölkerung zum Thema Zwangsheirat	ald ausländerdienst	2009–2013 ²⁴	72 666	205 062
Sensibilisierung der Migrationsbevölkerung und Information der Berufsleute zum Thema Zwangsheirat	Service de la cohésion muticulturelle COSM	2009–2013 ²⁴	55 000	230 000
Information von Berufsleuten zum Thema Zwangsheirat	zwangsheirat.ch	2009–2013 ²⁴	32 998	162 014
Koordinationsaufgabe Zwangsheirat: Terre des Femmes Pilotprojekt zu Zwangsheirat	Terre des Femmes Schweiz	2009–2013 ²⁴	30 000	132 000
Erstinformationsbroschüre für neu Zuziehende, Konzeption, Gestaltung, Redaktion und Illustration	Bildungsstelle Häusliche Gewalt Luzern	2009–2013 ²⁴	26 000	128 000
Erstinformationsbroschüre für neu Zuziehende, Übersetzung	Medialink	2010–2011	8 100 ²³	68 100
Roundtable Appartenances	proverb	2011	54 313	54 313
Leistungen im Bereich interkulturelles Übersetzen	Appartenances	2010	1 700 ²³	8 500
Swisstour 2011, 1 ^{er} Congrès de la Diaspora Africaine de Suisse	Kompetenzzentrum Interpret	2010–2013	150 000	918 200
Relaunch Website Interbiblio	Conseil de la Diaspora Africaine de Suisse, CDAS	2011	48 000	60 000
Grundlagenpapier zur eritreischen Diaspora in der Schweiz	Interbiblio	2011	5 000	5 000
Austauschtreffen zur eritreischen Diaspora in der Schweiz	Philipp Eyer, Ethnologe	2011	4 400	4 400
Kurzgutachten zur Tragweite der Teilrevision AuG in Bezug auf die Vorschläge betreffend Art. 27 und 43 ATSG	Philipp Eyer, Ethnologe	2011	8 819	8 819
	Advokatur & Consulting	2011–2012	4 800	6 000
Intégration sociale				
Projets urbains	Interdepartementale Steuergruppe «Projets urbains» des Bundes	2008–2015	200 000	1 600 000
KuBuS – Partizipation	Interdepartementale Steuergruppe «Projets urbains» des Bundes	2009–2015	30 000	210 000
Konzept SAJV Aufbau Fachbereich Interkulturelle Arbeit	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände SAJV	2009–2011	20 000	80 000
Prävention von Mädchenbeschneidung in der Schweiz	Caritas Schweiz	2010–2013	40 000	160 000
Babel Suisse	Labor et Fides	2011–2012	48 000	60 000
Evaluations / Etudes				
Evaluation des Schwerpunkts «Sprache und Bildung» 2008–2011	Infras / IDHEAP	2008–2012	53 722	240 000
Integrationsmodule Zürich	Kantonale Fachstelle für Integration Zürich	2009–2010	16 000 ²³	80 000
Promoting Sustainable Policies for Integration (PROSINT)	International Centre for Migration Policy Development	2010–2011	5 300 ²³	27 230
Zusammenleben in der Schweiz: Rassismusmonitoring Studie «Interkulturelles Übersetzen an den Schnittstellen des Bildungsbereichs»	Fachstelle für Rassismusbekämpfung	2009–2014	56 000	280 000
Studie «Interkulturelles Übersetzen im Sozialwesen»	Kompetenzzentrum Interpret	2011	38 640	48 300
Kurzgutachten Muslim-Dialog	Kompetenzzentrum Interpret	2011	36 800	46 000
Vorstudie «Potentiale nutzen/Pilotprojekte Nachholbildung» für vorläufig Aufgenommene, vorläufig aufgenommene Flüchtlinge und anerkannte Flüchtlinge	The Intercivil Society	2011	5 000	5 000
	KEK – CDC Consultants	2011	20 823	20 823

Projets pilotes de la Commission fédérale pour les questions de migration (CFM)

Nom du projet	Organisme responsable	Durée	Montant accordé (CHF)
Citoyenneté			
Teilnehmen – Teilhaben: Politisches Mentoring mit Migrantinnen Forum 2010–2011	cfd – Christlicher Friedensdienst	2011–2012	45 000
Programm kontakt-citoyenneté.ch	FIMM – Forum für die Integration der Migrantinnen und Migranten, Bern	2010–2011	170 000
Diaspora und Friedensförderung	EKM und Migros Kulturprozent	2011–2013	306 000
Citoyenneté: Umsetzung Teil-haben statt Geteilt-sein	CAUX-Initiativen der Veränderung	2011	20 000
Exil-Citoyenneté. Repenser l'exil pour être citoyen lucide	Hochschule Luzern – Soziale Arbeit, Institut für Soziokulturelle Entwicklung	2011–2012	100 000
La citoyenneté, ça s'apprend	Collège International de Philosophie, Programme Exil Citoyenneté	2011–2015	56 000
MAXIM-Interkulturell – mehr als Theater	Bureau lausannois pour l'intégration des immigrés – BLI	2011–2012	90 000
Interdepartementales Programm «Projets urbains»	Verein MAXIM Theater	2011–2013	180 000
Projets urbains			
Interdepartementales Programm «Projets urbains»	ARE, BWO, FRB, BFM, EKM, BASPO	2008–2011	100 000
Autres			
Integrationspreis 2011	EKM	2011	45 000
Eigentlich wollten wir zurückkehren – Alter und Migration	Feck Filmproduktion GmbH	2011–2012	30 000
Auftragsstudie: Ältere MigrantInnen in der Schweiz	Forum Alter und Migration	2011–2012	70 000
Evaluation Boys To Men Mentoring	Verein Boys To Men	2011–2013	50 000

²² www.ekm.admin.ch/content/dam/data/ekm/dokumentation/jahresberichte/jahresbericht11_f.pdf

²³ Dernier paiement

²⁴ Prolongation du financement

Forfait d'intégration: Données sur les mesures mises en œuvre

En application de l'art. 9, al. 2, let. a et b, de l'ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE), les cantons ont présenté par écrit à l'ODM, fin avril 2012, leur rapport annuel sur l'utilisation du forfait d'intégration. Les données ci-après se fondent sur ce rapport, étant précisé que le nombre indiqué de participants résulte parfois d'estimations.

admissibles à titre provisoire. L'expérience montre qu'il faut un certain temps pour adapter l'offre à la demande de mesures d'intégration. La plupart des cantons ont ainsi imputé sur 2011 des montants non utilisés les années précédentes, tandis que d'autres ont pris en charge des dépenses sur leurs ressources propres. Ce tableau ne récapitule que les contributions fédérales allouées et utilisées en 2011.

Le forfait d'intégration est versé trimestriellement aux cantons en fonction du nombre de réfugiés reconnus et de personnes

Forfait d'intégration (CHF)*	Montant du forfait d'intégration utilisé en 2011 (CHF)	Principales mesures/Remarques
Argovie		
3035433	2634255	Cours de langue (alphabétisation et encouragement linguistique), projets destinés à faciliter l'intégration professionnelle, programmes d'occupation, prestations de conseil et offres de formation, entretiens de bilan et d'orientation Au total, le forfait d'intégration a permis d'apporter un soutien à 1245 personnes (ou places), réparties sur une quarantaine de projets (notamment: cours d'allemand, projets d'intégration professionnelle, prestations de conseil et offres de formation). Sur ce nombre, 496 ont bénéficié des mesures proposées par l'Office cantonal de l'économie et du travail (notamment: cours d'allemand, bilan et motivation) et 416 des mesures prises par le service social cantonal (notamment: cours d'allemand et d'alphabétisation, intégration professionnelle). Enfin, 145 personnes ont pris part à 11 projets réalisés par Caritas Argovie (prestations de conseil, offres de formation, cours d'allemand et d'alphabétisation, intégration professionnelle). En se fondant sur le concept de gestion systématique axée sur les ressources et les groupes-cibles du forfait d'intégration, la «Anlaufstelle Integration Aargau» (AIA) invite, depuis septembre 2011, toutes les personnes nouvellement titulaires d'une admission provisoire ou d'un statut de réfugié provisoire ou reconnu à un entretien de bilan et d'orientation, sur la base duquel elle élabore un plan de mesures.
Appenzell Rhodes-Extérieures		
435651	435651	Cours d'allemand et d'intégration, mesures destinées à faciliter l'intégration sociale et professionnelle L'éventail des mesures déployées par le Centre de conseil aux réfugiés comprend: des cours d'allemand et d'intégration, un soutien à l'intégration professionnelle et un encouragement à l'intégration sociale. Un important projet d'intégration dans le marché secondaire du travail a été mis en œuvre par l'entreprise Dock AG et la fondation Tosam. En outre, des cours de langue ont été dispensés par d'autres prestataires.
Appenzell Rhodes-Intérieures		
145753	105542	Intégration professionnelle, cours de langue Près de 70 % des fonds ont été alloués à des mesures d'intégration sur le marché du travail et à des programmes d'occupation qui ont profité à 6 personnes. Les 30 % restants ont été affectés à des cours de langue dont ont bénéficié 12 personnes.
Bâle-Campagne		
1655789	1655789	Mesures d'intégration professionnelle et d'encouragement linguistique Le forfait d'intégration a servi au financement de mesures d'intégration et d'insertion (financements individuels). Trois quarts des fonds ont été investis dans des mesures d'intégration professionnelle. Quant au quart restant, il a été affecté à des offres d'encouragement linguistique. Le forfait d'intégration a permis de soutenir un grand nombre de prestataires de l'agglomération bâloise (intégration professionnelle: ABS Betreuungsservice, b2 Baupunkt, Job Club, Overall, etc.; encouragement linguistique: Academia Sprach- und Lernzentrum, Service des étrangers de Bâle-Campagne, ECAP, Kurszentrum K5, etc.).

*correspond aux versements trimestriels 2010

Forfait d'intégration (CHF)*	Montant du forfait d'intégration utilisé en 2011 (CHF)	Principales mesures/Remarques
Bâle-Ville		
767896	767896	Cours de langue, mesures d'intégration professionnelle, programmes d'occupation, prestations de conseil Environ 40 % des moyens ont été engagés dans des cours de langue, dispensés notamment par les prestataires Kurszentrum 5 et ECAP. Pour sa part, le financement des mesures d'intégration professionnelle prises par le centre d'intégration professionnelle et Overall, ainsi que des programmes d'occupation mis sur pied par le service d'aide sociale a absorbé approximativement 30 % des ressources.
Berne		
4616883	4616883	Intégration linguistique et sociale, intégration professionnelle et sociale, offres spéciales pour personnes en difficultés physiques et psychiques Le canton de Berne a apporté son soutien à des mesures d'intégration profitant à 2294 personnes, pour lesquelles il a également engagé des ressources propres. Le forfait d'intégration a permis de financer des cours de langue proposés par l'aide aux réfugiés de l'Armée du Salut, Caritas, l'EPER et la Croix-Rouge suisse (CRS), auxquels ont pris part quelque 1500 personnes. Caritas, l'Office de consultation sur l'asile (OCA), PROFORA BEJUNE, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) et la CRS ont mis en place des mesures d'intégration professionnelle (cours spécialisés axés sur la formation, placement sur le marché du travail, pool de mesures d'intégration individuelles, etc.). A noter également que Caritas, le Centre de compétence pour l'intégration de la ville de Berne, la ville de Thoun et les Services psychiatriques universitaires de Berne (SPU) ont organisé des programmes d'occupation et de formation auxquels ont participé près de 200 personnes. Enfin, le canton de Berne a apporté son soutien à une offre de conseil élaborée par l'OCA (plateforme d'information et bilans d'intégration à l'intention des personnes admises à titre provisoire) et à des campagnes d'information et de sensibilisation de l'EPER.
Fribourg		
1 193 120	1 193 120	Mesures spécifiques visant l'apprentissage d'une langue, l'intégration professionnelle, la formation et le perfectionnement, ainsi que l'encouragement dans le domaine préscolaire et prestations de conseil Dans le volet encouragement linguistique, qui pèse pour 45 % environ des fonds du forfait d'intégration, des cours d'alphabétisation et divers cours de langue (cours de base, cours intensifs, cours destinés aux femmes, etc.) ont été dispensés à 392 personnes. 88 d'entre elles ont participé à des cours d'alphabétisation offerts par l'Association Les Amis de l'Afrique (AMAF), 82 à des cours de français proposés aux personnes admises à titre provisoire par ORS Service AG, 64 aux cours de français pour les réfugiés mis en place par Caritas et 71 aux cours de langue (français et allemand) de l'Ecole-club Migros. Dans le volet intégration professionnelle, qui représente autour de 10 % des moyens investis, les mesures engagées ont permis de venir en aide à 111 personnes. Enfin, le volet prestations de conseil a bénéficié d'un quart environ des ressources. Les consultations d'ORS Service AG ont profité à 316 personnes, celles de Caritas à quelque 305 personnes.
Genève		
1 769 908	1 769 908	Mesures d'intégration professionnelle et socioprofessionnelle, encouragement linguistique et alphabétisation, mesures d'ordre social et sanitaire Le forfait d'intégration a permis de financer des mesures individuelles et des programmes (mesures individuelles groupées) en faveur de personnes admises à titre provisoire et de réfugiés reconnus. 36 % des fonds ont été affectés à des mesures socioprofessionnelles, dont la plupart sont mises en œuvre par l'Hospice général, qui est chargé du suivi social des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés reconnus. Le forfait a été attribué à hauteur de 28 % à des cours de langue de différents niveaux. Près de 20 % des ressources ont été destinées à l'intégration professionnelle des groupes-cibles. A titre d'exemple, l'OSEO Genève a proposé un accompagnement professionnel individuel (bilan, placement, etc.). Enfin, 10 % des fonds ont été consacrés à des mesures d'intégration sociale proposées par Camarada, Kultura et Paidos.
Glaris		
280588	280588	Cours d'allemand et d'intégration, intégration sociale et professionnelle La Croix-Rouge Suisse (CRS) a organisé des cours d'allemand, des cours d'intégration et d'entraînement aux candidatures. En outre, dans les projets « zur Arbeit » et « Vi Vamos », la CRS a financé des places de stage, du coaching et de l'accompagnement dans la recherche d'un emploi, ainsi que des cours d'informatique et d'initiation à internet. Les services sociaux de Glaris ont soutenu des programmes d'occupation, des cours d'allemand et d'intégration, ainsi que d'entraînement aux candidatures. Le centre pour les femmes du canton de Glaris a mis sur pied des cours d'intégration et financé des cours d'allemand.

Forfait d'intégration (CHF)*	Montant du forfait d'intégration utilisé en 2011 (CHF)	Principales mesures/Remarques
Grisons		
876 162	876 162	Offres spécifiques d'encouragement linguistique, mesures d'intégration sociale, mesures du marché du travail (MMT), coaching professionnel dans le cadre des MMT <p>Dans le volet linguistique, qui totalise près de 55 % des ressources affectées, les cours dispensés notamment par l'Ecole Sainte-Catherine à Cazis et le Lernforum de Coire comprennent: des cours d'alphabétisation, des cours de langue de différents niveaux et des cours d'allemand professionnel (environ 340 participants). 100 personnes ont passé un test d'évaluation linguistique et 80 autres ont participé aux séances d'information du bureau cantonal d'intégration. La Fondation Arbeitsgestaltung a procédé à l'évaluation de personnes admises à titre provisoire et de réfugiés reconnus. L'Office cantonal de l'économie, des arts et métiers et du travail et l'association Pro Wiv ont mis en place des mesures du marché du travail. Au total, les mesures d'intégration professionnelle et les programmes d'occupation ont absorbé près d'un quart des moyens engagés.</p>
Jura		
299 670	299 670	Cours de langue, programmes d'occupation et d'intégration, mesures d'intégration sociale et professionnelle et de formation continue <p>Près de 340 personnes ont pris part aux cours de français proposés, entre autres, par l'Association jurassienne d'accueil des migrants (AJAM), PROFORA BEJUNE et Tremplin (cours représentant 45 % environ des ressources engagées). Par ailleurs, 25 personnes ont participé aux programmes d'occupation de Caritas Jura et 26 autres ont profité des mesures d'intégration professionnelle de Caritas et de PROFORA BEJUNE (mesures totalisant 30 % environ des moyens affectés). A noter également que 12 femmes ont bénéficié des mesures d'intégration socioprofessionnelle proposées par le Centre d'animation et de formation pour femmes migrantes (CAFF). Enfin, le forfait d'intégration a permis de financer un poste de conseil et d'insertion sur le marché du travail rattaché à l'AJAM.</p>
Lucerne		
2 321 959	2 321 959	Intégration sociale et professionnelle, mesures individuelles d'encouragement linguistique <p>Caritas Lucerne a dénombré 1244 participants aux cours de langue et 378 bénéficiaires de mesures individuelles d'insertion professionnelle. Dans le cadre de son projet d'intégration professionnelle Co-Opera, l'OSEO Suisse centrale a proposé des prestations de conseil (411 consultations), un service de placement avec ateliers de recherche d'emploi (109 participants), ainsi que des ateliers de mise en réseau. Enfin, 15 bénéficiaires d'une aide spécifique ont suivi une formation «Riesco», formation culinaire de base dispensée par «Hotel&Gastro formation», et 12 personnes ont participé au cours de logistique organisé par l'Association Suisse pour la formation professionnelle en logistique.</p>
Neuchâtel		
788 399	788 399	Cours de langue et mesures d'encouragement linguistique (plusieurs niveaux), projets visant à favoriser l'intégration professionnelle et prestations de conseil et d'information <p>Environ 45 % des ressources ont été affectées au financement de mesures d'encouragement linguistique, qui englobent trois cours dispensés par le Centre de formation neuchâtelois pour adultes (CEFNA): un cours intensif (177 participants), un cours semi-intensif (95 participants) et un cours pour nouveaux arrivants (12 participants). Par ailleurs, un cours de langue proposé par l'Association RECIF, exclusivement destiné à des femmes migrantes, a réuni 51 participantes, tandis que l'Ecole supérieure de commerce accueillait 55 personnes admises à titre provisoire ou réfugiées. Enfin, le programme «français et intégration» du Service de la cohésion multiculturelle (COSM) a été fréquenté par 13 personnes. Les diverses mesures axées sur l'intégration professionnelle (COSM, Service de l'emploi ORP, PROFORA BEJUNE, Office des bourses, Association RECIF, etc.) comptent également pour 45 % environ dans les moyens engagés.</p>

*correspond aux versements trimestriels 2010

Forfait d'intégration (CHF)*	Montant du forfait d'intégration utilisé en 2011 (CHF)	Principales mesures/Remarques
Nidwald		
239 900	162 400	<p>Encouragement linguistique, intégration sociale et professionnelle</p> <p>Environ 72 % du forfait d'intégration ont servi à financer des cours d'alphabétisation et d'allemand. Ces cours ont été proposés et dispensés par divers organismes (Alemania Lucerne, Amt für Asyl und Flüchtlinge, école de langues Bénédicte de Lucerne, Caritas Lucerne, ECAP Lucerne, Ecole-club Migros). L'intégration professionnelle de 13 personnes a également pu être encouragée de manière ciblée au moyen de mesures spécifiques prises par différents organismes (The Bütz Kriens, Kontaktstelle Arbeit OW/NW, Sarnen, Job Vision OW/NW, etc.). En outre, six petits projets contribuant à l'intégration sociale ont pu être financés. Enfin, en mai 2011, un nouveau concept d'intégration destiné aux réfugiés et aux personnes admises à titre provisoire a été introduit.</p>
Obwald		
249 134	249 134	<p>Cours de langue, intégration sociale et professionnelle</p> <p>Quasiment les trois quarts du forfait d'intégration ont été affectés aux cours de langue organisés par l'école de langues Bénédicte de Lucerne, Caritas, ECAP et le centre professionnel et de formation continue de Sarnen, auxquels 152 personnes ont participé. Des cours de langue intensifs (niveau A1 et plus) ont aussi été dispensés à Lucerne (ECAP et l'école de langues Bénédicte) aux personnes ayant déjà un parcours scolaire. Par ailleurs, Caritas a proposé un coaching professionnel personnalisé, dont 25 personnes ont bénéficié. Cet organisme a également mis sur pied des séances d'information en langue allemande sur des sujets tels que le travail, le logement, la santé, l'éducation et la formation (32 participants).</p>
Schaffhouse		
558 640	558 640	<p>Cours de langue et d'intégration, intégration professionnelle, formation destinée aux jeunes et aux jeunes adultes, accompagnement psychosocial</p> <p>La mise en œuvre des mesures a été confiée à l'antenne de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) à Schaffhouse. Près de 56 % du forfait d'intégration ont été consacrés à la promotion linguistique. 103 personnes, essentiellement des jeunes et des jeunes adultes, ont ainsi pris part au projet JUMA-B, tandis que les cours de langues Co-Opera, qui assuraient également un service de garde d'enfants, ont réuni 217 participants (des femmes pour la plupart). Dans le volet intégration professionnelle, un cinquième du forfait a été alloué au programme ArbeitPlus (35 participants). Enfin, 210 personnes bénéficiant d'une garantie de prise en charge des frais ont été soutenues par des mesures d'intégration personnalisées.</p>
Schwyz		
988 295	653 086	<p>Cours d'allemand, encouragement de l'intégration professionnelle, programmes d'occupation</p> <p>Un cinquième du forfait a été octroyé pour les mesures d'encouragement linguistique destinées aux personnes admises à titre provisoire et aux réfugiés reconnus. Les cours d'allemand proposés par Impuls ont été fréquentés par 81 personnes, ceux de l'association Transferry par 30 personnes et ceux de Caritas par 18 personnes. Transferry a aussi dispensé des cours d'alphabétisation, qui ont regroupé 8 personnes. 15 personnes ont trouvé une occupation temporaire par le biais d'un programme d'occupation d'Impuls (environ 55 % du forfait d'intégration). Des places individuelles pour personnes admises à titre provisoire et réfugiées ont également été financées dans le cadre du programme d'occupation du «Verband Schwyzer Gemeinde-Angestellter im Asylwesen», ainsi que du cours de cuisine de Caritas (8 participants). Par ailleurs, l'office cantonal du travail a conseillé et accompagné des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés reconnus dans leur processus d'intégration.</p>
Soleure		
1 144 340	1 144 340	<p>Programmes de formation et d'occupation, cours d'intégration professionnelle, cours de langue et d'intégration et projets destinés à faciliter l'insertion sur le marché du travail</p> <p>Un projet mené par la coopérative Regiomech a permis de promouvoir des programmes de qualification et de faciliter ainsi l'intégration sur le marché du travail de 168 personnes (près de 46 % du forfait d'intégration). Pour sa part, la société ORS Service AG a proposé des cours de langue aux personnes admises à titre provisoire: cours d'alphabétisation et consolidation des acquis (132 participants), cours de base modules I à III (263 participants), cours d'allemand intensif I+II (108 participants), cours d'allemand intensif visant le niveau A2 (66 participants), projets d'intégration professionnelle (50 participants) et divers projets d'occupation avec formation (137 participants). Enfin, la participation de réfugiés reconnus à divers cours de langue de différents niveaux dispensés, entre autres, par l'ECAP, l'université populaire et la société machbar GmbH a été financée.</p>

Forfait d'intégration (CHF)*	Montant du forfait d'intégration utilisé en 2011 (CHF)	Principales mesures/Remarques
St-Gall		
2 361 866	2 361 866	Mesures d'encouragement linguistique, mesures de formation et de qualification, programmes d'occupation débouchant sur des qualifications, programmes de coaching, filières de transition pour jeunes et stages Les mesures d'encouragement linguistique représentent approximativement un cinquième du forfait d'intégration, réparti entre diverses écoles de langues mandatées par les communes. Environ un tiers dudit forfait a servi à soutenir des mesures d'encouragement linguistique associées à des programmes d'initiation au travail. Les mesures d'intégration professionnelle ont été mises en œuvre par plusieurs organismes actifs dans les programmes d'initiation au travail et les filières de transition, ainsi que par l'office cantonal du travail. Le canton s'est, par ailleurs, doté de services régionaux de l'emploi et d'évaluation des compétences (REPAS) – opérationnels depuis septembre 2010 –, qui ont pour mission d'établir des plans d'intégration personnalisés et de fixer des mesures d'intégration spécifiques, lesquelles sont ensuite soumises au service social compétent. A noter également que la stratégie d'intégration des réfugiés reconnus et admis à titre provisoire, ainsi que des personnes admises à titre provisoire, dont la phase pilote s'est déroulée entre le 1 ^{er} juillet 2010 et le 31 décembre 2011, a été jugée adéquate.
Tessin		
508 000	508 000	Cours de langue, intégration professionnelle et sociale Les moyens engagés ont été consacrés, à hauteur d'environ 50 %, au suivi individualisé d'intégration sociale et professionnelle, proposé par le service «In-lav» (integrazione e lavoro) de SOS Ticino. Quelque 500 personnes admises à titre provisoire et réfugiés reconnus en ont bénéficié. Par ailleurs, diverses mesures ont permis de favoriser l'intégration professionnelle de 49 personnes et 9 personnes ont pu prendre part à un programme d'occupation (environ 10 % du forfait d'intégration). Enfin, près de 37 % du forfait d'intégration ont été consacrés aux cours de langue qui ont été dispensés par différents prestataires (Scuola Ili Lugano, Divisione della formazione professionale, Cooperativa Clic, Ecole-club Migros Tessin, Ville de Chiasso, etc.) et dont 225 personnes ont bénéficié.
Thurgovie		
908 989	581 501	Cours de langue, programmes de travail et d'occupation A la demande des communes et de la Peregrina-Stiftung, des cours d'allemand (122 participants; environ deux tiers du forfait d'intégration) et des programmes d'intégration et d'occupation (41 participants; près d'un tiers du forfait d'intégration) ont été financés. Ces mesures ont été mises en œuvre par divers organismes. Ont également été financés par le canton grâce au forfait d'intégration (selon des critères de pondération) des programmes d'occupation dans les foyers d'accueil transitoire, auxquels ont participé des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire.
Uri		
290 244	290 244	Encouragement linguistique, projet d'intégration professionnelle et mesures visant à promouvoir l'intégration sociale Dans le volet encouragement linguistique, les cours suivants ont été financés à raison d'environ un quart du forfait d'intégration: le cours d'allemand intensif de l'école de langues Bénédicte de Lucerne (23 participants), de même que le cours débutants (31 participants) et le cours d'alphabétisation (3 participants) proposés par Sprache und Integration Uri (S&I). Dans le volet intégration professionnelle, le forfait a permis à 7 personnes de prendre part au «Gastroprojekt Fomaz» de la Croix-Rouge suisse et à 12 autres personnes de participer à des programmes d'occupation (deux tiers du forfait d'intégration).
Vaud		
2 805 958	2 805 958	Cours de langue et d'alphabétisation, mesures d'évaluation et d'orientation, mesures de formation et d'intégration professionnelle, mesures visant à promouvoir l'intégration sociale Pour les personnes admises à titre provisoire, diverses mesures proposées par l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) ont été financées, en particulier des cours de langue (59 participants), ainsi que diverses mesures visant à favoriser l'intégration professionnelle (206 personnes). De plus, des prestataires privés ou d'utilité publique ont mis sur pied des mesures individuelles (notamment en matière d'encouragement linguistique et d'intégration professionnelle) en faveur de ces personnes; ainsi, 126 parmi elles ont pu en bénéficier. Par ailleurs, plusieurs projets cantonaux portant sur les langues et la communication ont pu être soutenus par le forfait d'intégration. Enfin, des mesures individuelles d'encouragement linguistique (457 places) et d'intégration professionnelle (123 places) destinées aux réfugiés reconnus et aux réfugiés admis à titre provisoire ont été financées.

Forfait d'intégration (CHF)*	Montant du forfait d'intégration utilisé en 2011 (CHF)	Principales mesures/Remarques
Valais		
1 174 301	1 174 301	<p>Pour les personnes admises à titre provisoire: cours de langue, programmes d'occupation et de formation, conseil individuel/placement sur le marché du travail</p> <p>Pour les réfugiés: cours de langue et accompagnement individuel à l'intégration (progressive) sur le marché du travail</p> <p>Les mesures mises en œuvre par le centre de formation «Le Botza» – dont relève l'intégration des personnes admises à titre provisoire – comprennent: des cours de langue (104 participants), une classe d'accueil et d'intégration [CAI] (16 participants) et une classe d'accueil préprofessionnelle [CAP] (11 participants), ainsi que divers programmes d'occupation (130 participants). D'autres mesures ont porté sur l'intégration professionnelle (47 participants), l'intégration sociale (3 participants) et l'information/la sensibilisation (7 participants).</p> <p>La Croix-Rouge suisse (CRS) Valais est compétente en matière d'intégration des réfugiés reconnus. Au total, 97 réfugiés reconnus (permis B) et 28 réfugiés admis provisoirement (permis F) ont pu bénéficier d'un accompagnement individuel dans leur processus d'intégration sur le marché du travail par l'intermédiaire du Service Promotion, d'une formation ou d'un perfectionnement dans le cadre de stages ou encore d'autres mesures.</p>
Zoug		
649 177	649 177	<p>Cours de langue, programmes d'occupation, mesures d'intégration professionnelle, cours spécifiques d'intégration sociale</p> <p>L'encouragement linguistique et l'alphabétisation comptent pour quelque 30 % des moyens engagés (différents cours proposés notamment par ECAP, Liz Linguistic, Migros et Pro Arbeit, ainsi que par les communes). Près de 60 % des ressources ont été réparties entre l'achat de places dans les programmes d'occupation de la société d'utilité publique zougoise GGZ et de l'association VAM (Association pour des mesures actives sur le marché du travail) et le soutien de diverses mesures d'intégration professionnelle. Par ailleurs, une offre de conseils de la GGZ, de même que plusieurs mesures visant à encourager l'intégration sociale ont pu être financées.</p>
Zurich		
6441 977	6441 977	<p>Encouragement linguistique, alphabétisation, intégration professionnelle, programmes d'occupation, prestations de conseil</p> <p>Le service social cantonal a financé au total 25 mesures sur le forfait d'intégration (3421 participants ou places). Sur ce nombre, 13 projets réunissant 1032 participants ont été réalisés par l'Asylorganisation Zürich (AOZ), à savoir: des cours d'allemand intensif (617 participants), six projets dans le domaine de l'intégration professionnelle (496 participants) et cinq programmes d'occupation (183 participants). Le service social a également soutenu le projet «Deutsch Alpha» mené par l'OSEO (93 participants), les cours de langue et d'alphabétisation proposés par la ville d'Uster (113 participants), le projet «Cocomo» d'encouragement à l'intégration professionnelle (285 participants), le cursus Riesco (formation culinaire de base dispensée par Hotel & Gastro Formation (16 participants) et trois programmes d'occupation à Uster et Winterthur (95 participants). Le bureau d'intégration de Zurich, pour sa part, a financé des cours de langue dispensés par AOZ (42 participants) et des projets d'intégration professionnelle, dont le stage «Santé et social» de la CRS Zurich (5 participants), le projet de case management «Intégration des réfugiés reconnus et admis à titre provisoire» (20 participants) mené par fokusarbeit et le projet intitulé «Jucomo» de Cocomo (60 participants). D'autres activités d'information et de conseil ont enfin aussi été prises en charge.</p>

*correspond aux versements trimestriels 2010

Abréviations

ARE	Office fédéral du développement territorial
CCI	Centres de compétence de l'intégration
CdC	Conférence des gouvernements cantonaux
CDI	Conférence des délégués cantonaux et communaux à l'intégration
CECR	Cadre européen commun de référence pour les langues
CFM	Commission fédérale pour les questions de migration
CII	Collaboration interinstitutionnelle
CIS	Centre de compétences Intégration par le sport
CoSI	Conférence suisse des Services spécialisés dans l'intégration
CTA	Conférence tripartite sur les agglomérations
DFJP	Département fédéral de justice et police
DPIM	Développement des programmes d'intégration cantonaux et des mesures d'accompagnement
EPER	Entraide Protestante Suisse
FSEA	Fédération suisse pour la formation continue
GIM	Groupe de travail interdépartemental pour les problèmes de migration
IAI	Comité interdépartemental Intégration
LAsi	Loi sur l'asile
LCO	Cours de langue et de culture d'origine
LEtr	Loi fédérale sur les étrangers
ODM	Office fédéral des migrations
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
OFCOM	Office fédéral de la communication
OFFT	Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie
OFJ	Office fédéral de la justice
OFL	Office fédéral du logement
OIE	Ordonnance sur l'intégration des étrangers
ORP	Offices régionaux de placement
OSEO	Œuvre suisse d'entraide ouvrière
OFS	Office fédéral de la statistique
OFSP	Office fédéral de la santé publique
OFSP0	Office fédéral du sport
PIC	Programmes d'intégration cantonaux
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SLR	Service de lutte contre le racisme
SYMIC	Système d'information central sur la migration

